

(1)

(N° 111)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MARS 1903.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE POUR L'EXERCICE 1903 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HENRY DELVAUX.

MESSIEURS,

Le Budget de la Guerre pour 1903 comporte une dépense totale de fr. 53,254,415.72.

Il est en diminution de fr. 1,018,621.25 sur le Budget de 1902.

Les dépenses nouvelles s'élèvent à 710,045 francs.

La plus grande partie de cette augmentation résulte de l'application de la loi du 21 mars 1902, ainsi que l'attestent les chiffres ci-dessous :

1° Dépenses résultant du remplacement par des employés civils, de sous-officiers, caporaux et soldats qui étaient détachés à divers services et qui ont rejoint le corps auquel ils appartenaient (articles 2, 5, 10, 13, 14, 17, 20, 22 en augmentation, — et article 3 en diminution)	fr. 708,525 »
2° Augmentations normales de traitements et améliorations de position (articles 2 et 21).	8,990 »
3° Aumôneries et quatre sœurs hospitalières nouvelles (articles 7 et 14).	3,900 »
4° Relèvement du prix des bois fournis pour la Manufacture d'armes (article 10)	530 »
5° Achat et réparations de bicyclettes (article 27).	7,700 »
6° Indemnité aux médecins examinateurs des candidats infirmiers ambulanciers (article 33)	1,000 »
TOTAL.	fr. 730,645 »

(1) Budget, n° 5, X.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, deuxième *vice président*, était composée de MM. HENRY DELVAUX, NOLF, DE COCQ, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, DERBAIX et DE GROOTE.

REPORT. . . . fr. 730,645 »

Il y a lieu de déduire :

1° Suppression de l'indemnité allouée à l'ancien directeur de l'Institut cartographique militaire fr. 5,500 »

2° Diminution du chiffre des pensions et secours par suite de la distraction pour report au Budget de la Gendarmerie, des pensions relatives au personnel de cette arme 15,100 »

20,600 »

La différence de 15,100 francs provient :

1° D'une augmentation de 31,900 francs à l'article 32;

2° D'un transfert de 47,000 francs au Budget de la Gendarmerie.

TOTAL DES DÉPENSES NOUVELLES. . . . fr. 710,045 »

Les dépenses exceptionnelles sont en diminution de fr. 1,728,666.25 sur le Budget de 1902.

Elles comportent pour le présent exercice :

ART. 34. — Réserve de fusils fr. 720,000 »

ART. 35. — Magasin à fourrage à Liège et raccordement . . 386,000 »

ART. 36. — Boulangerie militaire à Louvain 284,000 »

ART. 37. — Continuation de travaux et amélioration au casernement. 3,280,000 »

ART. 38. — Approvisionnement d'outils et d'appareils pour les places fortifiées du pays 54,000 »

ART. 39. — Réserve de médicaments 25,000 »

ART. 40. — Continuation des travaux pour l'artillerie de place 507,000 »

ART. 41. — Réseau téléphonique militaire de la rive gauche de l'Escaut 36,000 »

ART. 42. — Bâtiments nouveaux à ajouter à la Fonderie de canons à Liège 47,000 »

TOTAL DES DÉPENSES EXCEPTIONNELLES. . fr. 5,359,000 »

* * *

L'examen en sections a été sommaire. Trois d'entre elles n'ont présenté aucune observation. Les trois autres en ont formulé six.

La Section centrale a porté ses investigations sur divers points qui se ramènent aux objets suivants :

1° Examen des mesures relatives à l'application de la récente loi de milice (21 mars 1902);

2° Renseignements sur la réparation accordée aux militaires victimes d'accidents ou atteints de maladies incurables au cours du service;

3° Questions relatives à l'emploi du temps que les militaires passent sous les drapeaux;

4° Points divers relatifs à l'organisation de l'armée, sa composition, les indemnités, les avancements, etc.

5° Bâtiments militaires.

6° Chevaux et voitures.

I.

Examen des mesures relatives à l'application de la nouvelle loi de milice.

Certaines critiques ayant été dirigées contre le Département de la Guerre, au sujet des délais apportés à la mise en vigueur de la loi, et de la façon même dont le volontariat était entendu, la Section centrale a voulu, par un ensemble d'informations précises et complètes, dissiper tout doute sur ce point.

A cet effet, elle a posé à M. le Ministre de la Guerre quinze questions auxquelles il a répondu comme suit :

QUESTION.	RÉPONSE.
1. — Quelle publicité a été donnée à la nouvelle loi de milice, jusqu'à ce jour?	La loi du 21 mars 1902 a été publiée au <i>Moniteur</i> le 27 du même mois; le 3 septembre suivant, le <i>Journal officiel</i> en a fait connaître à nouveau toutes les dispositions par la publication des « lois coordonnées sur la milice et sur la rémunération en matière de milice ».
2. — Quelles mesures le Département de la Guerre compte-t-il prendre pour donner aux avantages de la loi nouvelle la très large publicité que la Section centrale désire?	Le 21 septembre ont paru au <i>Moniteur</i> les arrêtés royaux d'exécution relatifs au volontariat de carrière et à la rémunération. Le Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique publiera prochainement une brochure contenant les lois coordonnées précitées ainsi que les arrêtés les plus importants qui en règlent l'application. Les avantages concédés aux volontaires par la loi du 21 mars 1902 ont fait l'objet d'une affiche, qui a été placardée dans toutes les communes du pays, et d'un memorandum, qui a été remis à tous les inscrits de la levée de 1903. Ces documents (dont un exemplaire est ci-annexé) ont été établis et distribués par le Département de l'Intérieur. Des exemplaires du memorandum sont à la disposition du public aux sièges des administrations communales et dans les bureaux de police. Le Gouvernement estime que la très large publicité désirée par la Section centrale est assurée.

Voici le texte de cette affiche :

*Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction
publique*

*Ministerie van Binnenlandsche Zaken
en Openbaar Onderwijs*

MILICE NATIONALE

NATIONALE MILITIE

RECRUTEMENT DES VOLONTAIRES

WERVING VAN VRIJWILLIGERS

CONDITIONS D'ADMISSION. — SERVICE. AVANTAGES

Les personnes qui désirent entrer dans l'armée en qualité de volontaires sont invitées à s'adresser à l'administration communale, à l'effet d'obtenir les pièces qui leur sont nécessaires; cette administration leur indiquera l'autorité militaire à laquelle elles peuvent se présenter.

I. — *Conditions d'admission.*

Condition générale.

Les candidats doivent réunir les conditions d'aptitude exigées des miliciens et avoir au moins 1^m,55 de taille.

Conditions spéciales.

Pour les VOLONTAIRES DE CARRIÈRE : être Belge ⁽¹⁾ et avoir de 16 à 35 ans ⁽²⁾ accomplis.

Pour les VOLONTAIRES DU CONTINGENT : être appelé à participer au prochain tirage au sort de la milice.

Pour les VOLONTAIRES AVEC PRIME : être âgé de moins de 30 ans ⁽³⁾, avoir participé au tirage au sort de la milice et être affranchi de tout service.

⁽¹⁾ Les étrangers tenus à des obligations de milice en Belgique ou qui ont le droit d'opter pour la nationalité belge sont admissibles aussi à l'engagement.

⁽²⁾ Ceux qui ont déjà servi peuvent être admis jusqu'à 40 ans.

⁽³⁾ Les anciens militaires sont admis jusqu'à l'âge de 50 ans.

VOORWAARDEN TOT AANNEMING. — DIENST VOORDEELEN

Wie als vrijwilliger bij het leger dienst wil nemen, hoeft zich te richten tot het gemeentebestuur ter verkrijging van de daartoe noodige stukken; dit bestuur verwijst hem naar de militaire overheid bij welke hij zich kan aanmelden.

I. — *Aanneming.*

Algemeene voorwaarde.

De kandidaten moeten de van de miliciens vereischte voorwaarden van geschiktheid vervullen en ten minste 1^m,55 lang zijn.

Bijzondere voorwaarden.

Voor de VRIJWILLIGERS VAN BEROEP : Belg zijn ⁽¹⁾ en 16 tot 35 jaar oud ⁽²⁾.

Voor de VRIJWILLIGERS VAN HET CONTINGENT : deel moeten nemen aan de eerstkomende militieloting.

Voor de VRIJWILLIGERS MET PREMIE : minder dan 30 jaar oud zijn ⁽³⁾, aan de militieloting hebben deelgenomen en vrij van allen dienst zijn.

⁽¹⁾ De vreemdelingen die in België militieplichtig zijn of die het recht hebben de Belgische nationaliteit te kiezen, kunnen insgelijks tot den dienst aangenomen worden.

⁽²⁾ Wie reeds gediend heeft, mag dienst nemen tot den leeftijd van 40 jaar.

⁽³⁾ De oud-militairen mogen dienst nemen tot den leeftijd van 50 jaar.

Pour les RENGAGÉS : avoir obtenu un congé illimité ou un congé définitif ou bien y avoir droit.

II. — Conditions de service.

Les volontaires s'enrôlent pour un terme de milice.

Les volontaires du contingent et les volontaires avec prime accomplissent le même service actif que les miliciens.

Les volontaires de carrière restent au service actif pendant cinq années, s'ils s'engagent avant 17 ans accomplis; pendant quatre années, s'ils s'engagent après 17 ans accomplis; pendant trois années, s'ils s'engagent après 18 ans.

Les *rengagés* ne s'enrôlent que pour un terme de service actif de deux années.

III. — Avantages.

A. — CHOIX DU CORPS, pour les volontaires de carrière et les volontaires avec prime.

B. — CONGÉ DE QUINZE JOURS par année de service actif pour les volontaires âgés de 18 ans.

C. — RENGAGEMENT. — Voir I et II ci-dessus.

D. — RÉMUNÉRATION. — *Volontaires de carrière* : indemnité de 33 francs par mois de service actif, à partir de 18 ans.

Volontaires du contingent : indemnité de 30 francs par mois, à dater de l'appel sous les armes de leur classe de milice.

Volontaires avec prime : prime de 1,500 à 1,700 francs, suivant l'arme.

Rengagés : 33 francs par mois de service actif, s'ils sont soldats; 40 francs, s'ils sont caporaux ou brigadiers; 50 francs, s'ils sont sous-officiers.

En cas de rappel sous les armes : même indemnité que pendant le service actif normal et, pour les pères de famille, alors même qu'ils ne seraient pas rémunérés,

Voor de OPNIEUW DIENSTNEMENDEN : met onbepaald verlof of met bepaald verlof zijn of er aanspraak op hebben.

II. — Dienst.

De vrijwilligers teekenen voor een militietermijn.

De vrijwilligers van het contingent en de vrijwilligers met premie volbrengen denzelfden werkelijken dienst als de miliciens.

De vrijwilligers van beroep blijven in werkelijken dienst, gedurende vijf jaar, indien zij voor hun 17 jaar dienst nemen; gedurende vier jaar, indien zij na hun 17 jaar dienst nemen; gedurende drie jaar, indien zij na hun 18 jaar dienst nemen.

Opnieuw dienstnemenden teekenen maar voor een termijn werkelijken dienst van twee jaar.

III. — Voordeelen.

A. — KEUS VAN HET KORPS, voor de vrijwilligers van beroep en de vrijwilligers met premie.

B. — VERLOF VAN VEERTIEN DAGEN per jaar werkelijken dienst voor de vrijwilligers die 18 jaar oud zijn.

C. — NIEUWE DIENSTNEMING. — Zie I en II hierboven.

D. — VERGELDING. — *Vrijwilligers van beroep* : vergoeding van 33 frank par maand werkelijken dienst, te rekenen van 18 jaar.

Vrijwilligers van het contingent : vergoeding van 30 frank per maand, te rekenen van de oproeping onder de wapens van hunne militieklasse.

Vrijwilligers met premie : Premie van 1,500 tot 1,700 frank, volgens het wapen.

Opnieuw dienstnemenden : 33 frank per maand werkelijken dienst, zoo zij soldaat, 40 frank, zoo zij korporaal of brigadier en 50 frank, zoo zij onderofficier zijn.

Ingeval van wederoproeping onder de wapens : zelfde vergoeding als tijdens den gewonen werkelijken dienst en, voor de huisvaders, zelfs indien zij geene vergel-

indemnité journalière de fr. 0.30 s'ils ont un enfant, de un franc s'ils en ont plusieurs.

E. — AFFILIATION A LA CAISSE DE RETRAITE des militaires rémunérés, avec octroi des primes d'encouragement accordées par la loi du 10 mai 1900 concernant les pensions de vieillesse.

F. — EMPLOIS. — Admission des volontaires et des anciens volontaires dans les emplois de l'armée; droit de préférence accordé aux sous-officiers, aux caporaux ou brigadiers et aux volontaires pour l'admission aux emplois dans les administrations de l'État.

G. — PENSIONS. — Aux sous-officiers qui, âgés de 40 ans et n'ayant pas été admis à un emploi de l'État, comptent vingt années de service actif.

IV. — *Volontaires de réserve.*

Les volontaires de toutes les catégories, les miliciens et les remplaçants peuvent être autorisés, au moment de leur envoi en congé illimité, à proroger de deux ou de quatre années la date de leur licenciement de la réserve; une rémunération leur est accordée.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*

ding genieten, dagelijksche vergoeding van fr. 0,30, zoo zij een kind, van één frank, zoo zij er meer hebben.

E. — AANSLUITING BIJ DE LUIFRENTKAS voor de militairen die eene vergoeding genieten, met bewilliging der aanmoedigingspremiën, verleend door de wet van 10 Mei 1900 op ouderdomspensioen.

F. — BEDIENINGEN. — Toelating van de vrijwilligers en de oud-vrijwilligers tot de bedieningen bij het leger; voorkeur verleend aan de onderofficieren, de korporalen of brigadiers en de vrijwilligers voor de toelating tot de bedieningen in de beheeren van den Staat.

G. — PENSIOEN. — Aan de onderofficieren die, 40 jaar oud en niet tot eene Staatsbediening toegelaten, twintig jaar werkelijken dienst tellen.

IV. — *Reserve-vrijwilligers.*

De vrijwilligers van al de soorten, de miliciens en de plaatsvervangers kunnen, op het oogenblik van hun vertrek met onbepaald verlof, er toe gemachtigd den datum hunner afdoanking uit de reserve voor twee of voor vier jaar uit te stellen. Er wordt hun eene vergelding toegekend.

*De Minister van Binnenlandsche zaken
en Openbaar onderwijs,*

J. DE TROOZ.

QUESTION.

5. — A quelle date le Département de la Guerre a-t-il porté à la connaissance des chefs de corps les instructions relatives :

1^o Aux volontaires du contingent — miliciens et remplaçants — qui désirent ou changer de corps, ou devancer l'entrée au service de leur classe, ou y demeurer après le départ de celle-ci;

2^o Aux volontaires engagés sous le régime antérieur et désireux de substituer un nouvel engagement à l'ancien?

RÉPONSE.

Une instruction (ci-annexée) du 27 septembre 1902 a déterminé les conditions auxquelles doivent satisfaire les volontaires du contingent, les miliciens et les remplaçants désireux de changer de corps, de devancer l'appel de leur classe ou de demeurer au service actif lors de l'envoi en congé de cette classe.

Une instruction (ci-annexée) du 29 septembre 1902 a réglé la faculté de substituer de nouveaux engagements volontaires aux anciens.

Ministère de la Guerre

Bruxelles, le 27 septembre 1902.

2° DIRECTION GÉNÉRALE

PERSONNEL ET RECRUTEMENT

2^e direction.

4^o bureau.

Nº 68757

A toutes les autorités militaires.

2 ANNEXES.

MESSIEURS,

L'arrêté royal du 12 septembre dernier, n° 14286^{bis}, n'accorde plus aux miliciens et aux remplaçants la faculté de contracter l'engagement que prévoyait l'article 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1877.

J'ai décidé, toutefois, que les volontaires du contingent, les miliciens et les remplaçants, désireux de s'assurer certains avantages moyennant un complément d'obligations, seront admis, dès leur incorporation, à renoncer aux congés.

Cette formalité leur permettra, notamment, de changer de corps (ou de batterie), quel que soit celui auquel ils appartiennent, s'ils réunissent les qualités requises et si l'intérêt de l'armée ne s'y oppose pas. Ils souscriront une renonciation dressée d'après la formule de l'annexe n° 1 (déclaration litt. A) ci annexée.

Le terme de service actif à accomplir sera de trente-six mois au moins. Ce terme sera porté :

1° A quarante mois, pour servir à la cavalerie ou aux batteries à cheval, de même que pour quitter cette arme ou ces batteries;

2^o A cinq années, pour entrer à la compagnie d'armuriers.

Les renonciations entraînant changement de corps sont soumises à l'homologation du Département de la Guerre; elles font l'objet d'un état de proposition conforme à l'annexe n° 2 ci-jointe.

J'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, d'attirer l'attention des intéressés sur la portée du 2^e alinéa de la renonciation susvisée.

Celle-ci sera actée à la matricule de la manière suivante :

« Le _____ a renoncé aux congés pour un terme
» de _____ (si la date à laquelle la renonciation prend cours
» diffère de celle à laquelle elle est souscrite, ajouter) prenant cours
» le _____, »

Lorsque la renonciation entraîne changement de corps, on se sert de l'une des formules ci-après :

« Le passé au
venu du ° régiment d
» ayant, le renoncé aux congés
» (comme ci-dessus). »

J'ai décidé aussi qu'une renonciation (annexe n° 1, déclaration *B*) sera exigée des volontaires du contingent, des miliciens et des remplaçants qui, sans s'imposer les obligations résultant de la déclaration *A*, devanceront l'entrée au service actif de leur classe. Il en sera de même des militaires de toutes catégories qui, au moment d'obtenir un congé, demanderont à demeurer au service actif sans s'astreindre à signer une prorogation de deux années (§ 25 de l'instruction du 25 septembre 1902, 2^e direction générale, n° 65357).

Le Ministre de la Guerre,
A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

ANNEXE N° 1

Annexée
à la circulaire du 27 septembre 1902

ARMÉE BELGE.

Régiment d

2° DIRECTION GÉNÉRALE.

4° BUREAU.

N° 68757

Renonciation aux congés
Déclaration littéra A.

N°
du registre matricule.

Je soussigné (¹) m'oblige à
rester au service actif, à partir (²)
pendant un terme de (³) , à l'expira-
tion duquel j'aurai droit de rentrer dans mes
foyers si ma classe a obtenu un congé illimité, et
sous les réserves de l'article 87 de la loi sur la
milice.

Mes prestations conféreront des titres à l'indem-
nité de rémunération quand celle-ci sera allouée
aux miliciens de ma classe pour le corps (ou la
batterie) où je désire servir.

(⁴)

(⁵)

Approuvé la présente déclaration.

A , le 19 .

Le (⁶) commandant,

(1) Nom, prénom et position.

(2) « D'aujourd'hui » (ou) « du » (indiquer la date à laquelle l'homme désire entrer au service actif soit avant sa classe, soit avec celle-ci. Toutefois, les hommes qui désirent passer au bataillon d'administration ne peuvent entrer au service actif avant leur classe).

(3) Trente-six (56) mois, quarante (40) mois, ou cinq (5) années.

(4) Place réservée à la formule suivante : « Ainsi fait à » le (jour, mois et année en toutes lettres).

Si l'intéressé sait écrire, cette mention sera faite de sa main.

(5) Signature du déclarant. Si celui-ci ne sait signer, on inscrira les mots : « La marque » ci-dessous a été apposée en présence de (nom, prénoms, grade et régiment de deux témoins) » par le contractant, qui a déclaré ne pas savoir signer ». L'intéressé apposera sa marque et les deux témoins, leur signature.

(6) Ou « l'intendant en chef de l'armée », s'il s'agit du bataillon d'administration.

ARMÉE BELGE.

° *régiment d*

Renonciation aux congés

Déclaration littéra B.

N°
du registre matricule.

Je soussigné (1) m'oblige
à rester au service actif à partir d'aujourd'hui (2).

Mes prestations du chef de ce complément
d'obligations ne confèrent aucun droit à l'indem-
nité de rémunération.

(3)

(4)

Approuvé la présente déclaration.

A , le 19

Le (5) commandant,

(1) Nom, prénoms, position.

(2) Première formule (à utiliser pour les volontaires du contingent, les miliciens et les remplaçants, à l'exception de ceux d'entre eux qui, appartenant au bataillon d'administration, ne peuvent rentrer au service actif avant leur classe) : « jusqu'à l'appel au service actif des hommes de ma classe ». — Deuxième formule (à utiliser pour les militaires de toutes catégories) : « Jusqu'au (date à fixer au gré de l'intéressé) ».

(3) Place réservée à la formule suivante : « Ainsi fait à » le (jour, mois et année en toutes lettres)

Si l'intéressé sait écrire, cette mention sera faite de sa main.

(4) Signature du déclarant. Si celui-ci ne sait signer, on inscrira les mots : « La marque ci-dessous a été apposée en présence de (nom, prénoms, grade et régiment de deux témoins) par le contractant qui a déclaré ne pas savoir signer. »

L'intéressé apposera sa marque et les deux témoins, leur signature.

(5) Ou « l'intendant en chef de l'armée », s'il s'agit du bataillon d'administration.

ANNEXE N° 2

Annexée
à la circulaire du 27 septembre 1903

2° DIRECTION GÉNÉRALE

4° BUREAU

N° 68757

° Régiment d

N°

Annexe.

Réponse au n°

du

(*) Cette proposition, établie par le chef du corps auquel l'intéressé appartient, est transmise par cet officier supérieur au chef du corps dans lequel l'intéressé désire servir, elle est ensuite adressée, en simple expédition et sans lettre d'envoi, au Département de la Guerre.

Où y joint la déclaration de renonciation aux congés et, si le déclarant a subi des punitions, un état indiquant celles-ci.

Renonciation aux congés.**PROPOSITION (*)**

relative à l'homologation ministérielle de la renonciation souscrite par le (*)

Position (volontaire du contingent, milicien ou remplaçant).

Classe de milice :

Commune } de l'inscription pour la milice :
de la dernière résidence :

Corps } auquel l'homme appartient (2) :
dans lequel l'homme désire servir (3) :

Taille : un mètre millimètres

Motifs invoqués par l'intéressé pour passer au corps de son choix :

Avis du chef de corps

auquel l'intéressé appartient (3) :

A le 190 .
Le (3) commandant,

dans lequel l'intéressé désire servir (4) :

A le 190 .
Le (3) commandant,

N° Transmis à Monsieur le Ministre de la Guerre.

(1) Grade, nom et prénoms.

(2) S'il s'agit d'un régiment de l'artillerie de campagne, compléter par une des mentions « batterie à cheval, batterie montée ». (Ne sont pas soumis à l'homologation les changements de batterie dans le même régiment.)

(3) Ou, en ce qui concerne le bataillon d'administration, du sous-intendant sous les ordres duquel l'intéressé est placé. Cet officier transmet la proposition à l'intendant en chef.

(4) Ou, s'il s'agit du bataillon d'administration, du sous-intendant le plus voisin, l'intéressé est, au préalable, soumis par cet officier à une épreuve d'aptitude professionnelle. La proposition est ensuite transmise par le sous-intendant à l'intendant en chef.

(5) Ou « l'intendant en chef de l'armée » s'il s'agit du bataillon d'administration.

Ministère de la Guerre.

Bruxelles, le 29 septembre 1902.

2^e DIRECTION GÉNÉRALE

PERSONNEL ET RECRUTEMENT

2^e Direction.4^e Bureau.

N° 69099

A toutes les autorités militaires.

5 ANNEXES.

MESSIEURS,

La loi du 21 mars dernier a permis d'admettre aux avantages qu'elle assure aux volontaires, ceux d'entre eux qui se sont engagés sous le régime antérieur.

Pour jouir de cette faveur, ces jeunes gens doivent souscrire l'engagement du nouveau mode, réglé par l'instruction du 23 de ce mois, n° 65357.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier d'admettre les jeunes gens qui, enrôlés comme volontaires de carrière (volontaires purs), n'ont pas encore accompli leur engagement, à signer une formule conforme à la première annexe de l'instruction précitée; on supprimera les mots « n'avoir jamais fait partie de l'armée ».

Le millésime du terme de milice, à insérer dans l'acte, est celui de l'année dans laquelle tombe le 1^{er} octobre qui suit l'engagement primitif.

Toutefois, pour ceux qui se sont enrôlés avant l'âge de 18 ans, le terme de milice prend cours le 1^{er} octobre de l'année où ils ont 18 ans accomplis.

Le nouvel engagement portera la date du 1^{er} octobre 1902.

Les volontaires qui auront contracté le nouvel engagement seront envoyés en congé illimité s'ils ont passé au service actif :

Cinq années, s'ils se sont engagés avant l'âge de 17 ans,		
Quatre années,	—	18 ans,
Trois années,	—	après l'âge de 18 ans.

Cette faveur leur sera refusée, si leur conduite ne les en a pas rendus dignes (article 87 de la loi sur la milice).

Ceux d'entre eux qui, au lieu de disposer du congé illimité, désireront continuer à servir activement, souscriront une prorogation de service (7^e annexe à l'instruction du 23 septembre 1902, n° 65357, ou une renonciation aux congés (annexe n° 1, déclaration B, de l'instruction du 27 septem-

bre 1902, n° 68787). Ils jouiront, dans le premier cas, des avantages accordés aux rengagés.

Seront également traités comme rengagés les volontaires en congé illimité qui se présenteront pour reprendre du service actif; au préalable, ils auront à contracter l'engagement pour un terme de milice et à signer une prorogation de service dans les conditions déterminées ci-dessus.

Les miliciens et les remplaçants engagés en vertu des articles 7 et 8 de l'arrêté du 13 janvier 1877 ont la faculté de signer la prorogation susvisée qui, lorsqu'elle sortira ses effets, tiendra lieu des obligations résultant encore de leur engagement.

Ils acquerront ainsi la qualité de rengagés à partir du 1^{er} octobre 1902 ou du départ ultérieur en congé illimité des hommes de leur classe.

Vous voudrez bien, Messieurs, m'adresser, sans lettre d'envoi, le 13 novembre prochain, des états dressés d'après les modèles ci-joints.

Les militaires qui n'useront qu'après cette date de la faculté de modifier leur engagement seront portés sur des états (rédigés à néant, s'il y a lieu) à envoyer au Département de la Guerre le 31 décembre 1902, le 31 mars et le 30 septembre 1903.

Le Ministre de la Guerre,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Circulaire du 29 septembre 1902

2^e Don Gle, n^o 69099

• Régiment d

No

État A des volontaires de carrière (volontaires purs) non rengagés qui, après avoir souscrit l'engagement pour un terme de milice, ont été maintenus au service actif sans avoir signé de prorogation.

(Sont compris dans cette catégorie : 1° les volontaires qui n'ont pas encore accompli le service actif — 3, 4 ou 5 ans — prescrit par l'article 100 de la loi sur la milice; 2° les volontaires maintenus au service actif en vertu de l'article 87 de ladite loi, et 3° les volontaires qui, au lieu de souscrire une prorogation de service, signeraient la renonciation aux congés — déclaration litt. B — dont la formule est annexée à la circulaire du 27 septembre 1902, n° 68757.)

Numéro du registre matricule	1. Nom. 2. Prénoms.	Grade.	Date de naissance. — 1. Jour, mois. 2. Année.	1. Date de l'engage- ment primitif. 2. Durée an, mois, jours).	Millésime de l'année où prend cours (le 1 ^{er} octobre) le terme de milice du nouvel enga- gement	Observations. (Indiquer si l'intéressé jouit sous l'applica- tion du 2 ^e ou du 3 ^e de la note ci-dessus.)
	1. 2.		1 2.	1. 2.		
	1 2.		1 2	1. 2		

Transmis à Monsieur le Ministre de la Guerre,

A , le

Le commandant,

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Circulaire du 29 septembre 1902

2^e Div^{on} 6^{le}, n° 69099

« Régiment d
N°

État D des volontaires de carrière (volontaires purs) non
rengagés qui n'ont pas souscrit l'engagement pour un
terme de milice.

Numéro du registre matricule.	1. Nom	Grade	1. Date de l'engagement.	Observations.
	2. Prénoms.		2. Durée (an, mois, jours).	
	1.		1.	
	2.		2.	
	1.		1.	
	2.		2.	

Transmis à Monsieur le Ministre de la Guerre,

A , le

Le commandant,

3

QUESTION.

4. — A quelle date le Département de la Guerre a-t-il transmis aux chefs de corps l'arrêté royal du 12 septembre 1902 réglant les conditions d'admission des volontaires de carrière?

RÉPONSE.

L'arrêté royal déterminant les conditions d'admission des volontaires de carrière a paru au *Moniteur* le 21 septembre 1902. Les instructions ministérielles qu'il nécessitait ont été envoyées aux chefs de corps le 25 octobre suivant sous la forme d'une brochure contenant aussi l'arrêté royal précité.

QUESTION.

5. — Comment se fait-il que les instructions relatives à l'admission des volontaires ne soient parvenues au chef de corps qu'au cours du mois d'octobre, alors que la loi de milice fixe la date du 1^{er} octobre comme point de départ des engagements volontaires?

Le Département de la Guerre n'aurait-il pu envoyer aux chefs de corps des instructions qui leur permettent d'admettre les volontaires avant la codification complète des dispositions relatives à l'exécution de la dite loi?

RÉPONSE.

La loi ne fixe pas la date du 1^{er} octobre comme point de départ de l'engagement volontaire, celui-ci commence le jour même qu'il est souscrit. C'est à partir de ce jour que le volontaire de carrière est tenu à demeurer cinq, quatre ou trois années, suivant son âge, au service actif. La date du 1^{er} octobre est le point de départ du terme de milice de treize années imposé par la loi à tout volontaire.

Pour le surplus, je m'en réfère à la réponse (dont ci-joint copie) que j'ai faite dans la séance du 25 novembre de la Chambre des Représentants.

21 novembre 1902, page 48.

1^o Par M. Maenhaut :

« Comment se fait-il que les arrêtés royaux, les instructions déterminant les conditions d'admission des volontaires datant du 12 septembre 1902 ne sont parvenus aux chefs de corps qu'au commencement de novembre? »

25 novembre 1902, page 52.

Réponse à la question de M. Maenhaut au sujet du retard apporté à faire parvenir aux chefs de corps les instructions déterminant les conditions d'admission des volontaires.

M. le lieutenant général Cousebant d'Alkemade, *Ministre de la Guerre*. — Malgré toute la diligence et la compétence des fonctionnaires des Départements des Finances, de l'Intérieur et de la Guerre, chargés de la coordination des lois sur la milice et sur la rémunération en matière de milice, cette coordination n'a pu être publiée, au *Moniteur*, que le 5 septembre dernier. Ce n'est donc qu'à partir de cette date que les arrêtés et instructions nécessaires à l'application de la loi du 21 mars 1902 ont pu être rédigés définitivement.

L'arrêté royal déterminant les conditions d'admission des volontaires de

carrière est du 12 septembre; il a été porté à la connaissance des autorités militaires, par la voie du *Moniteur*, le 21 du même mois.

Les instructions réglant l'application du dit arrêté portent la date du 25 septembre et ont été envoyées aux chefs de corps aussitôt que leur impression a été terminée.

Mes bureaux n'ont cessé de travailler avec la plus grande activité à la mise en vigueur du régime nouveau. Leur tâche a été des plus ardues et des plus délicates, car ce régime exerce une influence modificatrice sur de multiples objets d'ordre administratif entre lesquels une concordance indispensable a dû être recherchée et établie.

QUESTION.

6. — Quel est le nombre des volontaires qui se sont présentés aux différents chefs de corps avant que ceux-ci eussent les instructions nécessaires et auxquels on a refusé de laisser souscrire un engagement de trois ans leur présentant à signature un engagement de huit ans?

7. — Des jeunes gens se sont présentés avant le 1^{er} octobre pour signer un engagement de trois ans, les chefs de corps n'ont pu les admettre parce que le Département de la Guerre ne leur avait point remis d'instructions.

La Section centrale demande quand prendra cours et quand finira l'engagement de ceux des jeunes gens ci-dessus indiqués qui ont signé un engagement au cours d'octobre 1902?

A partir de quel moment toucheront-ils la rémunération?

RÉPONSE.

Sous le régime ancien, pas plus qu'aujourd'hui, les candidats volontaires de carrière ne pouvaient s'enrôler pour un terme de trois années. La durée de l'engagement était de huit années et, éventuellement, de cinq années pour les candidats qui avaient participé au tirage au sort. Actuellement, les volontaires s'enrôlent uniformément pour un terme de milice de treize années.

La Section centrale fait probablement allusion à la durée de service de trois années imposée par la loi aux volontaires de carrière enrôlés après l'âge de dix-huit ans. Il va de soi que tous les volontaires de carrière engagés dans de pareilles conditions d'âge depuis la mise en vigueur de la loi du 21 mars 1902 ne seront pas tenus plus de trois années au service actif. Les chefs de corps n'ont pu faire aucune réserve à se sujet.

Au surplus, aucun volontaire de carrière n'a été refusé ou ajourné pour défaut d'instructions relatives à l'admission.

Le terme de service actif des volontaires de carrière enrôlés pendant le mois d'octobre 1902 a pris cours le jour de l'enrôlement; il sera de trois, quatre ou cinq années suivant leur âge. Leur terme de milice prendra cours le 1^{er} octobre 1903; toutefois, pour ceux d'entre eux enrôlés avant l'âge de 18 ans, ce terme ne prendra cours que le 1^{er} octobre de l'année où ils auront 18 ans accomplis.

Ces derniers volontaires n'ont droit à la rémunération qu'à partir du jour où ils atteindront 18 ans; les autres y ont droit dès leur engagement.

QUESTION.

8. — Les volontaires déclarés inaptes au service par le médecin de régiment ont-ils été avisés de la faculté d'appel qui leur est ouverte par l'article 6, litt. A de l'arrêté royal du 12 septembre 1902?

Combien de candidats volontaires ont fait usage de cette faculté?

RÉPONSE.

Aux termes des instructions envoyées aux chefs de corps, le volontaire jugé impropre au service lors du premier examen est prévenu qu'il lui est loisible de se faire réexaminer par la commission provinciale instituée par l'arrêté royal du 20 décembre 1889, n° 9449 (voir réponse à la question n° 9).

S'il ne désire pas user de cette faculté, il appose sa signature (ou la marque qui en tient lieu) sur une déclaration de renonciation.

L'intéressé ne peut donc être laissé dans l'ignorance de son droit d'appel.

Au 31 décembre 1902, 82 candidats volontaires avaient fait usage de ce droit, 77 y avaient renoncé.

Tableau des engagements volontaires du 25 octobre au 31 décembre 1902.

			Non admis,		
	Examinés.	Admis.	Ayant fait usage du droit d'appel.	Ayant renoncé au droit d'appel.	Refusés définitivement.
Premier examen . .	580	421	82	77	—
Second examen . .	82	17	—	—	65
		458	82	77	65
				142	
		580			

QUESTION.

9. — Quels sont les membres de cette commission? (Commission provinciale chargée du réexamen des volontaires.)

RÉPONSE.

Président :

Le commandant provincial.

Membres :

Un lieutenant-colonel;

Un major;

Les deux médecins les plus élevés ou les plus anciens en grade de la résidence (à l'exception des médecins attachés à l'inspection générale du service de santé).

QUESTION.

10. — N'autorise-t-on plus les miliciens — après leur incorporation — à signer des engagements de trois, quatre ou cinq ans, ainsi qu'ils le pouvaient en vertu de l'ancienne loi? (Volontaires article 7.)

Est-il exact qu'ils doivent actuellement signer une renonciation aux congés que la loi leur accorde?

Est-il exact qu'ils soient privés de la rémunération après le départ de leur classe?

Quel est l'article de la loi qui autorise cette suppression de rémunération? et cette privation de congés?

RÉPONSE.

Les miliciens ne peuvent plus acquérir la qualité de volontaire tant qu'ils ne sont pas susceptibles d'être envoyés en congé illimité. A ce moment, ils peuvent devenir « rengagés ». En d'autres termes, la loi du 21 mars 1902 a supprimé les « miliciens volontaires » du régime ancien.

Les engagements souscrits par les militaires de cette catégorie avaient généralement pour but l'obtention de certaines faveurs, telles que le choix du corps, la faculté de suivre les cours des écoles régimentaires.

Sous le régime nouveau, l'obtention de ces faveurs dépend d'une renonciation aux congés à long terme et aux congés illimités pour une durée plus ou moins longue. Cette renonciation n'implique pas la privation des congés dits « petites permissions » visés à l'article 85 de la loi sur la milice. En fait, ce système est l'équivalent du système ancien.

Le service supplémentaire résultant d'une renonciation aux congés ne donne pas droit à la rémunération. En effet, la loi ne permet de rémunérer que le service actif normal et effectif des miliciens et des volontaires du contingent, celui des volontaires de carrière à partir de l'âge de 18 ans, celui des « rengagés » et celui des militaires rappelés sous les armes en cas de mobilisation ou en vertu de l'article 87 de la loi sur la milice (voir lois coordonnées, *Moniteur* du 5 septembre 1902, numéros II, IV, V, VI, VII, VIII et IX de la loi coordonnée sur la rémunération en matière de milice).

QUESTION.

11. — D'après les renseignements fournis par le Gouvernement pendant la discussion de la loi militaire, l'effectif en solde, tel qu'il existait précédemment, devait être maintenu à l'aide d'engagements volontaires.

On comptait avoir sous les drapeaux, d'après les prévisions, 7,200 volontaires, ce qui devait correspondre, croyait-on, à un

RÉPONSE.

Depuis le 6 avril 1902 (date de la mise en vigueur de la loi du 21 mars 1902) jusqu'au 31 décembre suivant, 1,501 volontaires de carrière ont été enrôlés. Ce chiffre correspond à une moyenne annuelle de 1,754 enrôlements. Sous le régime antérieur, la moyenne dans les dernières années était d'environ 800.

chiffre de 1,800 engagements par an. Il résulte des renseignements donnés par M. le Ministre de la Guerre à la Chambre, le 25 novembre dernier, qu'il y a eu depuis la mise en vigueur de la loi 964 engagements volontaires acceptés par l'autorité militaire.

La Section centrale demande l'âge des volontaires qui se sont engagés.

De combien le nombre des engagés volontaires s'est accru depuis la nouvelle loi comparativement aux chiffres anciens.

Si le Gouvernement compte prendre des mesures pour assurer le maintien des effectifs en temps de paix et lesquelles ?

QUESTION.

12. — On comptait, pour maintenir les effectifs à leur taux ancien, avoir sous les drapeaux 8,900 rengagés. Les prévisions à ce sujet se sont-elles réalisées ?

Le nombre des réengagements a-t-il augmenté ? Dans quelle proportion ?

QUESTION.

13. — Par une mesure récente, M. le Ministre a augmenté le nombre des unités tactiques. L'effectif total de l'armée sur pied de guerre sera-t-il suffisant pour que chacune de ces unités compte un nombre d'hommes suffisant ? Et, en temps de paix, le nombre des hommes présents sera-t-il suffisant pour qu'on puisse utilement faire leur instruction militaire ?

Les volontaires enrôlés se répartissent comme suit :

455 de 16 à 17 ans;
293 de 17 à 18 ans;
225 de 18 à 19 ans;
183 de 19 à 20 ans;
76 de 20 à 21 ans;
69 de plus de 21 ans.

En vue du maintien des effectifs de paix, le Gouvernement n'a pas, pour le moment, d'autres mesures à prendre que celles qu'il a prises jusqu'à présent en vertu de la loi.

RÉPONSE.

En matière de rengagements surtout, il est impossible que les provisions du Gouvernement se réalisent avant la fin d'une période transitoire, dont la durée, d'ailleurs, ne peut être précisée.

Au 31 décembre 1901, le nombre des rengagés était de 2,012, au 31 décembre 1902, il était de 2,850; il s'était donc élevé de 40 %.

RÉPONSE.

L'augmentation du nombre des unités tactiques est basée sur l'accroissement des effectifs de guerre.

Cet accroissement sera dû, d'une part, à l'extension du volontariat, et, d'autre part, aux mesures suivantes consacrées par la loi du 21 mars 1902 :

1° Suppression de l'exemption du rappel en temps de guerre pour les mariés et veufs avec enfants des 11^e, 12^e et 13 classes de milice ;

2° Création des volontaires de réserve ;

3° Augmentation de la durée totale des obligations militaires des volontaires de carrière, portée à treize années (terme de milice).

QUESTION.

14. — Prière d'indiquer par grade et pour chaque article le nombre des militaires qui doivent rentrer au corps en vertu des dispositions reprises aux articles 2, 5, 10, 15, 14, 17, 20 et 22 dont il est fait spécialement mention dans la note préliminaire du Budget?

A quelle date ces militaires ont-ils rejoint?

QUESTION.

15. — D'après les renseignements contenus dans le rapport du Budget des Voies et Moyens, l'augmentation des dépenses causée par l'application de la nouvelle loi est de 4,831,000 francs pour le Budget de la Dette publique (rémunération) et de 708,525 francs pour le Budget de la Guerre (employés civils remplaçant les employés militaires).

Comment ces chiffres ont-ils été établis? D'après quels effectifs? D'après quel nombre d'employés civils? Combien recevaient les employés militaires qu'ils remplacent?

RÉPONSE.

Si les prévisions du Gouvernement se réalisent, les unités tactiques auront en temps de paix et en temps de guerre une dotation numérique suffisante.

Le remplacement des employés et ouvriers militaires par d'anciens militaires ou des préposés civils n'a lieu — conformément, d'ailleurs, à la loi du 21 mars 1902 — qu'au fur et à mesure du départ des titulaires actuels. Ce départ résulte de diverses causes, telles que : avancement, envoi en congé illimité, renvoi au corps par mesure disciplinaire.

Le tableau annexé à la réponse à la question n° 15 donne, à la date du 1^{er} février 1903, les renseignements demandés par la Section centrale relativement au remplacement des anciens employés et ouvriers par les nouveaux.

RÉPONSE.

Dans la séance de la Chambre du 11 octobre 1901 (Annales, p. 2462), le Ministre des Finances a fait connaître d'une manière détaillée le montant de la dépense supplémentaire présumée qui devait résulter de la nouvelle loi militaire. Il a constaté, notamment, que les calculs étaient établis sur la base de l'effectif de paix de 42,000 hommes, lequel a été maintenu.

C'est le total de 14,031,000 francs, indiqué dans cette déclaration, qui forme le montant du crédit porté pour 1903 au projet de Budget de la Dette publique (article 34) du chef de la rémunération en matière de milice.

De même, l'augmentation de dépenses afférentes au Budget de la Guerre du chef de l'application de la loi du 21 mars 1902 est bien de 617,000 francs, comme le Ministre des Finances l'avait annoncé dans la déclaration précitée.

Elle se décompose comme suit :

ART. 2	fr.	47,000 »
ART. 5		20,100 »
ART. 10		46,100 »
ART. 13		30,300 »
ART. 14		190,000 »
ART. 17		17,000 »
ART. 20		7,800 »
ART. 21. {	litt. a . . .	100,000 »
	litt. e . . .	158,300 »
TOTAL. . fr.		617,000 »

Le calcul de cette somme est basé sur l'évaluation des traitements et salaires des 1800 employés et ouvriers civils appelés à remplacer les anciens employés et ouvriers militaires (art. 100, litt. q de la loi sur la milice), déduction faite des allocations diverses de ces derniers.

Séance du 11 octobre 1901 (page 2462).

M. de Smet de Naeyer, *Ministre des Finances et des Travaux publics.*

— Messieurs, je me suis engagé, dans la séance du 6 août dernier, à faire connaître à la Chambre, au cours de la discussion du projet de loi militaire, quelles seraient les charges nouvelles qu'imposerait au Trésor public l'adoption de ce projet.

Les conséquences financières du projet dépendent de trois facteurs.

Le premier est relatif à la rémunération; le second résulte du remplacement, par des civils, de 1,800 ouvriers et employés militaires; le troisième est la conséquence de l'application du dernier alinéa de l'article 3, relatif aux pensions des sous-officiers.

En ce qui concerne la rémunération en matière de milice, l'accroissement des dépenses se chiffrera par 4,630,000 francs.

Les calculs ont été établis sur la base de l'effectif de paix actuel, — soit 42,000 hommes, — lequel est maintenu par le nouveau projet.

Voici comment s'établit le chiffre de 4,630,000 francs :

Rémunération des miliciens et des volontaires du contingent	fr.	6,972,000 »
---	-----	-------------

Ce chiffre est basé sur un total de 20,200 hommes, diminué du nombre de ceux qui n'ont pas droit à la rémunération.

A REPORTER.	fr.	6,972,000 »
---------------------	-----	-------------

REPORT. . . . fr. 6,972,000 »

Rémunération supplémentaire de 5 francs par mois aux 4,500 miliciens et volontaires du contingent appartenant aux troupes montées, soit 270,000 »

Rémunération de 4,400 volontaires de carrière à 35 francs par mois, soit 1,848,000 »

Rémunération de 6,900 volontaires de carrière rengagés, à 45 francs en moyenne par mois, soit 3,726,000 »

Pour le calcul de ce poste, on a fait l'hypothèse que les volontaires rengagés seraient tous gradés, moitié sous-officiers et moitié caporaux et brigadiers. Par contre, on a supposé qu'aucun rengagé des autres catégories ne serait gradé. D'où compensation des erreurs.

Rémunération de 2,000 rengagés des autres catégories, à 35 francs par mois, soit 840,000 »

Rémunération de 10,000 volontaires de réserve à fr. 37.50 par an, soit. 375,000 »

TOTAL. . . . fr. 14,031,000 »

Le chiffre total de la dépense, en 1899 (dernier exercice clos), du chef de la rémunération a été de fr. 9,401,000 »

Soit une augmentation de fr. 4,630,000 »

Pour ce qui est du Budget de la Guerre, le remplacement par des civils de 1,800 ouvriers et employés militaires occasionnera un surcroît de dépenses estimé à 617.000 francs.

M. Vandervelde. — Quel salaire comptez-vous payer à ces ouvriers?

M. de Smet de Naeyer, *Ministre des Finances et des Travaux publics.* — J'indique le supplément de dépense, c'est-à-dire la différence entre le montant des salaires futurs et ce que coûtent aujourd'hui les 1,800 militaires.

Enfin, la dépense résultant des pensions à servir aux sous-officiers comptant au moins vingt années de service actif à l'armée et qui n'ont pu être admis à un emploi de l'Etat, peut être chiffrée à 100,000 francs.

Voici la récapitulation des charges nouvelles que je viens d'énumérer :

Rémunération fr. 4,630,000 »

Accroissement du Budget de la Guerre 617,000 »

Pensions. 100,000 »

TOTAL . . fr. 5,347,000 »

Je vous laisse à juger, messieurs, la loyauté de ceux qui, depuis des semaines, parlent d'un accroissement de dépenses de 20 millions. Un journal de province allait récemment jusqu'à affirmer que le Budget de la Guerre serait triplé!

M. Hymans. — C'était un extrait du *Patriote*!

M. de Smet de Naeyer, *Ministre des Finances et des Travaux publics.*
— Non! c'est une affirmation d'un journal libéral.

Je n'en dirai pas davantage aujourd'hui, ayant voulu simplement tenir l'engagement que j'avais pris vis-à-vis de la Chambre.

M. Antoine Delporte. — Vous nous donnerez le supplément plus tard.

M. Vandervelde. — Le Gouvernement n'est pas pressé de parler.

M. Antoine Delporte. — Où prendrez-vous ces millions?

M. de Smet de Naeyer, *Ministre des Finances et des Travaux publics.*
— Le cas échéant, vous serez appelés à vous prononcer sur ce point. (*Bruit.*)

*
* * *

Le tableau ci-annexé indique le nombre des anciens employés et ouvriers militaires actuellement remplacés et les taux de leurs diverses allocations, ainsi que le nombre des nouveaux proposés et le taux de leurs traitements ou salaires.

Articles du Budget	GRADE.	NOMBRE.	DATE DU DÉPART.	NOMBRE d'employés ou d'ouvriers qui les remplacent.
2	Sergents	11	1 en octobre, 10 en décembre.	11
	Soldats	"	"	11 (*)
5	Soldats	11 (*)	1 en septembre, 10 en décembre	"
5	Caporal	1	Novembre.	14
	Soldats	14	8 en novembre et 6 en décembre.	
10	"	"	"	"
15	Soldat	1	Octobre.	1
14	Caporaux	57	Septembre.	220
	Soldats du bataillon d'adminis- tration	127	"	
	Soldats des régiments	85	Octobre.	
17	"	"	"	"
20	"	"	"	"
22	Sous-officiers	1	Septembre, octobre,	270
	Brigadiers ou caporaux	20	novembre et	
	Soldats	268	décembre.	

TRAITEMENT ou SALAIRE	INDI MNITES dont les militaires jouissent	Observations.
1 100	120 a 240 (1)	(1) A charge de l'article 3
1100	•	(2) Remplacent les 11 soldats de l'article 3
	60 (1)	(3) Touchaient à charge de l'article 3 une indemnité annuelle de 60 francs (4) Indemnités dont il est fait mention ci-dessus.
1100	54 75	
»	»	Jusqu'à présent, aucun ancien militaire n'a été engagé
3 francs par jour ouvrable	•	Ne touchait que sa solde <i>Cet homme a rejoint son régiment</i>
Et 1 00, 3 50 et 3.00 par jour ouvrable	•	Ne touchaient que leur solde
	0 30	Les 85 hommes des corps de troupe touchaient journellement une indemnité de 30 centimes <i>Ces hommes ont rejoint leur régiment</i>
•	•	Jusqu'à présent, aucun ancien militaire ou civil n'a été engagé
•	»	Jusqu'à présent, aucun ancien militaire ou civil n'a été engagé
Salaire en fr. 3 50 par jour ouvrable.	Voir ci contre (5).	(5) Sous officier 4 centimes par heure de travail ou de surveillance. Brigadier . 3 — — — Soldat . . 2 — par heure de travail. Soldats tonneliers 4 — — Brigadier portier 30 — par jour de présence Caporaux employés aux travaux de fabrication des munitions et artifices de guerre 9 centimes par heure de travail Soldats id 5 centimes par heure de travail Ouvriers de profession Soldats de 1^{re} classe, fr 1 30 (salaire journalier) — — 2^e — 0 75 (moyen) <i>Ces 289 hommes ont rejoint leur régiment</i>

II

Renseignements sur la réparation accordée aux militaires victimes d'accidents ou atteints de maladies incurables au cours du service.

A diverses reprises, au cours des exercices précédents, le Rapporteur de la Section centrale a insisté sur l'importance de cette question.

La Chambre ayant actuellement à son ordre du jour la question de la réparation des accidents du travail, il semble opportun de mettre en présence des dispositions du projet en discussion, les indemnités accordées par le Département de la Guerre. C'est ce que font les trois questions ci-après :

QUESTION.

16. — Au cours de 1901, combien de militaires ont été atteints de maladies incurables ou victimes d'accidents, dont les conséquences entraînent pour eux une diminution de leurs moyens de subsistance?

Combien sont décédés?

Prière de fournir les mêmes chiffres pour 1902 dans la mesure où les écritures, à ce jour, le permettent?

RÉPONSE.

Le nombre des militaires de rang inférieur à celui d'officier, licenciés par réforme, pour cause de maladies ou d'affections incurables résultant ou non d'accidents, dangers ou fatigues du service, rendant les intéressés impropres au métier des armes sans toutefois les mettre hors d'état de pourvoir à leur subsistance, s'élève à :

488 pour l'année 1901, et à

418 pour l'année 1902.

Le nombre total des décès survenus en 1901 parmi les militaires en activité de service est de 132 (91 dans les hôpitaux, 21 dans les casernes ou en d'autres points des garnisons, 20 en congé de convalescence).

Pour 1902, la statistique de la mortalité n'est pas encore faite.

QUESTION.

17. — Au cours de 1901, combien de militaires de rang inférieur au grade d'officier ont été, par le fait du service :

- a) Victimes d'accidents graves ;
- b) Atteints de maladies incurables ;
- c) Combien sont décédés ?

RÉPONSE.

Ci-joint deux relevés (pp. 32 et 33).

Indiquer, pour chacun d'eux, ou, dans la troisième hypothèse, pour la famille de chacun d'eux, la somme qui a été allouée en indiquant si elle a été donnée sous forme de secours une fois donné, d'indemnité périodique à renouveler pendant un certain nombre d'années ou de pension définitive.

Prière de fournir les mêmes statistiques pour 1902, dans la mesure où les écritures le permettent?

QUESTION.

18. — Quelles propositions le Département de la Guerre compte-t-il faire au Parlement en vue de réparer plus complètement pour les militaires le dommage qu'ils subissent lorsqu'ils contractent en service une maladie incurable, ou lorsqu'ils sont victimes d'accident.

De même, quelles mesures proposera-t-il en vue d'indemniser les familles des militaires décédés à la suite de l'une des deux causes ci-dessus indiquées?

RÉPONSE.

Le Département de la Guerre n'a pas, pour le moment, de propositions à faire à la Législature en ce qui concerne la réparation des dommages causés aux militaires et à leurs familles par les maladies ou accidents dont les premiers sont victimes en service.

Il attire l'attention de la Section centrale sur le fait que, depuis 1891, les secours accordés aux militaires et à leurs familles n'ont cessé de s'accroître. Pour l'exercice 1891, la somme consacrée à cet objet était de 52,700 francs; elle a été, pour l'exercice 1901, dernier exercice clôturé, de 147,952 francs.

*Situation numérique des militaires de rang inférieur au grade d'officier
qui ont été victimes d'accidents graves par le fait du service.*

(Sont compris dans ce relevé, les militaires qui ont été déclarés hors d'état de pourvoir à leur subsistance, à la suite de circonstances de service, considérées comme « accident » par les commissions de contre-visite.)

Nombre total.	SOMMES ALLOUÉES.			Observations.
	Pensions provisoires ⁽¹⁾ .	Pensions annuelles et viagères ⁽²⁾ .		
En 1901 :	14 de 342 francs.	2 de 342 francs.	1 de 689 francs.	⁽¹⁾ Ces pensions, accordées pour une année à des militaires atteints d'infirmités susceptibles d'amélioration (tuberculose pulmonaire et bronchite chronique pour la plupart) mettant les intéressés momentanément hors d'état de pourvoir à leur subsistance, pourront être renouvelées si les titres à cette rémunération sont constatés par une visite médicale. ⁽²⁾ Les intéressés sont atteints d'infirmités ou d'affections incurables les mettant hors d'état de pourvoir à leur subsistance.
47	2 de 410 —	2 de 345 —	1 de 731 —	
	1 de 426 —	3 de 349 —	1 de 734 —	
	1 de 480 —	4 de 480 —	1 de 759 —	
	2 de 560 —	2 de 574 —	1 de 840 —	
	1 de 581 —	1 de 602 —	1 de 988 —	
	1 de 637 —	1 de 612 —	1 de 989 —	
	1 de 707 —	1 de 627 —	—	
	1 de 734 —	16	7	
24		25		
En 1902 :	6 de 342 francs.	4 de 342 francs.	3 de 581 francs.	
43	1 de 410 —	6 de 345 —	1 de 582 —	
	1 de 426 —	1 de 359 —	1 de 602 —	
	2 de 480 —	1 de 404 —	1 de 626 —	
	1 de 627 —	1 de 417 —	1 de 680 —	
11		1 de 426 —	1 de 685 —	
		1 de 433 —	1 de 693 —	
		1 de 459 —	1 de 700 —	
		1 de 480 —	1 de 739 —	
		1 de 563 —	1 de 874 —	
		1 de 567 —	1 de 918 —	
		19	13	
		52		

*Situation numérique des militaires de rang inférieur au grade d'officier
qui ont été atteints de maladies incurables par le fait du service.*

(Sont compris dans ce relevé, les militaires qui ont été déclarés impropres au métier des
armes, à la suite d'affections considérées par les commissions de visite comme provenant
de « fatigues ou dangers » du service militaire.)

Nombre total.	Licenciés par réforme (¹) avec indemnité renouvelable annuellement sous forme de secours	PENSIONS ANNUELLES ET VIAGÈRES (²).				Observations.
En 1901 :	1 de 40 francs.	1 de 545 francs	1 de 616 francs.	1 de 775 francs.		(¹) Impropropres au service, mais non hors d'état de pourvoir à leur subsistance. (²) Les intéressés sont réputés hors d'état de pourvoir à leur subsistance.
104	4 de 60 —	1 de 576 —	1 de 626 —	1 de 780 —		
	1 de 70 —	1 de 414 —	2 de 680 —	1 de 795 —		
	4 de 80 —	1 de 465 —	1 de 689. —	1 de 811 —		
	9 de 100 —	1 de 470 —	1 de 690 —	5 de 840 —		
	50 de 120 —	2 de 560 —	1 de 700 —	1 de 857 —		
	1 de 125 —	5 de 565 —	2 de 722 —	1 de 908 —		
	5 de 150 —	1 de 570 —	1 de 727 —	1 de 958 —		
	2 de 150 —	1 de 588 —	1 de 751 —	1 de 964 —		
	2 de 180 —	2 de 598 —	2 de 755 —	1 de 994 —		
	1 de 250 —	2 de 602 —	1 de 745 —			
	2 de 280 —	16	14	12		
	62					
		42				
En 1902 :	5 de 60 francs.	1 de 542 francs.	1 de 637 francs.	1 de 784 francs.		
110	1 de 70 —	1 de 449 —	1 de 651 —	1 de 794 —		
	7 de 80 —	2 de 565 —	1 de 654 —	1 de 806 —		
	1 de 90 —	1 de 567 —	1 de 655 —	1 de 856 —		
	5 de 100 —	2 de 584 —	1 de 675 —	1 de 858 —		
	29 de 120 —	2 de 591 —	1 de 676 —	4 de 840 —		
	1 de 125 —	5 de 598 —	1 de 710 —	1 de 866 —		
	7 de 150 —	2 de 602 —	1 de 728 —	1 de 882 —		
	3 de 140 —	1 de 609 —	1 de 734 —	1 de 924 —		
	3 de 150 —	1 de 612 —	1 de 759 —	1 de 928 —		
	2 de 180 —	2 de 616 —	1 de 764 —	1 de 954 —		
	60	2 de 619 —	1 de 780 —	1 de 959 —		
		1 de 625 —	1 de 782 —	1 de 994 —		
		21	15	16		
		50				

III.

Questions relatives à l'emploi du temps que les militaires passent sous les drapeaux.

La nécessité reconnue de développer le tir a donné lieu à la question suivante :

QUESTION.	RÉPONSE.
19. — Quelles sont les garnisons actuellement pourvues de stands? Quelles garnisons en sont privées? Le Département de la Guerre n'avait-il pas l'intention de créer dans toutes les garnisons des stands pour tir réduit? Pourquoi n'a-t-il pas donné suite à ce projet?	1° Garnisons où un stand pour fusil Mauser est ouvert à l'armée : Bruges, Bruxelles, Charleroi, Huy, Liège. 2° Garnisons utilisant pour le tir au fusil Mauser soit un champ de tir, soit le stand d'une garnison voisine : Anvers : champ de tir de Brasschaet; Arlon : champ de tir de Lagland; Vilvorde : stand de Bruxelles. 3° Garnisons où un stand pour un fusil Albini et armes analogues est ouvert à l'armée : Ath, Bouillon, Dinant, Malines, Namur, Nivelles, Saint-Nicolas, Termonde, Tournai, Verviers, Ypres. 4° Garnisons ne possédant actuellement aucun stand ouvert à l'armée : Alost, Audenarde, Beveren-Waes, Contich, Courtrai, Diest (1), Hasselt, Lierre, Louvain (1), Mariembourg, Menin, Mons (1), Ostende, Philippeville, Saint-Bernard, Saint-Trond, Wavre. (1) Un stand sera bientôt ouvert à l'armée. Les casernes du Kattenberg, à Gand, et du Prince Albert, à Bruxelles, récemment construites, sont pourvues de stands pour le tir réduit. La création de semblables installations dans toutes les casernes serait trop coûteuse. On recherche le moyen de réduire la dépense en utilisant de nouvelles munitions, dont les balles auraient moins de force de pénétration que celles en usage dans les stands précités.

A côté du temps consacré au perfectionnement des aptitudes militaires, il est hautement souhaitable que les soldats puissent acquérir et développer leur instruction personnelle, de manière que leur passage sous les drapeaux les aide à obtenir plus tard une position civile.

C'est pour répondre à ce désir que les compagnies universitaires ont été créés, et, dans un autre ordre d'idées, des cours de sylviculture ont été

ouverts aux écoles régimentaires de Bouillon et de Diest afin de préparer les jeunes gens à la carrière forestière.

Certaines dispositions ayant été prises, qui faisaient craindre que ces utiles institutions ne puissent continuer à rendre les services qu'on attend d'elles, la Section centrale a demandé :

QUESTION.

20. — Quelles dispositions le Département compte-t-il prendre pour donner plus d'extension aux cours de sylviculture annexés à certaines écoles régimentaires?

Quel est le nombre des jeunes gens admis actuellement à ces cours?

21. — Est-il exact que le Département veuille supprimer en 1905 l'examen d'entrée aux cours de sylviculture annexés aux deux écoles régimentaires?

Comment s'expliquerait cette mesure?

Quel en est la cause et quel en est la portée?

RÉPONSE.

Le Gouvernement ne compte pas donner de l'extension aux cours de sylviculture de Bouillon et de Diest, dont l'organisation actuelle sera maintenue.

Quinze élèves, au plus, sont admis annuellement à suivre les cours de sylviculture, tant à Diest qu'à Bouillon.

Il est aussi très souhaitable que les militaires mettent à profit le temps qu'ils passent sous les drapeaux pour être initiés à l'examen des questions sociales et pour apprendre spécialement ce qu'ils peuvent retenir d'utile, de la prévoyance, des mutualités, des pensions de retraite, des habitations ouvrières, en un mot des lois sociales.

La Section centrale a appris avec satisfaction que, non seulement le Département de la Guerre n'était point hostile à pareilles études, mais que, au contraire, il était disposé à les encourager, ainsi que l'atteste la réponse faite à la question suivante :

QUESTION.

22. — Monsieur le Ministre ne pourrait-il prendre des mesures pour organiser l'enseignement des questions sociales à l'École militaire et dans les corps de troupe?

RÉPONSE.

Le programme de l'enseignement de l'École militaire, fixé par la loi du 18 mars 1838, ne comprend pas l'étude des questions sociales.

Néanmoins, depuis quelques années, les divers éléments de l'éducation militaire sont enseignés d'une façon raisonnée aux élèves, afin qu'ils puissent remplir convenablement le rôle moral et social qui incombe de nos jours à l'officier.

L'enseignement des questions sociales dans les corps de troupe a fait l'objet, le 22 décembre 1902, d'une circulaire ministérielle, dont un exemplaire est ci-annexé.

Ministère de la Guerre

Bruxelles, le 22 décembre 1902.

1^{re} DIRECTION GÉNÉRALE

OPÉRATIONS MILITAIRES

et

INSTRUCTION DE L'ARMÉE

2^e direction.

4^e bureau.

N° 52/20

Aux Commandants : des divisions d'armée; — des divisions de cavalerie; à l'Inspecteur général du génie; à l'Inspecteur général de l'artillerie; au Président du Comité d'études de la position fortifiée d'Anvers; aux Gouverneurs des positions fortifiées de Liège et de Namur; aux Commandants : des brigades d'infanterie et de cavalerie; — de l'artillerie des divisions d'armée; — d'artillerie de forteresse; à tous les chefs de corps de l'armée.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien attirer l'attention des chefs d'unité sur les études suivantes publiées respectivement dans le *Soldat belge* et le *Bulletin de la presse et de la bibliographie militaires* :

« Causeries sur les bienfaits de l'assurance sur la vie, » par E. Maréchal et Van Heyst;

« L'éducation sociale dans l'armée, » par le lieutenant d'infanterie, adjoint d'état-major Coucke.

Ces études seront utilement consultées pour servir de thèmes dans les entretiens que les commandants de compagnie, escadron et batterie, doivent avoir avec leurs soldats pour élever en eux les sentiments des devoirs civils et militaires.

Le Ministre de la Guerre,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

Au point de vue pratique, afin de ne pas priver les militaires des avantages accordés par la loi du 10 mai 1900 aux mutuellistes, la Section centrale a demandé :

QUESTION.

23. — Monsieur le Ministre voit-il inconvénient à ce qu'un militaire fasse partie d'une mutualité ayant pour unique objet la retraite?

RÉPONSE.

Les militaires peuvent faire partie de sociétés légalement reconnues ne s'occupant que de mutualité à l'exclusion de tout autre objet.

Un membre de la Section centrale a désiré que le rapporteur s'enquière des conditions dans lesquelles les soldats sont employés comme figurants au théâtre.

QUESTION.

24. — En vertu de quelle disposition réglementaire les soldats sont-ils envoyés aux théâtres pour y jouer le rôle de figurants?

Ce service leur est-il imposé?

Quelle rémunération reçoivent-ils de ce chef?

A quelle heure sont-ils dans ce cas astreints à rentrer à la caserne. Ce fait entraîne-t-il un service pour les caporaux et pour un ou plusieurs sous-officiers tenus à les accompagner?

Que reçoivent ces derniers de ce chef?

RÉPONSE.

Les soldats peuvent être employés dans les théâtres comme figurants en vertu d'une circulaire ministérielle du 6 octobre 1847, dont une copie est ci-annexée.

Leur concours est absolument facultatif.

La rémunération qui leur est payée est variable, elle est ordinairement de 50 centimes.

Un sous-officier conduit les soldats au théâtre et les ramène immédiatement après la représentation; sa rémunération est le plus souvent de 1 franc.

Bruxelles, le 6 octobre 1847.

**Circulaire contenant des dispositions relatives aux militaires
appelés à figurer dans les spectacles.**

*Le Ministre de la Guerre,
Aux lieutenants généraux commandant les divisions territoriales.*

Veuillez donner connaissance aux différentes autorités de votre ressort des dispositions suivantes, que j'ai arrêtées, au sujet des soldats qu'il est d'usage d'employer dans les spectacles :

1° Il ne sera permis de laisser figurer aucun militaire, aux théâtres ou dans les spectacles publics, sans l'autorisation spéciale du lieutenant général commandant la division territoriale.

2° Dans les garnisons qui ne sont pas le siège d'une division territoriale, cette autorisation pourra être accordée, mais en cas d'urgence seulement, par le commandant de la province ou, à son défaut, par le commandant de la place, qui sera tenu d'en rendre compte à l'autorité supérieure.

3° On ne donnera l'autorisation de cette nature qu'après s'être assuré de l'emploi auquel sont destinés les militaires demandés.

4° Lorsque l'autorité compétente aura trouvé convenable d'accorder la demande, les chefs de corps ou de détachement désigneront les hommes à fournir parmi ceux qui se présenteront volontairement, et sans que l'on puisse employer la moindre contrainte à leur égard.

5° Un sergent ou maréchal des logis conduira les hommes et les ramènera à la caserne; toutefois il ne pourra jamais figurer lui-même à la représentation.

6° Dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, le sous-officier chargé de la surveillance de ces hommes ne pourra permettre qu'il paraisse sur la scène, dans le cirque, etc., avec l'uniforme de l'armée et la cocarde nationale. Si l'on voulait enfreindre cette défense, il ramènerait les hommes au quartier et en ferait rapport.

N.-B. — Une copie de cette instruction a été adressée, pour information, aux généraux commandant les divisions d'infanterie et de cavalerie, et aux généraux inspecteurs, généraux de l'artillerie et du génie.

IV.

Points divers relatifs à l'organisation de l'armée, avancements, etc.

QUESTION.	REPONSE.
23. — Monsieur le Ministre veut-il communiquer à la Section centrale copie de l'arrêté royal donnant la nouvelle composition de l'armée, le tableau annexé au Budget étant antérieur à cet arrêté?	Ci-joint un exemplaire des tableaux annexés à l'arrêté royal du 24 novembre 1902 donnant la nouvelle composition de l'armée sur le pied de paix.
QUESTION.	RÉPONSE.
26. — Prière de faire connaître pour chaque arme le nombre :	Ci-joint un tableau donnant les renseignements demandés.
1° De colonels;	
2° De majors;	
3° De commandants de la compagnie, escadrons ou batteries;	
4° D'adjudants-majors de régiment et de bataillons en distinguant :	
a) Ceux qui sortent directement des cadres;	
b) Ceux qui sortent de l'École militaire;	
c) Ceux qui ont le brevet d'adjoints d'état-major?	

ARMES, GRADES ET EMPLOIS.		Sortant des cadres.	Sortant de l'École militaire.	TOTAUX.	Adjoint d'état-major.
Etat- major.	Colonels	•	5	5	•
	Majors	2	8	10	•
	Capitaines commandants.	•	10	10	•
	Capitaines en second	•	4	4	•
Infanterie.	Colonels	12	5	17	6
	Majors	67	29	96	13
	Capitaines commandants	212	128	340	50
	Capitaines en second	175	61	234	26
	Capitaines commandants adjudants-majors.	7	11	18	13
	Capitaines en second adjudants-majors . .	51	9	60	2
Cavalerie.	Colonels	5	3	8	1
	Majors	6	10	16	2
	Capitaines commandants.	26	30	56	10
	Capitaines en second	25	15	40	6
	Capitaines commandants adjudants-majors.	2	4	6	2
	Capitaines en second adjudants-majors . .	5	1	6	•
Artillerie.	Colonels	•	13	13	3
	Majors	4	55	59	10
	Capitaines commandants	17	118	135	16
	Capitaines en second	7	33	40	8
	Capitaines commandants adjudants-majors.	•	8	8	4
	Capitaines en second adjudants-majors . .	1	7	8	4
Génie.	Colonels	•	5	5	•
	Majors	•	11	11	•
	Capitaines commandants.	1	37	38	5
	Capitaines en second	1	28	29	1
	Capitaines commandants adjudants-majors	•	1	1	•
	Capitaines en second adjudants-majors . .	•	2	2	•

QUESTION.

27. — M. le Ministre veut-il fait connaître à la Section centrale les détails du projet de réorganisation de l'intendance?

Ce projet sauvegarde-t-il les perspectives d'avenir des jeunes gens qui ont subi avec succès les examens de sous-intendant?

RÉPONSE.

La nouvelle organisation de l'intendance a été conçue de façon à satisfaire à l'intérêt général de l'armée et à sauvegarder, pour autant qu'ils soient légitimes, les intérêts particuliers du personnel actuel et des officiers qui seront appelés à en faire partie.

Ci-joint un exemplaire des arrêtés royaux relatifs à la nouvelle organisation.

Ministère de la Guerre.

Bruxelles, le 31 décembre 1902.

1^{re} DIRECTION GÉNÉRALE.

OPÉRATIONS MILITAIRES

et

INSTRUCTION DE L'ARMÉE.

2^o direction.

4^o bureau.

N° 69/4.

2 ANNEXES.

A toutes les autorités militaires.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous adresser :

1^o Une copie de l'arrêté royal du 17 décembre courant, n° 14383, relatif au recrutement des services administratifs ;

2^o Une copie de l'arrêté royal du 17 décembre 1899, n° 14389, qui modifie celui du 23 décembre 1899, n° 13229, concernant les examens imposés dans les armes et les services.

Comme conséquence de l'arrêté royal n° 14389 précité, les changements ci-après seront apportés à l'Instruction ministérielle du 1^{er} mars 1900, première direction générale, n° 41/3 :

A. Remplacer l'appellation de sous-intendant de 2^e classe par celle de sous-intendant de 5^e classe.

B. Compléter l'en-tête placé immédiatement en dessous de « Titre III » par : « et examen B' ».

C. Inscrire après l'article 63 : article 63^{bis}. L'examen B' ne comporte que des épreuves écrites.

D. Ajouter à l'en-tête du § 2, qui suit l'article 63^{bis} : « ou à l'examen B' ».

E. Intercaler dans le texte :

a) De l'article 64, après : « à l'examen B », les mots : « ou B' »;

b) De l'article 66, après : « Les jurys des examens B », les mots : « et B' »;

c) De l'article 69, après : « et de sous-intendant de 5^e classe », les mots : « Ainsi qu'à l'examen de sous-intendant de 1^{re} classe chargé des fonctions d'intendant ordonnateur ».

F. Ajouter :

a) A la fin de l'article 76 : « et à l'examen B' »;

b) A la fin du renvoi (1) qui figure au bas de l'état modèle 6 annexé et l'Instruction ministérielle précitée, les mots : « ou à l'examen B' de sous-intendant de 1^{re} classe chargé des fonctions d'intendant ordonnateur ».

D'autre part, l'appellation de sous-intendant de 2^e classe doit également être remplacée par celle de « sous-intendant de 3^e classe » dans l'en-tête des programmes annexés à l'Instruction ministérielle du 1^{er} mars 1900, première direction générale, n° 41/5.

* * *

Quant à l'examen B' imposé aux capitaines en premier quartiers-maîtres, par l'arrêté royal du 17 décembre courant, n° 14385, précité, pour l'obtention de l'emploi de sous-intendant de 1^{re} classe chargé des fonctions d'intendant ordonnateur, il roulera sur les matières suivantes :

A. Droit constitutionnel et administratif de la Belgique :

Programme de l'examen B exigé pour l'obtention du grade de sous-intendant de 3^e classe (annexé à l'Instruction ministérielle du 1^{er} mars 1900, première direction générale, n° 41/5).

B. Finances publiques et marchés :

Les matières renseignées au programme de l'examen B de sous-intendant, sous les rubriques : finances publiques — formation des marchés — formes des marchés — garanties exigées des fournisseurs.

C. Administration militaire :

a) Comptabilité :

Comptabilité des corps : centralisation — situation vis-à-vis du Trésor. Comptabilité des établissements sous le contrôle de l'intendance; mode de gestion — perception des fonds — justification en deniers et en matières — décomptes.

b) Ordonnancement et contrôle :

Les matières renseignées au programme de l'examen B de sous-intendant, deuxième épreuve, titre III, § D, alinéa c.

COEFFICIENTS D'IMPORTANCE :

Droit constitutionnel et administratif	15	
Finances publiques et marchés	30	
Administration militaire {	comptabilité	25
	ordonnancement et contrôle	50
		55
TOTAL		100

Le Ministre de la Guerre,
A. COUSEBANT D'ALKEMADE,

N° 14385.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juin 1836 sur le mode d'avancement dans l'armée;

Revu Nos arrêtés du 5 juillet 1894, n° 11093, du 5 août 1893, n° 11497, du 11 mai 1897, n° 12144, du 12 juillet 1899, n° 13064;

Vu Notre arrêté du 23 décembre 1899, n° 13229;

Vu Notre arrêté du 17 décembre 1902, n° 14384;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

§ I. — RECRUTEMENT DU SERVICE DE L'INTENDANCE.

ARTICLE PREMIER. — Le recrutement du service de l'intendance a lieu par le grade de sous-intendant de 3^e classe. Toutefois une place d'intendant de 2^e classe et trois places de sous-intendant de 1^{er} classe sont réservées aux capitaines en premier quartiers-maitres ayant fait preuve, dans un examen, des connaissances indispensables pour remplir les fonctions d'intendant ordonnateur qui leur sont attribuées dans le service susdit.

ART. 2. — Les candidats à l'emploi de sous-intendant de 3^e classe doivent avoir le caractère, l'intelligence et la vigueur nécessaires pour le service de l'intendant en campagne.

ART. 3. — Chaque année, lors de la désignation des candidats appelés à subir la seconde épreuve de l'examen B de sous-intendant institué par l'arrêté royal du 23 décembre 1899, n° 13229, il est réservé aux officiers des services administratifs ayant satisfait à la première épreuve dudit examen, le tiers du nombre des admissions possibles à la seconde épreuve, ou de ce nombre diminué de une ou deux unités s'il n'est pas divisible par trois.

ART. 4. — Tous les officiers ayant satisfait définitivement à l'examen B de sous-intendant sont classés sur une liste unique d'après leur rang d'ancienneté au grade de sous-lieutenant, sans tenir compte des sessions ni de l'origine des candidats.

ART. 5. — Ne peuvent être nommés sous-intendants de 3^e classe que les candidats figurant sur cette liste et ayant en outre douze années d'ancienneté en qualité d'officier.

ART. 6. — Les nominations aux emplois vacants de sous-intendant de 3^e classe se font d'après l'ordre de la liste dont il s'agit à l'article 4 ci-dessus, en tenant compte des prescriptions de l'article 5.

ART. 7. — Les officiers nommés sous-intendants de 3^e classe prennent rang d'ancienneté à la date de leur nomination à ce grade.

§ II. — RECRUTEMENT DES OFFICIERS COMPTABLES DES CORPS DE TROUPE.

A. — *Officiers payeurs.*

ART. 8. — Le recrutement des officiers payeurs a lieu par le grade de sous-lieutenant.

ART. 9. — Les emplois vacants dans ce grade sont conférés, à la suite d'un examen, savoir :

Une moitié aux sous-lieutenants de toutes armes et aux officiers d'administration de 4^e classe;

Une moitié aux sous-officiers des corps de troupe.

A défaut de sujets capables, les emplois vacants réservés à l'une de ces catégories de candidats peuvent être attribués à l'autre.

ART. 10. — Les sous-lieutenants ou officiers d'administration de 4^e classe nommés sous-lieutenants payeurs prennent rang d'ancienneté dans leur nouvel emploi à la date de leur admission dans le cadre des officiers comptables des corps de troupe.

B. — *Capitaines administrateurs d'habillement.*

ART. 11. — Le recrutement des administrateurs d'habillement s'effectue par le grade de capitaine en second.

ART. 12. — Les officiers ayant satisfait à l'examen B de capitaine administrateur d'habillement prévu par l'arrêté royal du 25 décembre 1899 pré-rappelé, sont classés sur une liste unique d'après leur rang d'ancienneté au grade de sous-lieutenant, sans tenir compte des sessions ni de l'origine des candidats.

ART. 13. — Les emplois vacants dans le cadre des administrateurs d'habillement sont conférés en suivant l'ordre de cette liste.

ART. 14. — Les officiers nommés capitaines en second administrateurs d'habillement prennent rang d'ancienneté à la date de leur nomination à ce grade.

ART. 15. — Les capitaines administrateurs d'habillement issus du cadre des officiers payeurs ne peuvent sortir du service de l'habillement pour reprendre rang dans le dit cadre des officiers payeurs.

C. — *Capitaines en premier quartiers-maîtres.*

ART. 16. — Les emplois vacants dans le grade de capitaine en premier quartier-maître sont conférés, au choix du Roi, aux capitaines en second payeurs qui ont fait preuve, dans un examen, des connaissances indispensables pour occuper ce grade.

§ III. — RECRUTEMENT DES OFFICIERS D'ADMINISTRATION.

ART. 17. — Le recrutement des officiers d'administration a lieu par le grade d'officier d'administration de 4^e classe.

ART. 18. — Les emplois vacants dans ce grade sont attribués à la suite d'un examen, savoir :

Une moitié aux sous-officiers et aux sous-lieutenants de toutes armes ;

Une moitié aux sous-officiers du bataillon d'administration.

A défaut de sujets capables, les emplois vacants réservés à l'une de ces catégories de candidats peuvent être conférés à l'autre.

ART. 19. — Les sous-lieutenants de toutes armes nommés officiers d'administration prennent rang d'ancienneté dans leur nouvel emploi à la date de leur admission dans le bataillon d'administration.

§ IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 20. — Les prescriptions des articles 4, 5 et 6 du présent arrêté ne seront pas appliquées aux candidats sous-intendants de 3^e classe qui ont satisfait ou satisferont à l'examen dans les sessions de 1901 et de 1902.

Ces candidats seront classés par session sur des listes séparées, d'après leur grade actuel et dans chaque grade par rang d'ancienneté.

Ils pourront être nommés sous-intendants de 3^e classe sans avoir les douze années d'ancienneté en qualité d'officier exigées par l'article 5 susdit ; les emplois vacants leur seront conférés en suivant l'ordre des sessions et le classement de la liste de chaque session.

ART. 21. — Les capitaines en premier ou en second administrateurs d'habillement actuels qui proviennent du cadre des officiers payeurs, peuvent concourir au recrutement des capitaines en premier quartiers-maîtres, après avoir fourni la preuve, dans un examen, des connaissances indispensables pour occuper ce dernier grade.

§ V. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 22. — En temps de guerre, il peut être dérogé aux règles qui précèdent dans les cas prévus à l'article 5 de la loi du 16 juin 1836 sur le mode d'avancement dans l'armée.

ART. 23. — Toutes les dispositions relatives au recrutement des services administratifs de l'armée sont abrogées.

ART. 24 — Notre Ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 17 décembre 1902.

(s.) **LÉOPOLD.**

Par le Roi :

Le Ministre de la Guerre,

(s.) **COUSEBANT D'ALKEMADE.**

Pour copie conforme :

*Le Colonel, Directeur général
des opérations militaires et de l'instruction de l'armée,*

J. DUCARNE.

N° 14389.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu Nos arrêtés en date de ce jour, nos 14384 et 14385, relatifs respectivement à la composition du personnel de l'intendance et au recrutement des services administratifs de l'armée;

Revu Notre arrêté du 23 décembre 1899, n° 13229, concernant les examens A et B imposés dans les armes et les services;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications ci-après sont apportées à Notre arrêté du 23 décembre prérappelé :

A. L'appellation de sous-intendant de 2^e classe est remplacée par celle de sous-intendant de 3^e classe.

B. Inscrire à la suite de l'article 2 : « Examen B' ».

ART. 2^{bis}. — Un examen dit « Examen B' » est exigé des capitaines en premier quartiers-maitres pour l'obtention des emplois, qui leur sont réservés, de sous-intendants de 1^{re} classe chargés des fonctions d'intendant ordonnateur.

C. Remplacer le second alinéa de l'article 6 par :

Les autres examens B ainsi que l'examen B' ne peuvent être divisés en séries.

D. Le littéra C de l'article 9 est abrogé.

E. Remplacer l'en-tête qui suit l'article 12 par :

Examens B, examen B' et épreuves d'aptitude.

F. Remplacer le 2° et le 3° de l'article 13 par :

2° Pour l'obtention du grade de capitaine en premier quartier-maitre :

Aux lieutenants et aux capitaines en second payeurs;

3° Pour l'obtention du grade de capitaine administrateur d'habillement :

Aux lieutenants et aux capitaines en second payeurs, aux lieutenants et aux capitaines de toutes armes, aux officiers d'administration de 3° ou de 2° classe, ayant au moins douze années d'ancienneté d'officier au 1^{er} mai de l'année où ils sont proposés pour la position de capitaine administrateur d'habillement.

G. Inscrire après l'article 13 :

ART. 13^{bis}. — L'autorisation de subir l'examen B' s'accorde exclusivement aux capitaines en premier quartiers-maitres. Mais ceux-ci ne peuvent être appelés à subir l'épreuve qu'après avoir fait l'objet d'une proposition pour l'emploi de sous-intendant de 1^{re} classe, chargé des fonctions d'intendant ordonnateur.

H. Remplacer l'article 16 par :

Notre Ministre de la Guerre statue sur les propositions spécifiées au dernier alinéa de l'article 15, ainsi qu'à l'article 13^{bis} pour l'agrégation des candidatures aux emplois des services administratifs.

I. Intercaler dans le texte de l'article 20 après : « l'un ou l'autre des examens B », les mots : « soit l'examen B' ».

J. Intercaler dans l'en-tête qui suit l'article 23, et dans le texte de l'article 24 après : examens B, respectivement les mots : « Examen B' » et « à l'examen B' ».

K. Au tableau repris sous l'article 24 :

1° Ajouter dans la colonne « membres » en regard du jury de l'examen B pour l'obtention du grade de capitaine en premier quartier-maitre, etc. : Un officier supérieur d'infanterie.

2° Inscrire dans la colonne « observations » pour le même jury :

L'un des deux sous-intendants de 1^{re} classe ne siège pas pour les examens B d'administrateur d'habillement; il est remplacé dans cette commission par l'officier supérieur d'infanterie.

Celui-ci ne siège pas pour les examens de capitaine en premier quartier-maître.

3° Remplacer la dénomination : « Examen B pour l'obtention du grade de sous-intendant de 3^e classe » par : « Examen B et examen B' du service de l'intendance ».

4° Remplacer le mot « sous-intendant » qui figure dans la composition du jury dudit examen par « sous-intendant de 1^{re} classe ».

L. Inscrire après l'article 52 :

Art. 52^{bis}. — Les capitaines en premier ou en second qui sont actuellement administrateurs d'habillement et qui proviennent des officiers payeurs, sont autorisés à subir l'examen B pour l'obtention du grade de capitaine en premier quartier-maître.

ART. 2.

Notre Ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 17 décembre 1902.

(s.) **LÉOPOLD.**

Par le Roi :

Le Ministre de la Guerre,

(s.) COUSEBANT D'ALKEMADE.

Pour copie conforme :

*Le Colonel, Directeur général
des opérations militaires et de l'instruction de l'armée,*

J. DUCARNE.

QUESTION.

28. — Le projet d'unification des appointements est-il abandonné?

RÉPONSE.

Le Gouvernement s'en réfère à la réponse (dont ci-joint copie) faite à la Section centrale chargée de l'examen du Budget de la Guerre pour 1900.

*Extrait du rapport sur le Budget de la Guerre pour 1900,
fait par M. H. Delvaux (n° 103).*

Les officiers inférieurs de l'infanterie ont manifesté quelque surprise de voir le Budget de la Guerre majorer leur traitement non de 1/3 mais de 1/6 seulement.

Interrogé par le Rapporteur de la Section centrale de 1899, l'honorable Ministre de la Guerre *ad interim* avait répondu :

RÉPONSE.

« L'augmentation des traitements des officiers a pour base les traitements des officiers subalternes de l'artillerie de forteresse et du génie. Elle ne s'applique qu'aux traitements inférieurs à ceux de ces officiers, c'est-à-dire à ceux de l'infanterie et de certains services accessoires.

» Le Budget pour 1899 comporte une majoration des traitements correspondant au tiers de la différence entre le taux actuel et le taux projeté. »

A son tour, l'honorable Ministre actuel déclare :

RÉPONSE.

« Dans la séance du 18 février 1898, le Ministre de la Guerre *ad interim* a déclaré que son intention était de relever les traitements des officiers subalternes de l'infanterie, sans toutefois les porter au taux exact de ceux de leurs collègues des autres armes.

» Si les sommes portées pour cet objet au Budget pour l'exercice 1900 sont votées, les traitements des officiers subalternes de l'infanterie et des services auxiliaires seront relevés de :

- » 300 francs pour les capitaines commandants ou en premier ;
- » 225 francs pour les capitaines en second ;
- » 250 francs pour les lieutenants ;
- » 200 francs pour les sous-lieutenants.

» Sans préjuger de l'avenir, le Gouvernement examinera s'il est possible de continuer dans cette voie. »

QUESTION.

29. — M. le Ministre n'estime-t-il pas équitable d'allouer une indemnité aux officiers pendant leur séjour au camp, pour les dédommager du surcroît de dépenses que ce séjour leur impose?

RÉPONSE.

Cette question est à l'examen : sa solution dépend surtout de considérations budgétaires.

M. le Ministre a bien voulu faire droit au desideratum exprimé par la Section centrale, en prenant les mesures indiquées dans les documents ci-annexés :

Ministère de la Guerre.

Bruxelles, le 10 février 1903.

6^e DIRECTION GÉNÉRALE.
ADMINISTRATION ET SERVICE
des
APPROVISIONNEMENTS.
1^{re} direction.
1^{er} bureau. — 1^{re} section.
N° 40.
1 ANNEXE.

Au Président du Comité d'études de la position fortifiée d'Anvers ; à l'Inspecteur général des fortifications et du corps du génie ; au Commandant : l'artillerie de forteresse de la position fortifiée d'Anvers ; — du 7^e régiment d'artillerie ; — du régiment du génie ; aux Conseils d'administration du 7^e régiment d'artillerie et du régiment du génie ; aux Intendants ordonnateurs à Liège et à Anvers.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous adresser un exemplaire de l'arrêté royal du 9 février 1903, n° 14437, allouant une indemnité journalière de 60 centimes aux officiers, sous-officiers, fonctionnaires et employés de l'armée en service dans le Bas-Escaut et qui recevaient, avant le 1^{er} février courant, l'indemnité représentative de vivres de campagne.

Le Ministre de la Guerre,

Par ordre :

*L'Intendant en chef de l'armée,
Directeur général,*

E. BOOM.

N° 14437.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 1^{er} janvier 1899, n° 12826, qui fixe le traitement, la solde et autres allocations du personnel de l'armée et du corps de la gendarmerie ;

Vu Notre arrêté du 9 février 1903, n° 14436, qui supprime l'indemnité représentative de vivres de campagne, à partir du même mois ;

Attendu que les officiers, certains sous-officiers, les fonctionnaires et employés de l'armée, qui accomplissaient avant cette date un service permanent dans le Bas-Escaut, recevaient l'indemnité de vivres de campagne ;

Considérant qu'il est équitable de ménager les intérêts des officiers, sous-officiers, fonctionnaires et employés dont il s'agit ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Les officiers, les sous-officiers, les fonctionnaires et employés qui avant le 1^{er} février 1903 accomplissaient un service permanent dans le Bas-Escaut et auxquels l'indemnité de vivres de campagne était allouée de ce chef, auront droit à partir de cette date et pendant tout le temps qu'ils continueront à être chargés de ce service, à une indemnité journalière fixée à 60 centimes.

ART. 2. — Notre Ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 9 février 1903.

(s.) **LÉOPOLD.**

Par le Roi :

Le Ministre de la Guerre,

(s.) COUSEBANT D'ALKEMADE.

Pour copie conforme :

*L'Intendant en chef de l'armée,
Directeur général de l'administration,
E. BOON.*

Ministère de la Guerre.

Bruxelles, le 11 mars 1903.

6^e DIRECTION GÉNÉRALE.

ADMINISTRATION ET SERVICE
des
APPROVISIONNEMENTS.

1^{re} direction.
1^{er} bureau. — 1^{re} section.

N° 40.

Au Président du Comité d'études de la position fortifiée d'Anvers; au Général-major commandant l'artillerie de forteresse de la position fortifiée d'Anvers; au Lieutenant-général inspecteur général des fortifications et du corps du génie; aux commandants du 7^e régiment d'artillerie et du régiment du génie; aux Conseils d'administration du 7^e régiment d'artillerie et du régiment du génie; aux Intendants ordonnateurs à Liège et à Anvers; à la Cour des comptes.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que l'indemnité journalière de 60 centimes, prévue par l'arrêté royal du 9 février 1903, n° 14437, et dont jouit le personnel stationné dans le Bas-Escout, est due, au même titre et dans les mêmes conditions, aux officiers, sous-officiers, fonctionnaires et employés de l'armée en service dans les forts de Zwyndrecht, de Cruybeke et de Rupelmonde, auxquels l'indemnité de vivres de campagne était allouée de ce chef.

Le Ministre de la Guerre,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

QUESTION.

30. — Comment se justifie-t-il que le capitaine en second d'armement ne touche que 3,650 francs dans l'infanterie, alors que dans la cavalerie, il reçoit 4,400 francs et au génie 3,900 francs?

31. — Pourquoi les capitaines d'armement ne peuvent-ils devenir capitaines en premier alors que ce grade est accordé aux quartiers-maitres et aux officiers d'habillement?

RÉPONSE.

Les officiers d'armement ne forment pas, comme les administrateurs d'habillement, un cadre spécial; ils appartiennent à l'arme dans laquelle ils sont employés et reçoivent les traitements afférents à leur grade dans cette arme.

Pas plus que les adjudants-majors, par exemple, ils ne peuvent obtenir de l'avancement tout en continuant à exercer leurs fonctions, mais rien n'empêche, s'ils cessent de les remplir, qu'ils soient promus capitaines commandants, pourvu qu'ils satisfassent, à cet effet, aux conditions exigées des officiers de leur grade dans leur arme.

QUESTION.

32. — Ne pourrait-on exiger des officiers mis en non-activité par mesure d'ordre qu'ils se livrent à un travail intellectuel, voire à des copies ou correspondances, moyennant une rétribution à prélever sur la moitié du traitement qui leur est retenu?

RÉPONSE.

L'officier en non-activité par mesure d'ordre est suspendu de toutes fonctions, il n'offre pas suffisamment de garanties pour que l'on puisse lui confier des travaux relatifs au service et compatibles avec son grade et ses connaissances professionnelles.

Au surplus, la loi ne permettrait pas d'allouer à l'officier en non-activité par mesure d'ordre une rétribution prélevée sur la portion de traitement dont il est privé.

QUESTION.

33. — Où en est la réorganisation de l'artillerie, tant au point de vue de l'armement que du cadre?

M. le Ministre veut-il communiquer à la Section centrale le rapport de la Commission de réarmement de l'artillerie?

RÉPONSE.

En ce qui concerne le nouveau matériel de l'artillerie de campagne et la publication du rapport de la Commission de réarmement, le Gouvernement s'en réfère aux réponses (dont ci-joint copies) faites le 16 décembre 1902 et le 3 février 1903 à la Chambre des Représentants.

Les modifications à apporter à l'organisation de l'artillerie de campagne sont à l'étude.

Quant à l'artillerie de forteresse, les

tableaux annexés à l'arrêté royal du 24 novembre 1902 (voir réponse à la question n° 22) font connaître sa nouvelle organisation.

Séance du 16 décembre 1902 (page 234).

Réponse à la question de M. Trasenster au sujet du réarmement de l'artillerie de campagne.

M. le lieutenant général Cousebant d'Alkemade, Ministre de la Guerre. — Les procès-verbaux des séances de la Commission de réarmement de l'artillerie de campagne me sont parvenus : ils ne sont pas destinés à la publicité. J'ai demandé à la Commission d'y joindre un rapport.

L'affût rigide Cockerill-Nordenfeldt n'est pas rejeté; il sera soumis à de nouvelles épreuves concurremment avec des affûts d'autres types fournis par la même usine et par des firmes étrangères.

Le Gouvernement, qui a pour principe de favoriser l'industrie nationale dans la plus large mesure, serait heureux, pour autant que les intérêts de la défense du pays soient sauvegardés, de pouvoir lui confier la construction du nouveau matériel de l'artillerie de campagne.

Séance du 3 février 1903 (page 396).

Réponse à la question de M. Hymans au sujet de la publication du rapport de la Commission de réarmement de l'artillerie de campagne.

M. le lieutenant général Cousebant d'Alkemade, Ministre de la Guerre. — Le rapport de la Commission de réarmement de l'artillerie de campagne m'est parvenu, mais j'estime ne pouvoir le publier.

Les expériences préalables à l'adoption d'un nouveau matériel pour les batteries montées et les batteries à cheval ne sont pas terminées. Lorsque le moment sera venu de faire à la législature des propositions définitives, le Gouvernement ne manquera pas de lui fournir tous les éclaircissements nécessaires.

Plusieurs membres de la Chambre et du Sénat, se plaçant au point de vue du renom de l'industrie nationale, m'ont témoigné le désir d'être renseignés sur la valeur du matériel Cockerill-Nordenfeldt. Je crois donc utile de dire, dès maintenant, que le métal du canon Cockerill-Nordenfeldt est remarquablement résistant, que la justesse de tir et le mécanisme de fermeture de la pièce ne laissent rien à désirer : ce canon fait l'honneur aux usines dont il est sorti.

Quant à son affût, qui est du type rigide, il a subi avec succès de longues et difficiles épreuves qui ont démontré sa solidité.

Mais les affûts du type à déformation ont été récemment perfectionnés et

possèdent des qualités spéciales d'ordre tactique sur lesquelles l'attention a été attirée partout.

En conséquence, le Gouvernement, se ralliant à l'avis de la majorité de la Commission, a jugé nécessaire de continuer les expériences. Il fera procéder à des essais comparatifs entre les deux systèmes.

QUESTION.

34. — Est-il exact que le Département ait créé récemment deux bataillons du génie et des bataillons de réserve ?

En vertu de quelle loi ces bataillons ont-ils été créés ?

RÉPONSE.

La nouvelle organisation de l'armée sur le pied de paix, telle qu'elle résulte de l'arrêté royal du 24 novembre 1902, n° 14335, prévoit la formation d'un nouveau bataillon de réserve à chacun des régiments de ligne, de chasseurs à pied, des grenadiers, des carabiniers et du génie, ainsi que le dédoublement du 3^e bataillon du génie en deux bataillons mixtes comprenant chacun deux compagnies actives et deux compagnies de réserve.

Une loi n'était pas nécessaire pour réaliser ces créations, attendu qu'elles ont été faites sans augmenter le nombre des officiers. L'article 4 de la loi organique du 16 août 1875 porte que « l'organisation intérieure des corps est réglé par arrêté royal ».

QUESTION.

35. — La position du personnel de l'Institut cartographique est-elle régularisée ?

Est-il exact qu'il y ait des dessinateurs, graveurs, lithographes, inscrits comme temporaires après quinze et vingt ans de service ?

RÉPONSE.

Les ouvriers destinés à remplacer les militaires détachés à l'Institut cartographique militaire ne seront nommés à titre définitif qu'après avoir fourni les preuves de leurs aptitudes.

Les employés temporaires de l'Institut ont la même stabilité de position que les six employés permanents; comme eux, ils ont droit à une pension et sont affiliés à la Caisse des veuves et orphelins.

La nomination d'*employé permanent* doit être considérée comme l'octroi d'un grade supérieur à des employés temporaires méritants et très anciens.

Les plus anciens employés temporaires ont plus de vingt-cinq années de service.

QUESTION.

36. — M. le Ministre de la Guerre verrait-il quelque inconvénient à améliorer la situation des pharmaciens militaires par l'introduction des trois réformes que voici :

1° Accorder aux pharmaciens de 2^e classe le traitement similaire à celui des médecins et de vétérinaires ;

2° Diminuer le nombre des pharmaciens de 2^e classe et augmenter le nombre des pharmaciens de 1^{re} classe ;

3° En faire des fonctionnaires civils sans assimilation de grade que rien ne justifie ?

RÉPONSE.

En déposant, le 20 janvier 1898, un projet de loi réorganisant le personnel des services auxiliaires de l'armée, le Gouvernement déclarait qu'il avait tenu compte des nombreuses instances faites par la Législature en faveur des pharmaciens et des vétérinaires militaires.

La Section centrale ayant été d'avis qu'il fallait étendre légèrement les propositions relatives aux pharmaciens, le Gouvernement y consentit, guidé par des considérations ayant trait aux intérêts personnels de ces fonctionnaires militaires.

Depuis lors, aucune circonstance ne s'est produite qui soit de nature à provoquer une amélioration nouvelle de la situation des pharmaciens, et, à ce point de vue, une majoration du nombre des pharmaciens de 1^{re} classe ne s'expliquerait pas.

Si les pharmaciens de 2^e classe ne reçoivent pas le même traitement que les médecins de bataillon de 1^{re} classe et les vétérinaires de 1^{re} classe qui sont revêtus de la même assimilation hiérarchique que la leur, c'est que les vétérinaires sont montés, que, pour un grand nombre, les médecins peuvent l'être et que, en tous cas, médecins et vétérinaires sont soumis à de nombreux déplacements à l'occasion des tirs et des manœuvres, déplacements auxquels échappent les pharmaciens.

Quant à l'assimilation des pharmaciens, elle se justifie au même titre que celle des autres fonctionnaires assimilés de l'armée qui se trouvent en contact avec le personnel militaire proprement dit.

L'assimilation est d'un usage général. Si certains en contestent l'utilité, c'est pour des raisons d'ordre hiérarchique, dans lesquelles n'entrent pour rien les intérêts privés des assimilés.

V.

Bâtiments militaires.

QUESTION.	RÉPONSE.
37. — A quel point sont parvenus les travaux de la nouvelle École militaire? Qu'est-ce qui entraîne les longs retards que ces travaux subissent? Ne pourraient-ils être poussés avec plus d'activité?	Les travaux exécutés jusqu'à ce jour comprennent : 1° Les fondations, le gros œuvre des quatre blocs de promotion de l'École militaire et des trois blocs de promotion de l'École d'application; les citernes, les égouts et des quartiers de ces écoles; 2° Le manège; 5° Les fondations et le gros œuvre de l'École de guerre; 4° Les fondations et le gros œuvre du quartier de cavalerie. Les travaux pourront être continués avec activité dans le courant de 1903 par suite du vote d'un crédit de 3,000,000 de francs inscrit au Budget extraordinaire pour 1902.
QUESTION.	RÉPONSE.
38. — Le crédit de 5,280,000 francs qui est sollicité à l'article 37 pour l'amélioration du casernement prévoit-il la somme de 264,000 francs qui a été jugée nécessaire en 1897 pour travaux d'agrandissement, d'appropriation et d'amélioration à effectuer à l'École d'équitation d'Ypres? Dans l'affirmative, quand le Département compte-t-il commencer les travaux? Dans la négative, le Gouvernement entend-il demander un crédit supplémentaire? Le maintien de l'École d'équitation d'Ypres est-il aujourd'hui décidé et son déplacement définitif abandonné?	Le crédit sollicité pour l'amélioration du casernement pour l'année 1903 ne prévoit pas les travaux jugés nécessaires en 1897 pour l'agrandissement, etc., de l'École d'équitation d'Ypres. Il y a, en effet, d'autres travaux bien plus urgents comprenant l'achèvement des travaux en cours depuis plusieurs années et auxquels une impulsion vigoureuse n'a pas été donnée faute de fonds suffisants. Le Gouvernement ne demande actuellement aucun crédit pour ces travaux. Aucune décision n'a été prise en ce qui concerne le maintien de l'École à Ypres ou son déplacement.
QUESTION.	RÉPONSE.
39. — Pourquoi l'entretien des bâtiments militaires ne fait-il pas l'objet, dans toutes les places, d'une adjudication publique annoncée par voie d'affiche comme les autres adjudications du Département de la	De même que pour les travaux de quelque importance, les travaux d'entretien ordinaire des bâtiments et des ouvrages de fortification font l'objet d'adjudications publiques annoncées par la voie du <i>Moniteur</i>

Guerre? Celui-ci n'a-t-il pas reconnu l'avantage de cette large publicité donnée aux adjudications?

Belge et de publications spéciales telles que : la *Ligue de l'Industrie et du bâtiment*, la *Chronique des Travaux publics*, le *Moniteur des intérêts matériels* et le *Bulletin commercial*.

Depuis plusieurs années déjà, les annonces d'adjudication ne sont plus affichées parce qu'il a été reconnu que ce système ne produisait pas des avantages en rapport avec les dépenses occasionnées par l'impression des affiches.

Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'il est donné avis des adjudications par les chefs de service que la chose concerne, à tous les entrepreneurs qui participent habituellement aux adjudications pour le compte de l'État.

QUESTION.

40. — Pourquoi le génie ne choisit-il qu'un seul entrepreneur par garnison pour tous les travaux d'entretien, au lieu d'avoir un entrepreneur différent pour chaque genre de travail : maçonnerie, menuiserie, serrurerie, etc.?

RÉPONSE.

Les travaux d'entretien ordinaire s'exécutent à bordereau de prix, pour la raison qu'il n'est pas possible de déterminer, au commencement de l'année, ni la quantité ni la nature particulière de chacun des ouvrages à effectuer.

Les entreprises de l'entretien ne comportent, en effet, que des menus travaux de toute espèce à exécuter à fur et à mesure que les dégradations se produisent : tels que le remplacement de carreaux de vitre, de clefs, la réparation de serrures, d'objets mobiliers, la réfection des gouttières, le badigeonnage de locaux, etc., etc.

Il serait donc absolument impossible d'évaluer, même approximativement, au moment des adjudications, les sommes qui devront être affectées à chaque genre de travail.

En confiant à un seul entrepreneur, par garnison, les travaux considérés, on peut donner aux entreprises une importance plus grande, ce qui provoque une plus grande concurrence et assure à l'État des conditions très avantageuses ; c'est ainsi que l'entretien adjudiqué récemment pour 1903 a donné lieu à des rabais allant jusque 56 %.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que la plupart des entrepreneurs qui soumissionnent habituellement les travaux d'entretien sont outillés spécialement pour ce genre de tra-

QUESTION.

41. — Quelles sont les intentions du Département pour ce qui concerne les installations de l'École des pupilles d'Alost et de l'École d'équitation ?

RÉPONSE.

vaut et qu'ils ont à leur disposition les ouvriers des différents corps de métier qui leur sont nécessaires.

Il n'est pas question du déplacement de l'École des pupilles. Les travaux d'amélioration les plus urgents ont été effectués en 1902, les autres travaux sont à l'examen.

Pour l'École d'équitation, voir réponse à la question n° 37.

VI.

Chevaux et voitures.

QUESTION.

42. — Pourquoi les chevaux nécessaires à l'artillerie ne sont-ils pas choisis exclusivement parmi les chevaux indigènes ?

RÉPONSE.

Les chevaux de selle de l'artillerie comme ceux de la cavalerie proviennent en général de l'étranger parce qu'on n'en élève pas assez dans le pays.

Quant aux chevaux de trait, ils sont tous indigènes, à l'exception de ceux des quatre batteries à cheval.

Ces dernières batteries étant destinées à accompagner et à soutenir la cavalerie, il importe de leur donner des chevaux de trait ayant autant de sang, de fond, de vigueur et de vitesse que les chevaux de cette arme, et, conséquemment, ils doivent être de même race que ces derniers.

QUESTION.

43. — Comment se répartit l'emploi du crédit de 10,000 francs prévu au littéra b de l'article 29 pour primes à accorder pour l'achat de chevaux nés et élevés en Belgique ?

Ce crédit paraît peu important en regard du crédit de 1,007,850 francs demandé pour la remonte. N'y a-t-il pas lieu de le majorer ?

RÉPONSE.

Le crédit de 10,000 francs qui figure au littéra b de l'article 29 du Budget de la Guerre a été prévu pour décerner éventuellement des primes de 50 francs aux vendeurs des chevaux de selle nés et élevés dans le pays.

Depuis deux ans, aucun cheval de l'espèce n'a été présenté aux commissions de remonte régimentaires, et le crédit dont il s'agit a été transféré à un autre article du Budget avec l'autorisation de la Législature.

De ce qui précède, on peut conclure qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, de majorer la somme prévue.

QUESTION.

44. — Les créations nouvelles ne donneront-elles pas lieu à une augmentation du nombre des voitures ?

RÉPONSE.

Les créations nouvelles ne donneront pas lieu à une augmentation du nombre des voitures.

Une nouvelle répartition du charroi et une plus grande utilisation, pour le ravitaillement des troupes, du réseau ferré, qui ne cesse de se développer, donneront à l'armée de campagne plus de mobilité.

VOTES.

L'ensemble du Budget a reçu dans les Sections, l'accueil suivant :

	Oui.	Non.	Abstentions.
1 ^{re} Section . . .	7	3	1
2 ^e — . . .	7	10	0
3 ^e — . . .	5	1	2
4 ^e — . . .	7	2	0
5 ^e — . . .	13	1	0
6 ^e — . . .	12	1	1
	<u>51</u>	<u>18</u>	<u>4</u>

La Section centrale a voté le Budget à l'unanimité moins une voix.

Le Rapporteur,
HENRY DELVAUX.

Le Président,
E. NERINCX.



(60)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1903.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1903 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HENRY DELVAUX.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Oorlog voor 1903 behelst eene totale uitgave van fr. 55,254,415.72.

Dat is fr. 1,018,621.25 min dan de Begrooting van 1902.

De nieuwe uitgaven beloopten 740,045 frank.

Het meerendeel van deze verhooging volgt uit de toepassing der wet van 21 Maart 1902, zooals blijkt uit onderstaande cijfers :

1° Uitgaven ten gevolge van vervanging door burgerlijke beambten, van onderofficieren, korporaals en soldaten, welke verbonden waren aan sommige diensten en hun korps vervoegden (artikelen 2, 5, 10, 13, 14, 17, 20, 22 verhooging — artikel 3 vermindering)	fr. 708,525 »
2° Geregelde verhooging van jaarwedde en verbetering van toestand (artikelen 2 en 21)	8,990 »
3° Aalmoezeniers en vier nieuwe hospitaalzusters (artikelen 7 en 14)	3,900 »
4° Verhooging van den prijs der geweerhouten, door de Wapenmakerij te leveren (artikel 10)	530 »
5° Aankoop en herstelling van rijwielen (artikel 27)	7,700 »
6° Vergoeding aan degeneesheeren die het examen afnemen van de kandidaten ziekenverplegers (artikel 33)	1,000 »
TE ZAMEN.	fr. 730,645 »

(1) Begrooting, n° 5, X.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINX, tweeden ondervoorzitter, bestond uit de heeren HENRY DELVAUX, NOLF, DE COCQ, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, DERBAIX en DE GROOTE.

OVERDRACHT. . . . fr. 730,645 »

Daarvan dient afgetrokken :

1 ^o Intrekking van de toelage aan den gewezen bestuurder van het militair Kaartinstituut fr.	5,500 »
2 ^o Vermindering van het cijfer voor pensioenen en onderstand, door overdracht der gendarmerie-pensioenen op de Begrooting der Gendarmerie . .	15,100 »
	20,600 »

Het verschil van 15,100 frank komt voort :

- 1^o Uit eene verhooging van 31,900 frank onder artikel 32;
- 2^o Uit eene overdracht van 47,000 frank op de Begrooting der Gendarmerie.

TOTAAL DER NIEUWE UITGAVEN. . . . fr. 710,045 »

De buitengewone uitgaven zijn fr. 1,728,666.25 lager dan op de Begrooting van 1902.

Zij bevatten voor het huidige dienstjaar :

ART. 34. — Voorraad aan geweren fr.	720,000 »
ART. 35. — Voedermagazijn te Luik en verbinding	386,000 »
ART. 36. — Militaire bakkerij te Leuven	284,000 »
ART. 37. — Voortzetting van werken en verbetering aan de kazerneering	5,280,000 »
ART. 38. — Voorraad aan gereedschap en toestellen voor de versterkte plaatsen des lands	54,000 »
ART. 39. — Voorraad aan geneesmiddelen	25,000 »
ART. 40. — Voortzetting der werken voor de vesting-artillerie	507,000 »
ART. 41. — Militair telefoonnet op den linkeroever der Schelde	36,000 »
ART. 42. — Nieuwe gebouwen bij de Kanonnengieterij te Luik.	47,000 »
	TOTAAL DER BUITENGEWONE UITGAVEN. . fr. <u>5,339,000 »</u>

* * *

Het onderzoek in de afdelingen duurde niet lang. Drie harer maakten geene enkele aanmerking, de drie andere, zes.

De Middenafdeeling strekte haar onderzoek uit over onderscheidene punten in verband met :

- 1^o Het onderzoeken van de maatregelen voor de toepassing van de jongste militiewet (24 Maart 1902);
- 2^o Inlichtingen over de vergoeding, verleend aan militairen die onder dienst door ongevallen of ongeneesbare ziekten worden getroffen;
- 3^o Vragen over het gebruik van den tijd der miliciens onder de wapens;
- 4^o Punten betreffende de inrichting des legers, zijne samenstelling, de vergoedingen, de bevordering, enz.
- 5^o Militaire gebouwen.
- 6^o Paarden en rijtuigen.

I.

Onderzoek van de maatregelen tot toepassing
van de nieuwe militiewet.

Zekere klachten tegen het Departement van Oorlog uitgebracht zijnde over de vertraging bij het van kracht maken der wet en de wijze zelve waarop het voluntariaat werd begrepen, zoo wilde de Middenafdeeling door gezamenlijke en duidelijke inlichtingen allen twijfel daarover wegnemen.

Daartoe stelde zij den heer Minister van Oorlog vijftien vragen, waarop werd geantwoord in dezer voege :

VRAAG.

1. — Hoe werd tot hiertoe de nieuwe militiewet bekend gemaakt?

2. — Welke maatregelen denkt het Departement van Oorlog te nemen, om de voordeelen der nieuwe wet zoo ruim bekend te maken als de Middenafdeeling verlangt?

ANTWOORD.

De wet van 21 Maart 1902 werd den 27^{de} derzelfde maand in het *Staatsblad* afgekondigd; den 5^{de} September maakte dit blad andermaal al de bepalingen bekend door het afkondigen van de « samengeordende wetten op de militie en op de vergelding in zake van militie ».

Den 21^{de} September verschenen in het *Staatsblad* de koninklijke besluiten tot uitvoering, betreffende de vrijwilligers van beroep en de vergelding.

Eerlang zal het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs een boekje uitgeven, bevattende de voormelde samengeordende wetten, alsmede de voornaamste besluiten tot het regelen van de toepassing.

Betreffende de voordeelen, aan vrijwilligers toegestaan door de wet van 21 Maart 1902, werd een plakbrief uitgehangen in al de gemeenten des lands, en aan al de ingeschrevenen voor de lichte in 1903 werd een memorandum overhandigd.

Deze stukken (waarvan een exemplaar hieraan is toegevoegd) werden door het Departement van Binnenlandsche zaken opgesteld en rondgedeeld.

Exemplaren van het memorandum liggen ter beschikking van het publiek ter zetelplaats van de gemeentebesturen en ter politiekantoren.

De Regeering acht dat de ruime bekendmaking, door de Middenafdeeling verlangd, verzekerd is.

Zich hier den tekst van dezen plakbrief :

*Ministère de l'Intérieur et l'Instruction
publique*

*Ministerie van Binnenlandsche Zaken
en Openbaar Onderwijs*

MILICE NATIONALE

NATIONALE MILITIE

RECRUTEMENT DES VOLONTAIRES

WERVING VAN VRIJWILLIGERS

CONDITIONS D'ADMISSION. — SERVICE. AVANTAGES

Les personnes qui désirent entrer dans l'armée en qualité de volontaires sont invitées à s'adresser à l'administration communale, à l'effet d'obtenir les pièces qui leur sont nécessaires; cette administration leur indiquera l'autorité militaire à laquelle elles peuvent se présenter.

1. — *Conditions d'admission.*

Condition générale.

Les candidats doivent réunir les conditions d'aptitude exigées des miliciens et avoir au moins 1^m,53 de taille.

Conditions spéciales.

Pour les VOLONTAIRES DE CARRIÈRE : être Belge ⁽¹⁾ et avoir de 16 à 33 ans ⁽²⁾ accomplis.

Pour les VOLONTAIRES DU CONTINGENT : être appelé à participer au prochain tirage au sort de la milice.

Pour les VOLONTAIRES AVEC PRIME : être âgé de moins de 30 ans ⁽³⁾, avoir participé au tirage au sort de la milice et être affranchi de tout service.

⁽¹⁾ Les étrangers tenus à des obligations de milice en Belgique ou qui ont le droit d'opter pour la nationalité belge sont admissibles aussi à l'engagement.

⁽²⁾ Ceux qui ont déjà servi peuvent être admis jusqu'à 40 ans.

⁽³⁾ Les anciens militaires sont admis jusqu'à l'âge de 36 ans

VOORWAARDEN TOT AANNEMING. — DIENST VOORDEELEN

Wie als vrijwilliger bij het leger dienst wil nemen, hoeft zich te richten tot het gemeentebestuur ter verkrijging van de daartoe noodige stukken; dit bestuur verwijst hem naar de militaire overheid bij welke hij zich kan aanmelden.

1. — *Aanneming.*

Algemeene voorwaarde.

De kandidaten moeten de van de miliciens vereischte voorwaarden van geschiktheid vervullen en ten minste 1^m,53 lang zijn.

Bijzondere voorwaarden.

Voor de VRIJWILLIGERS VAN BEROEP : Belg zijn ⁽¹⁾ en 16 tot 33 jaar oud ⁽²⁾.

Voor de VRIJWILLIGERS VAN HET CONTINGENT : deel moeten nemen aan de eerstkomende militieloting.

Voor de VRIJWILLIGERS MET PREMIE : minder dan 30 jaar oud zijn ⁽³⁾, aan de militieloting hebben deelgenomen en vrij van allen dienst zijn.

⁽¹⁾ De vreemdelingen die in België militieplichtig zijn of die het recht hebben de Belgische nationaliteit te kiezen, kunnen insgelijks tot den dienst aangenomen worden.

⁽²⁾ Wie reeds gediend heeft, mag dienst nemen tot den leeftijd van 40 jaar.

⁽³⁾ De oud-militairen mogen dienst nemen tot den leeftijd van 36 jaar.

Pour les RENGAGÉS : avoir obtenu un congé illimité ou un congé définitif ou bien y avoir droit.

II. — Conditions de service.

Les volontaires s'enrôlent pour un terme de milice.

Les volontaires du contingent et les volontaires avec prime accomplissent le même service actif que les miliciens.

Les volontaires de carrière restent au service actif pendant cinq années, s'ils s'engagent avant 17 ans accomplis; pendant quatre années, s'ils s'engagent après 17 ans accomplis; pendant trois années, s'ils s'engagent après 18 ans.

Les *rengagés* ne s'enrôlent que pour un terme de service actif de deux années.

III. — Avantages.

A. — CHOIX DU CORPS, pour les volontaires de carrière et les volontaires avec prime.

B. — CONGÉ DE QUINZE JOURS par année de service actif pour les volontaires âgés de 18 ans.

C. — RENGAGEMENT. — Voir I et II ci-dessus.

D. — RÉMUNÉRATION. — *Volontaires de carrière* : indemnité de 35 francs par mois de service actif, à partir de 18 ans.

Volontaires du contingent : indemnité de 30 francs par mois, à dater de l'appel sous les armes de leur classe de milice.

Volontaires avec prime : prime de 1,500 à 1,700 francs, suivant l'arme.

Rengagés : 35 francs par mois de service actif, s'ils sont soldats; 40 francs, s'ils sont caporaux ou brigadiers; 50 francs, s'ils sont sous-officiers.

En cas de rappel sous les armes : même indemnité que pendant le service actif normal et, pour les pères de famille, alors même qu'ils ne seraient pas rémunérés,

Voor de OPNIEUW DIENSTNEMENDEN : met onbepaald verlof of met bepaald verlof zijn of er aanspraak op hebben.

II. — Dienst.

De vrijwilligers teekenen voor een militietermijn.

De vrijwilligers van het contingent en de vrijwilligers met premie volbrengen denzelfden werkelijken dienst als de miliciens.

De vrijwilligers van beroep blijven in werkelijken dienst, gedurende vijf jaar, indien zij voor hun 17 jaar dienst nemen; gedurende vier jaar, indien zij na hun 17 jaar dienst nemen; gedurende drie jaar, indien zij na hun 18 jaar dienst nemen.

Opnieuw dienstmennenden teekenen maar voor een termijn werkelijken dienst van twee jaar.

III. — Voordeelen.

A. — KEUS VAN HET KORPS, voor de vrijwilligers van beroep en de vrijwilligers met premie.

B. — VERLOF VAN VEERTIEN DAGEN per jaar werkelijken dienst voor de vrijwilligers die 18 jaar oud zijn.

C. — NIEUWE DIENSTNEMING. — Zie I en II hierboven.

D. — VERGELDING. — *Vrijwilligers van beroep* : vergoeding van 35 frank par maand werkelijken dienst, te rekenen van 18 jaar.

Vrijwilligers van het contingent : vergoeding van 30 frank per maand, te rekenen van de oproeping onder de wapens van hunne militieklasse.

Vrijwilligers met premie : Premie van 1,500 tot 1,700 frank, volgens het wapen.

Opnieuw dienstmennenden : 35 frank per maand werkelijken dienst, zoo zij soldaat, 40 frank, zoo zij korporaal of brigadier en 50 frank, zoo zij onderofficier zijn.

Ingeval van wederoproeping onder de wapens : zelfde vergoeding als tijdens den gewonen werkelijken dienst en, voor de huisvaders, zelfs indien zij geene vergel-

indemnité journalière de fr. 0.50 s'ils ont un enfant, de un franc s'ils en ont plusieurs.

E. — AFFILIATION A LA CAISSE DE RETRAITE des militaires rémunérés, avec octroi des primes d'encouragement accordées par la loi du 10 mai 1900 concernant les pensions de vieillesse.

F. — EMPLOIS. — Admission des volontaires et des anciens volontaires dans les emplois de l'armée; droit de préférence accordé aux sous-officiers, aux caporaux ou brigadiers et aux volontaires pour l'admission aux emplois dans les administrations de l'État.

G. — PENSIONS. — Aux sous-officiers qui, âgés de 40 ans et n'ayant pas été admis à un emploi de l'État, comptent vingt années de service actif.

IV. — *Volontaires de réserve.*

Les volontaires de toutes les catégories, les miliciens et les remplaçants peuvent être autorisés, au moment de leur envoi en congé illimité, à proroger de deux ou de quatre années la date de leur licenciement de la réserve; une rémunération leur est accordée.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*

ding genieten, dagelijksche vergoeding van fr. 0,50, zoo zij een kind, van één frank, zoo zij er meer hebben.

E. — AANSLUITING BIJ DE LIJFRENTEKAS VOOR de militairen die eene vergoeding genieten, met bewilliging der aanmoedigingspremiën, verleend door de wet van 10 Mei 1900 op ouderdomspensioen.

F. — BEDIENINGEN. — Toelating van de vrijwilligers en de oud-vrijwilligers tot de bedieningen bij het leger; voorkeur verleend aan de onderofficieren, de korporalen of brigadiers en de vrijwilligers voor de toelating tot de bedieningen in de beheeren van den Staat.

G. — PENSIOEN. — Aan de onderofficieren die, 40 jaar oud en niet tot eene Staatsbediening toegelaten, twintig jaar werkelijken dienst tellen.

IV. — *Reserve-vrijwilligers.*

De vrijwilligers van al de soorten, de miliciens en de plaatsvervangers kunnen, op het oogenblik van hun vertrek met onbepaald verlof, er toe gemachtigd den datum hunner afdanking uit de reserve voor twee of voor vier jaar uit te stellen. Er wordt hun eene vergelding toegekend.

*De Minister van Binnenlandsche zaken
en Openbaar onderwijs,*

J. DE TROOZ.

VRAAG.

3. — Wanneer bracht het Departement van Oorlog ter kennis der korpshoofden de onderrichtingen betreffende :

1^o De contingents-vrijwilligers — miliciens en plaatsvervangers — die verlangen of van korps te veranderen, of vroeger dienst willen nemen dan hunne klasse, of bij dienst blijven nadat deze klasse is heengezonden ;

2^o De vrijwilligers die onder het vroeger stelsel dienst namen en de oude verbintenis door eene nieuwe willen vervangen ?

ANTWOORD.

Eene (hieraan toegevoegde) onderrichting van 27 September 1902 bepaalde de bedingen voor contingents-vrijwilligers, miliciens en plaatsvervangers die van korps willen veranderen, vroeger willen in dienst komen dan bij het oproepen van hunne klasse of in dienst blijven nadat deze klasse met verlof werd ontslagen.

Eene (hieraan toegevoegde) onderrichting van 29 September 1902 regelde het vrijwillig vervangen van eenen vroegeren door eenen nieuwen diensttermijn.

Vergt de verzaking ruiling van korps, zoo gebruikt men eene van onderstaande formules :

« De $\frac{\text{overgegaan tot}}{\text{gekomen uit}}$ het ^e regiment
 » den aan verlot hebbende
 » verzaakt (als hierboven). »

Ook heb ik besloten dat er eene verzaking (bijlage n^o 1, verklaring *B*) zal geveerd worden van contingents-vrijwilligers, miliciens en plaatsvervangers die, zonder zich de verplichtingen op te leggen, welke volgen uit de verklaring *A*, vroeger dan hunne klasse in werkdadigen dienst treden. Dit geschiedt insgelijks met militairen van alle slag die, op 't oogenblik een verlot te verkrijgen, zullen vragen om in werkdadigen dienst te blijven, zonder zich te verplichten tot het onderteekenen van eene verlenging voor twee jaar (§ 25 der onderrichting van 25 September 1902, 2^e algemeen bestuur, n^o 65357).

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

BIJLAGE N^o 1

Toegevoegd
aan
den omzendbrief van 27 September 1902

BELGISCH LEGER.

-regiment.

2^o ALGEMEEN BESTUUR.4^o BUREEL.

N^o 68757

N^o
van het korpsregister.

Verzaking aan verlof.
Verklaring littera A.

Ik ondergeteekende (¹) verbind mij
om in werkdadigen dienst te blijven, te rekenen
van (²) voor eenen termijn van (³)
, na verloop waarvan ik recht heb
om naar huis te keeren, zoo mijne klasse onbe-
paald verlof verkrijgt, en onder voorbehoud van
artikel 87 der militiewet.

Mijne dienstverleening zal recht geven op de
vergelding, wanneer deze wordt toegekend aan
de miliciens mijner klasse, voor het korps (of de
batterij) waarin ik verlang te dienen.

(⁴)

(⁵)

Deze verklaring goedgekeurd.

Te , den 19 .

De (⁶) commandant,

(1) Naam, voornaam en stand.

(2) « Van heden » of « van af » (den datum aanduiden waarop de persoon verlangt in werkdadigen dienst te treden, vóór zijne klasse of met deze. Evenwel kunnen manschappen die verlangen naar het bataljon van administratie over te gaan, niet vóór hunne klasse in werkdadigen dienst treden).

(3) Zes en dertig (56) maanden, veertig (40) maanden, of vijf (5) jaar.

(4) Plaats behouden voor deze formule : « Aldus gedaan te den (dag, maand en jaar in volle letters). »

Kan de gegadigde schrijven, zoo wordt deze vermelding door hem eigenhandig ingevuld.

(5) Handteekening van den verklaarder. Kan deze niet onderteekenen, dan schrijft men : « Onderstaande merkteeken werd gezet in bijzijn van (naam, voornaam, graad en regiment van twee getuigen) door den verdragsluiters, die verklaart niet te kunnen onderteekenen ». De belanghebbende stelt zijn merk, de twee getuigen onderteekenen.

(6) Of « de hoofd-intendant des legers », zoo het 't bataljon van administratie geldt.

BELGISCH LEGER.

• *regiment*

Verzaking aan verlof

Verklaring littera B.

N^o
van het korpsregister.

Ik ondergeteekende ⁽¹⁾
verbind mij om in werkdadigen dienst te blijven
te beginnen van heden ⁽²⁾

Mijne dienstverleening uit hoofde van deze meer-
dere verplichtingen geeft geen recht op de ver-
gelding.

⁽³⁾⁽⁴⁾

Deze verklaring goedgekeurd.

Te , den 19

De ⁽⁵⁾ commandant,

(1) Naam, voornamen, stand.

(2) Eerste formule (te gebruiken voor contingents-vrijwilligers, miliciens en plaatsvervangers, uitgezonderd hen die, tot het bataljon van administratie behoorend, niet vóór hunne klasse in werkdadigen dienst mogen treden) : « tot de manschappen van mijne klasse voor den werkdadigen dienst worden opgeroepen ». — Tweede formule (te gebruiken voor militairen van alle slag : « Tot (datum te bepalen naar den wil van den gegadigde) ».

(3) Plaats behouden voor deze formule : « Aldus gedaan te den (dag, maand en jaar in volle letters). »

Kan de gegadigde schrijven, zoo wordt deze vermelding door hem eigenhandig ingevuld.

(4) Handteekening van den verklaarder. Kan deze niet onderteekenen, dan schrijft men : « Onderstaande merkteeken werd gezet in bijzijn van (naam, voornaam, graad en regiment van twee getuigen) door den verdragsluiters, die verklaart niet te kunnen onderteekenen. »

De belanghebbende stelt zijn merk, de twee getuigen onderteekenen.

(5) Of « de hoofd-intendant des legers », zoo het 't bataljon van administratie geldt.

BIJLAGE N° 2

Toegevoegd aan den omzendbrief
van 27 September 1902

Verzaking aan verlof.

2° ALGEMEEN BESTUUR

4° BUREAU.

N° 68757

regiment

N°

*Bijlage.**Antwoord op n°**van*

(*) Dit voorstel, opgemaakt door het hoofd van het korps waartoe de gegadigde behoort, wordt door dezen hoofd-officier overgemaakt aan het hoofd van 't korps waarin de gegadigde verlangt te dienen; nadien wordt het in eenvoudig afschrift en zonder zendbrief aan het Departement van Oorlog overgemaakt.

Daaraan wordt toegevoegd de verzaking aan verlof en, onderging de verklaarder straffen, eenen staat daarvan.

VOORSTEL (*)

betreffende de ministerieele bekrachtiging van de verzaking, onderteekend door den (1)

Toestand (contingents-vrijwilliger, milicien of plaatsvervanger).

Militieklasse :

Gemeente { der inschrijving voor de militie :
der laatste verblijfplaats :

Korps { waartoe de persoon behoort (2) :
waarin de persoon verlangt te dienen (3) :

Gestalte : een meter millimeter.

Redenen door den gegadigde aangevoerd om naar het door hem verkozen korps over te gaan :

Advies van het hoofd des korps

waartoe de gegadigde behoort (5) : waarin de gegadigde verlangt te dienen (4) :

Te den 190 .

De (5) commandant,

Te den 190 .

De (5) commandant,

N° . Den Heere Minister van Oorlog overgemaakt.

(1) Graad, naam en voornamen.

(2) Geldt het een regiment veld-artillerie, aanvullen door eene der vermeldingen « batterij te paard, bereden batterij ». (Verwisseling van batterij in een zelfde regiment hoeft niet bekrachtigd.)

(3) Of, voor het bataljon van administratie, van den onder-intendant, onder wiens bevelen de gegadigde staat. Deze officier maakt het voorstel over aan den hoofd-intendant.

(4) Of, zoo het 't bataljon van administratie geldt, van den naburigsten onder-intendant; bij voorbaat wordt de gegadigde door dien officier onderzocht over zijne persoonlijke geschiktheid. Nadien wordt het voorstel door den onder-intendant overgemaakt aan den hoofd-intendant.

(5) Of « de hoofd-intendant des legers », zoo het 't bataljon van administratie geldt.

Ministerie van Oorlog.

Brussel, 29 September 1902.

2^o ALGEMEEN BESTUUR

PERSONEEL EN WERVING

2^o Afdeling.4^o Bureau.N^o 69099*Aan alle militaire overheden*

5 BIJLAGEN.

MIJNE HEEREN,

De wet van 21 Maart jongstleden liet toe aan de vrijwilligers die dienst namen onder het vorige stelsel, de voordeelen te verleenen welke de nieuwe wet aan de vrijwilligers toestaat.

Om die gunst te genieten, moeten die jongelingen de dienstneming onderteekenen volgens het nieuwe stelsel, geregeld door de onderrichting van 25 dezer maand, n^o 65357.

Dientengevolge heb ik de eer u te verzoeken de jongelingen die, ingelijfd als vrijwilligers van beroep (louter vrijwilligers), hunnen dienstdtijd nog niet uitdeden, toe te laten tot het onderteekenen van eene formule overeenkomstig de eerste bijlage aan voornoemde onderrichting; in dat stuk hoeven de woorden geschrapt « nooit tot het leger te hebben behoord ».

Het jaartal van den dienstdtijd, in de akte te vermelden, is het jaar waarin de 1^{ste} October valt welke volgt op de eerste dienstneming.

Voor hen evenwel die vóór hun 18^o jaar werden ingelijfd, begint de militietermijn op 1 October van het jaar waarop zij 18 jaar oud worden.

De nieuwe dienstneming wordt gedagteekend 1 October 1902.

De vrijwilligers die de nieuwe dienstneming onderteekenen, worden met onbepaald verlof heengezonden, indien zij in werkelijken dienst doorbrachten:

Vijf jaar, zoo zij vóór hun 17 ^o jaar dienst namen,	
Vier jaar, — — 18 ^o —	
Drie jaar, — na hun 18 ^o —	

Die gunst wordt hun geweigerd, indien zij zich, door hun gedrag, daarvan niet waardig maakten (artikel 87 der militiewet).

Zij die in plaats van met onbepaald verlof te gaan, wenschen in werkdadigen dienst te blijven, moeten eene verlenging van dienstdtijd

onderteekenen (7^e bijlage aan de onderrichting van 28 September 1902, n^o 68757) of eene verzaking aan verlof (bijlage n^o 1, verklaring B, aan de onderrichting van 27 September 1902, n^o 68757). In het eerste geval genieten zij de voordeelen, toegekend aan hen die bijteekenen.

Worden insgelijks als bijteekenende behandeld, de vrijwilligers met onbepaald verlof die zich aanbieden om werkdadigen dienst te hernemen; zij moeten vooraf eene verbintenis aangaan voor eenen militietermijn en eene verlenging van dienst onderteekenen in de hooger bepaalde voorwaarden.

De miliciens en plaatsvervangers, aangeworven krachtens artikelen 7 en 8 van het besluit van 15 Januari 1877, mogen hoogerbedoelde verlenging onderteekenen, die volle kracht heeft, wanneer zij hare verplichtingen vervangt, die nog voortspruiten uit hunne dienstneming.

Zij verwerven aldus de hoedanigheid van bijteekenenden van af 1 October 1902, of van den lateren dag waarop de mannen hunner klas met onbepaald verlof vertrekken.

Gelieft mij, Mijne Heeren, op 15 November aanstaande, zonder zendbrief, staten te sturen, opgemaakt naar de hier bijgevoegde modellen

De militairen die eerst na dezen datum gebruik maken van de toelating om hunne dienstneming te wijzigen, worden op staten vermeld (desnoods onaangevuld opgemaakt) aan het Ministerie van Oorlog te doen geworden op 31 December 1902, op 31 Maart en op 30 September 1903.

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

MINISTERIE VAN OORLOG

Omzendbrief van 29 September 1902

2º Algem Best, nr 69099

requirement

 N_r

Staat A der niet-bijteekenende beroepsvrijwilligers (louter vrijwilligers) die, na eene dienstneming voor eenen militietermijn te hebben onder teekend, in werkdadigen dienst werden gehouden zonder eene verlenging te hebben onder teekend.

(Worden onder die reeks begrepen : 1° de vrijwilligers die den werkdadigen dienstdtijd, — 5, 4 of 3 jaar, — bepaald bij artikel 100 der militiewet, noch niet uitdeden; 2° de vrijwilligers in werkdadigen dienst gehouden krachtens artikel 87 van voornoemde wet, en 3° de vrijwilligers, die in stede van eene verlenging van dienst te onderteekenen, eene verzekering aan verlof zouden onderteekenen — verklaring litt. B — waarvan de formule toegevoegd is aan den omzendbrief van 27 September 1902, n° 68757.)

Nummer van het korps register.	1. Naam. 2. Voornaam.	Geslacht.	Geboortedatum — 1. Dag, maand. 2. Jaar	1. Datum der eerste dienstneming 2. Duur jaren, maanden, dagen)	Jaar gedurende het- welk (op 1 Octo- ber) de dienstter- mijn begint voor de nieuwe dienst- neming	Opmerkingen. naam te duiden of de be- langhebbende onder toe- passing v. d. t. van het 2 ^e of 3 ^e van bovstaande note
	1 2		1. 2.	1. 2.		
	1 2.		1 2	1 2		

Den Heere Minister van Oorlog overgemaakt,

Te _____, den

De *commandant,*

MINISTERIE VAN OORLOG

Omsendbriet van 29 September 1902

2^o Algem. Best., n^o 69099.

—
regiment
N^o

Staat B der niet-bijteeknende beroepsvrijwilligers (louter vrijwilligers), die, na eene dienstneming voor eenen militietermijn te hebben onderteekend, in werkdadigen dienst bleven krachtens eene verlenging.

Nummer van het korps- register	1. Naam.	Graad.	Geboortedatum.	1 Datum der eerste dienstneming		Jaar gedurende het- welk (op 1 Octo- ber) de dienstter- min begint voor de nieuwe dienst- neming.	Opmerkingen
	2. Voornaam.		1 Dag, maand.	2 Duur (jaren, maanden, dagen)			
	1		1.	1.			
	2		2	2			

Den Heere Minister van Oorlog overgemaakt,

Te , den

De commandant,

MINISTERIE VAN OORLOG

Omzendbrief van 29 September 1902
2^o Algem. Best., nr 69099

$$N_r$$

Staat C der niet-bijteekenende beroepsvrijwilligers (louter vrijwilligers), die, na eene dienstdiening voor een militietermijn te hebben ondertekend, met onbepaald verlof werden heengezonden.

Nummer van het korpsregister.	1. Naam. 2. Voornaam.	Graad	Geboortedatum. — 1. Dag, maand. 2. Jaar.	1. Datum der eerste dienstneming. 2. Duur (jaren maanden, dagen).	Jaar gedurende hetwelk (op 1 October) de diensttermijn begint van de nieuwe dienstneming.	Opmerkingen.
	1. 2.		1. 2.	1. 2.		
	1. 2.		1. 2.	1. 2.		

Den Heere Minister van Oorlog overgemaakt,

Te _____, den

De commandant,

MINISTERIE VAN OORLOG

Omzendbrief van 29 September 1902

2^o Algem. Best., n^o 69099

-regiment

N^o

Staat D der niet-bijteekenende beroepsvrijwilligers (louter vrijwilligers) die geene dienstneming voor eenen militie-termijn onderteekenden.

Nummer van het korps-register.	1. Naam.	Graad.	1. Datum der dienstneming.	Opmerkingen.
	2. Voornaam		2. Duur (jaren, maanden, dagen).	
	1.		1.	
	2.		2.	
	1.		1.	
	2.		2.	

Den Heere Minister van Oorlog overgemaakt,

Te , den

De commandant,

2º Algem. Best., nr 69099

Nr

Nummer van het korps- register.	1. Naam. 2. Voornamen.	1. Graad 2. Toestand. 3. Militieklas	1. Datum der eerste dienstneming. 2. Duur (jaren, maanden, dagen).	<i>Opmerkingen</i>
	1. 2.	1. 2. 3.	1. 2.	

De *commandant,*

VRAAG.

4. — Wanneer overhandigde het Departement van Oorlog aan de korpshoofden het koninklijk besluit van 12 September 1902 ter regeling van de voorwaarden tot toelating van de vrijwilligers van beroep?

ANTWOORD.

Het koninklijk besluit, tot het bepalen van de bedingen voor het toelaten van vrijwilligers van beroep, verscheen in het *Staatsblad* van 21 September 1902. De daartoe benodigde ministerieele onderrichtingen werden den 25^{en} October aan de korpshoofden overgemaakt in een boekje, dat insgelijks gemeld koninklijk besluit bevat.

VRAAG.

5. — Hoe komt het dat de onderrichtingen voor het toelaten van vrijwilligers eerst in den loop van October aan de korpshoofden werden overgemaakt, ofschoon de militiewet den 1^{en} October bepaalt als uitgangspunt voor vrijwillige dienstneming?

Kan het Departement van Oorlog aan de korpshoofden geene onderrichtingen toesturen, om hen te veroorloven vrijwilligers te aanvaarden vóór de volledige samenordering van de bepalingen betreffende de uitvoering van gemelde wet?

ANTWOORD.

De wet bepaalt niet den 1^{en} October als uitgangspunt voor vrijwillige dienstneming: deze vangt aan met den dag waarop zij wordt onderteekend. Te rekenen van dien dag, moet de vrijwilliger van beroep vijf, vier of drie jaar, ingevolge zijnen leeftijd, in werkdadigen dienst blijven. De 1^{en} October is het uitgangspunt van den dertienjarigen militietermijn, door de wet aan iederen vrijwilliger opgelegd.

Voor 't overige verwijs ik naar het (hier bijgevoegd) antwoord, dat ik ter zitting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers den 25^{en} November gaf.

21 November 1902, blz. 48.

1^o Door den heer Maenhaut :

« Hoe komt het dat de koninklijke besluiten, de onderrichtingen, die de bedingen tot het toelaten van vrijwilligers bepalen en die dagteekenen van 12 September 1902, eerst in 't begin van November aan de korpshoofden zijn toegekomen? »

25 November 1902, blz. 52.

Antwoord op de vraag van den heer Maenhaut, over de vertraging in het verzenden aan de korpshoofden van de onderrichtingen betreffende de voorwaarden tot aanvaarding van vrijwilligers.

De heer generaal- majoor Cousebant d'Alkemade, *Minister van Oorlog*. — Ondanks al de bedrijvigheid en bevoegdheid der ambtenaars bij de Ministeriën van Financiën, van Binnenlandsche zaken en van Oorlog, belast met het samenordenen van de militiewet en de wet op de vergelding in zake van militie, kon die ordening eerst op 5 September laatstleden in het *Staatsblad* verschijnen. Dus eerst na dien datum konden de besluiten en noodige onderrichtingen bepaald opgesteld worden voor de toepassing der wet van 21 Maart 1902.

Het koninklijk besluit houdende bepaling van de voorwaarden tot aanne-

ming van vrijwilligers van beroep, dagteekent van 12 September en werd door het *Staatsblad*, op 21 van dezelfde maand, ter kennis van de krijgsoverheid gebracht.

De onderrichtingen, die de toepassing van gezegd besluit regelen, dagteekenen van 25 September en werden aan de korpshoofden gezonden zoodra zij gedrukt waren.

Mijne bureelen legden de grootste vlijt aan den dag om het nieuw stelsel in werking te doen komen. Hunne taak was allerzwaarst en uiterst kiesch, want dit stelsel brengt wijzigingen toe aan talrijke bestuurszaken, waar-tusschen een noodzakelijk verband gezocht en gemaakt was.

VRAAG.

6. — Hoeveel vrijwilligers boden zich aan bij de verschillende korpshoofden, voordat dezen de noodige onderrichtingen bezaten, en aan hoeveel weigerde men eene dienstneming voor drie jaar, hun vragende om zich voor acht jaar te verbinden?

7. — Vóór 1 October boden jongelingen zich aan om eene verbintenis voor drie jaar te onderteekenen; de korpshoofden konden ze niet aanvaarden, omdat het Departement van Oorlog hun geene onderrichtingen had gegeven.

De Middenafdeeling vraagt : Wanneer vangtaan en eindigt de verbintenis van diegenen onder bovenbedoelde jongelingen, die in den loop van October 1902 eene verbintenis onderteekenden?

Te rekenen van welk oogenblik trekken zij de vergelding?

ANTWOORD.

Onder het vroeger stelsel mochten, evenmin als onder het huidige, de candidaten vrijwilligers van beroep dienst nemen voor eenen termijn van drie jaar. De verbintenis gold voor acht jaar en desnoods voor vijf jaar, wanneer de candidaten deel hadden genomen aan de loting. Thans nemen alle vrijwilligers dienst voor eenen militietermijn van dertien jaar.

Waarschijnlijk zinspeelt de Middenafdeeling op den termijn van drie jaar, door de wet opgelegd aan vrijwilligers van beroep, die na den ouderdom van achttien jaar worden ingelijfd. Het spreekt vanzelf dat al de vrijwilligers van beroep, op dergelijke leeftijd verbonden sedert de wet van 21 Maart 1902 in werking trad, niet langer dan drie jaar in werkdadigen dienst worden gehouden. Daarover konden de korpshoofden geene voorbehouding maken.

Overigens werd geen enkel vrijwilliger van beroep geweigerd of uitgesteld omdat er geene onderrichting zou gegeven zijn voor de aanvaarding.

De diensttermijn der vrijwilligers van beroep, ingelijfd in October 1902, ving aan den dag der aanwerving; ingevolge hunnen leeftijd, zal hij drie, vier of vijf jaar bedragen. Hun militietermijn vangt aan den 1^o October 1903; nochtans begint hij, voor hen die vóór den leeftijd van 18 jaar zijn aangeworven, eerst op 1 October van het jaar waarin zij 18 jaar bereiken.

Laatstbedoelde vrijwilligers hebben maar recht op vergelding van den dag dat zij hun 18^o jaar bereiken; de anderen, zoodra zij verbonden zijn.

VRAAG.

8. — Werden de vrijwilligers, door den regiments-doctor ongeschikt verklaard tot den dienst, verwittigd dat zij krachtens artikel 6, litt. A van het koninklijk besluit van 12 September 1902 in beroep mogen komen?

Hoeveel candidaten vrijwilligers maakten gebruik van dit recht?

ANTWOORD.

Naar luid van de onderrichtingen, aan de korpschouwen gezonden, wordt de vrijwilliger, die bij een eerste onderzoek ongeschikt tot den dienst is verklaard, verwittigd dat hij zich andermaal mag doen keuren door de provinciale commissie, ingesteld bij koninklijk besluit van 20 December 1889, n^o 9449 (zie antwoord op de vraag n^o 9).

Verlangt hij van dit recht geen gebruik te maken, zoo plaatst hij zijne handteekening (of het daartoe dienend teeken) onder eene afstandsverklaring.

Dus weet de gegadigde steeds dat hij in beroep mag komen.

Tot 31 December 1902, hadden 82 aanvragers gebruik gemaakt van dit recht; 77 zagen er van af.

Tabel der vrijwillige verbintenissen van 25 October tot 31 December 1902.

	Gekeurd.	Aanvaard.	Niet aanvaard.		
			In beroep gekomen.	Niet in beroep gekomen.	Voorgoed afgewezen.
Eerste keuring . . .	580	421	82	77	—
Tweede keuring . . .	82	47	—	—	65
		438	82	77	65
				142	
			580		

VRAAG.

9. — Welke zijn de leden dezer commissie (Provinciale commissie tot herkeuring van de vrijwilligers).

ANTWOORD.

Voorzitter :

De provinciale bevelhebber.

Leden :

Een luitenant-kolonel;

Een majoor;

De twee hoogst of langst in graad zijnde geneesheeren der verblijfplaats (uitgezonderd de geneesheeren die verbonden zijn aan het algemeen toezicht over den gezondheidsdienst).

VRAAG.

10. — Worden de miliciens — na hunne inlijving — niet meer gemachtigd eene verbintenis voor drie, vier of vijf jaar te onderteekenen, zooals onder de vroegere wet? (Vrijwilligers, artikel 7.)

Is 't waar dat zij thans handteekenend moeten afzien van het verlof hun door de wet toegestaan?

Is 't waar dat zij geene vergelding meer trekken, wanneer hunne klasse is heengezonden?

Welk artikel der wet veroorlooft het intrekken van de vergelding en het berooven van verlof?

ANTWOORD.

Miliciens mogen geen vrijwilliger meer worden, zoolang zij niet met onbepaald verlof ontslagen kunnen worden. Op dat oogenblik kunnen zij « wederaangeworven » worden. Anders gezegd : de wet van 21 Maart 1902 schafte de vroegere « vrijwillige miliciens » af.

De verbintenissen, onderteekend door miliciens van dit soort, strekken doorgaans om zekere gunsten te verwerven, zooals het verkiezen van hun korps, de toelating om de leergangen der regimentsscholen te volgen.

Onder het nieuw stelsel, verwerft men die gunsten als men wil afzien van lang en van min of meer lang onbeperkt verlof. Deze afstand begrijpt geene berooving van 't verlof dat « kleine permissie » heet en bedoeld wordt in artikel 85 der militiewet. Dit stelsel komt feitelijk overeen met het vroegere.

De bijdienst als gevolg van het afstaan van verlof geeft geen recht op vergelding. Trouwens, de wet veroorlooft slechts te vergelden den gewonen werkdadigen dienst der miliciens, dien der vrijwilligers van beroep te beginnen met den leeftijd van 18 jaar, dien der « wederaangeworvenen » en dien der militairen, die in geval van mobielmaking en krachtens artikel 87 der militiewet, onder de wapens worden geroepen. (Zie samengeordende wetten, *Staatsblad* van 5 September 1902, nummers II, IV, VII, VIII en XI der samengeordende wet op de vergelding in zake van militie.)

VRAAG.

11. — Volgens de inlichtingen, door de Regeering gegeven bij de beraadslaging over de legerwet, moest de soldijtrekkende getalsterkte, zooals zij vroeger bestond, gehandhaafd worden door middel van vrijwillige dienstneming.

Volgens de verwachtingen, rekende men

ANTWOORD.

Sedert 6 April 1902 (datum waarop de wet van 21 Maart 1902 in werking trad) tot 31 December daarna, werden 1,504 vrijwilligers van beroep aangeworven. Dit cijfer komt overeen met gemiddeld 1,754 aanwervingen per jaar. Onder het vroegere stelsel, waren er gemiddeld 800 in de laatste jaren.

op 7,200 vrijwilligers, wat, meende men, moest overeenkomen met 1,800 dienstnemingen per jaar. Uit de inlichtingen, den 25^e November laatstleden door den heer Minister van Oorlog aan de Kamer gegeven, volgt dat sedert de wet in werking trad, 964 vrijwilligers door de krijgsoverheid werden aanvaard.

De Middenafdeeling vraagt om den ouderdom te kennen van de vrijwilligers die dienst nemen.

Hoeveel vrijwillige dienstmensen er meer zijn sedert de nieuwe wet, in vergelijking met de vroegere cijfers.

Of de Regeering maatregelen denkt te nemen om het handhaven van de getalsterkte op vredesvoet te verzekeren en welke maatregelen.

VRAAG.

12. — Om de getalsterkte op haar vroeger bedrag te houden, rekende men op 8,900 wederverbintenissen. Werden die vooruitzichten verwezenlijkt?

Waren er meer wederverbintenissen? In welke verhouding?

VRAAG.

13. — Door eenen onlangs genomen maatregel, verhoogde de heer Minister het getal der tactische eenheden. Zal de totale getalsterkte van 't leger op oorlogsvoet toereikend zijn opdat elke dier eenheden een voldoende getal manschappen bezit? En zal in vreedestijd het aantal aanwezige manschappen volstaan om ze met vrucht tot den krijgsdienst op te leiden?

De vrijwilligers van beroep zijn verdeeld als volgt :

455 van 16 tot 17 jaar;

293 van 17 tot 18 jaar;

225 van 18 tot 19 jaar;

183 van 19 tot 20 jaar;

76 van 20 tot 21 jaar;

69 van meer dan 21 jaar.

Om de getalsterkte op vredesvoet te handhaven, hoeft de Regeering vooralsnu geene andere maatregelen te nemen dan die welke krachtens de wet tot hertoe werden genomen.

ANTWOORD.

De verwachtingen der Regeering in zake van wederverbintenis kunnen onmogelijk verwezenlijkt worden, voordat is verstreken een overgangstijdvak, waarvan de duur niet bepaald kan worden.

Op 31 December 1901, telde men 2,012 wederverbondenen, en op 31 December 1902, 2,850; dus 40 % meer.

ANTWOORD.

De vermeerdering van het getal tactische eenheden is gesteund op het toenemen van de getalsterkte op oorlogsvoet.

Deze toeneming zal eenerzijds te wijten zijn aan de uitbreiding van het volontariaat, en anderzijds aan de volgende maatregelen, bekrachtigd door de wet van 21 Maart 1902:

1^o Intrekking der vrijstelling van binnenroeping in oorlogstijd, voor gehuwden en weduwnaars met kinderen, behorende tot de 11^e, 12^e en 13^e klasse;

2^o Instelling der reserve-vrijwilligers;

3^o Langere duur der krijgsverplichtingen voor vrijwilligers van beroep, op dertien jaar (militietermijn) gebracht;

Worden de verwachtingen der Regeering verwezenlijkt, dan zullen de tactische eenheden in vredes- en in oorlogstijd genoeg manschappen tellen.

VRAAG.

14. — Verzoek om op te geven, per graad en voor ieder artikel, het getal militairen, die naar het korps moeten terugkeeren, krachtens de bepalingen onder artikel 2, 3, 10, 13, 14, 17, 20 en 22, waarvan inzonderheid spraak is in de inleidingsnota der Begrooting.

Welken datum vervoegden deze militairen hun korps?

ANTWOORD.

De militaire beambten en werklieden worden slechts door gewezen militairen of burgerlijke beambten — ingevolge de wet van 21 Maart 1902 — vervangen naarmate de tegenwoordige titularissen heengaan, om verschillende oorzaken, zooals bevordering, heenzenden met onbepaald verlof, weggaging uit het korps door tuchtmaatregel.

De tabel, gevoegd bij het antwoord op de vraag n^o 13, geeft, op den datum van 1 Februari 1903, de door de Middenafdeeling gevraagde inlichtingen over het vervangen van de gewezen beambten en werklieden door nieuwe.

VRAAG.

15. — Volgens de inlichtingen, vervat in het verslag over de Begrooting van 's Lands Middelen, zijn de uitgaven, veroorzaakt door het toepassen van de nieuwe wet, 4 miljoen 831,000 frank hoger voor de Begrooting der Openbare Schuld (vergelding) en 708,323 frank voor de Begrooting van Oorlog (burgerlijke beambten ter vervanging van militairen).

Hoe werden deze cijfers bepaald? Naar welke getalsterke? Naar welk getal burgerlijke beambten? Hoeveel trokken de militaire beambten, welke zij vervangen?

ANTWOORD.

Ter zitting van de Kamer op 11 October 1901 (*Annales*, blz. 2462), gaf de Minister van Financiën omstandig het bedrag op van de onderstelde hogere kosten, door de nieuwe legerwet te veroorzaken. Hij deed namelijk uitschijnen dat de berekening was gemaakt op den grondslag der getalsterkte in vreedestijd (42,000 man), die werd gehandhaafd.

Het totaal van 14,031,000 frank, in die verklaring opgegeven, maakt het bedrag uit van het krediet, voor 1903 uitgetrokken op de Begrooting der Openbare Schuld (artikel 34) voor de vergelding in zake van militie.

De meerdere uitgaven voor de Begrooting van Oorlog ten gevolge van de toepassing der wet van 21 Maart 1902, bedragen wel degelijk 617,000 frank, zooals de Minister van Financiën in bovenbedoelde verklaring zegde.

Zij is onderverdeeld als volgt :

ART. 2	fr.	47,000 »
ART. 5		20,100 »
ART. 10		46,100 »
ART. 13		30,500 »
ART. 14		190,000 »
ART. 17		17,000 »
ART. 20		7,800 »
ART. 21. {	litt. a	100,000 »
	litt. e	158,500 »
TOTAAL. . fr.		617,000 »

Deze som is berekend naar het bedrag der jaarwedden en loonen van 1,800 burgerlijke beambten en werklieden, die militairen moeten vervangen (art. 100, litt. q der militiewet), na aftrek van het verschillend loon van laatstbedoelden.

Vergadering van 11 October 1901 (blz. 2462).

De heer de Smet de Naeyer, *Minister van Financiën en Openbare Werken*. — Mijne Heeren, ter vergadering van 6 Augustus laatstleden, verbond ik mij om, bij de beraadslaging over het ontwerp van legerwet, de Kamer mede te deelen welke nieuwe lasten het aannemen van dit ontwerp aan de openbare Schatkist zou opleggen.

De geldelijke gevolgen van het ontwerp hangen af van drie oorzaken.

De eerste betreft de vergelding; de tweede is het gevolg der vervanging van 1,800 militaire werklieden en beambten door burgerlijke; de derde volgt uit de toepassing van het derde lid van artikel 3, betreffende het pensioen der onderofficieren.

De vergelding in zake van militie zal 4,630,000 frank meerdere uitgaven vergen.

De ramingen werden gemaakt op grondslag van de huidige getalsterkte in vredestand — dus 42,000 man — welke door het nieuw ontwerp wordt gehandhaafd.

Ziethier hoe het bedrag van 4,630,000 frank wordt bepaald :

Vergelding der miliciens en der contingent-vrijwilligers.	fr.	6,972,000 »
---	-----	-------------

Dat bedrag is gesteund op een totaal van 20,200 man, min het getal dergenen die geen recht op vergelding hebben.

OVER TE DRAGEN.	fr.	6,972,000 »
-------------------------	-----	-------------

OVERDRACHT. fr.	6,972,000 »
Bijvergoeding van 5 frank per maand aan de 4,500 miliciens en contingentsvrijwilligers, tot de bereden troepen behorende, of	270,000 »
Vergoeding van 4,400 beroepsvrijwilligers tegen 35 frank per maand, of	1,848,000 »
Vergoeding van 6,900 beroepsvrijwilligers die bijteekenen, tegen 45 frank gemiddeld per maand, of	3,726,000 »
Voor het berekenen van dat cijfer, heeft men ondersteld dat de bijteekenende vrijwilligers allen eenen graad zouden bekleeden, voor de helft onderofficieren, en voor de helft korporaals en brigadiers. Daarentegen heeft men ondersteld dat geen enkel die bijteekenende van de andere soorten eenen graad zou bekleeden. Daardoor wegen de vergis- singen tegen elkander op.	
Vergoeding aan 2,000 bijteekenenden der andere soorten, tegen 35 frank per maand, of	840,000 »
Vergoeding aan 10,000 reservevrijwilligers, tegen fr. 37.50 per jaar, of	375,000 »
TOTAAL. fr.	14,031,000 »
De algeheele uitgaaf voor 1899 (laatste gesloten dienstjaar), uit hoofde der vergoeding beliep fr.	9,401,000 »
Dus eene vermeerdering van fr.	4,630,000 »

Wat de Begrooting van Oorlog betreft, zal het vervangen van 1,800 militaire werklieden en bedienden door burgers, eene meerdere uitgaaf verwekken van 617,000 frank.

De heer Vandervelde. — Welk loon denkt gij aan die werklieden te betalen?

De heer de Smet de Naeyer, *Minister van Financiën en Openbare Werken*. — Ik geef de meerdere uitgaaf op, 't is te zeggen het verschil tusschen het beloop van de toekomstige werkloonen en hetgeen thans de 1,800 militairen kosten.

De uitgaaf, ten slotte verwekt door de pensioenen, toe te kennen aan de onderofficieren die ten minste twintig jaar werkdadigen dienst tellen bij 't leger, en tot geen en dienst van den Staat konden aangenomen worden, mag op 100,000 frank worden berekend.

Ziehier een overzicht van de nieuwe lasten, door mij daareven opgesomd :

Vergoeding fr.	4,630,000 »
Vermeerdering der Begrooting van Oorlog	617,000 »
Pensioenen	100,000 »
TE ZAMEN. fr.	5,347,000 »

Ik geef u te oordeelen, mijne heeren, over de eerlijkheid van hen die weken lang spreken van 20 millioen meerdere uitgaven. Een blad uit de provincie bevestigde zelfs dat de Begrooting van Oorlog het driedubbel zou bedragen!

De heer **Hymans**. — 't Was een uittreksel uit den *Patriote*!

De heer **de Smet de Naeyer**, *Minister van Financiën en Openbare Werken*. — Neen! 't is eene bevestiging van een liberaal blad.

Meer zal ik vooralsnu daarover niet zeggen, daar ik enkel de verbintenis wilde nakomen welke ik jegens de Kamer had aangegaan.

De heer **Antoine Delporte**. — Het overige zult gij ons later toedienen.

De heer **Vandervelde**. — De Regeering vindt er geene haast bij om te spreken.

De heer **Antoine Delporte**. — Waar zult gij die millioenen halen?

De heer **de Smet de Naeyer**, *Minister van Financiën en Openbare Werken*. — In voorkomend geval zult gij verzocht worden daarover uitspraak te doen. (*Gerucht.*)

*
* * *

De hier bijvoegde tabel geeft op het getal der thans vervangen vroegere militaire beambten en werklieden, en het bedrag van hun loon, alsmede het getal nieuw aangestelden, met het bedrag van hunne jaarwedden of loonen.

Artikel der Begrooting.	GRAAD.	GETAL.	DATUM VAN HUN VERTREK.	GETAL bedienden of werklieden die ze vervangen.
2	Sergeanten	11	1 in October, 10 in December.	11
	Soldaten	"	"	11 (2)
3	Soldaten	11 (2)	1 in September, 10 in December.	"
5	Korporaals	1	November.	14
	Soldaten	14	8 in November en 6 in December.	
10	"	"	"	"
13	Soldaat	1	October.	1
	Korporaals	57	September.	220
14	Soldaten van het bataljon van administratie	127	"	
	Soldaten der regimenten	85	October.	
17	"	"	"	"
20	"	"	"	"
22	Onderofficieren	1	September, October,	270
	Brigadiers en korporaals	20	November en	
	Soldaten	268	December.	

JAARWEDDE of LOON.	VERGOEDINGEN aan de militairen betaald.	<i>Opmerkingen.</i>
1400	120 tot 240 ⁽¹⁾	⁽¹⁾ Ten laste van artikel 3.
1100	"	⁽²⁾ Vervangen de 11 soldaten van artikel 3.
"	60 ⁽¹⁾	⁽³⁾ Ontvingen op artikel 3 eene jaarlijksche vergoeding van 60 frank. ⁽⁴⁾ Vergoeding hooger vermeld.
1100	54.75	
"	"	Tot hierloe werd geen enkel oud-militair aangenomen.
3 frank per werkdag	"	Trok slechts zijne soldij <i>Die man vervoegde zijn regiment.</i>
Fr. 4.00, 3.50 en 3.00 per werkdag.	"	Trokken slechts hunne soldij.
"	0.30	De 83 manschappen trokken dagelijks eene vergoeding van 30 centiemen. <i>Die mannen vervoegden hun regiment.</i>
"	"	Tot hiertoe werd geen enkel oud-militair of burger aangenomen.
"	"	Tot hiertoe werd geen enkel oud-militair of burger aangenomen.
Gemiddeld loon : fr. 3.50 per werkdag.	Zie hiernaast ⁽⁵⁾ . " "	⁽⁵⁾ Onderofficier . . . 4 centiemen per werk- of toezichtuur. Brigader 3 — — — Soldaat 2 — — — per werkuur. Soldaten kuipers . . . 4 — — — Brigader-poortier . . . 30 — — — per aanwezigheidsdag.
		Korporaals gebezigd voor de werken der fabricatie van amunitie en oorlogsvuurtuig : 9 centiemen per werkuur. Soldaten idem : 5 centiemen per werkuur.
		Beroepsarbeiders. Soldaten 1 ^{ste} klasse, fr. 1.50 (dagloon). — — — 2 ^{de} — — — 0.75 (gemiddeld).
		<i>Die 289 manschappen vervoegden hun regiment.</i>

II

Inlichtingen over de vergoeding, toegekend aan militairen die het slachtoffer worden van ongevallen of ongeneesbare ziekten opdoen tijdens den dienst.

In den loop van vroegere dienstjaren, drong de Verslaggever der Middenafdeeling herhaaldelijk aan op het gewichtige van dit vraagstuk.

Aangezien de Kamer thans aan hare dagorde heeft het vraagstuk der vergoeding van arbeidsongevallen, schijnt het gepast de bepalingen van het aanhangig ontwerp te vergelijken met de vergoeding die door het Departement van Oorlog wordt toegestaan. Dit geschiedt in de drie navolgende vragen.

VRAAG.

16. — Hoeveel militairen werden in den loop van 1901 aangetast door ongeneesbare ziekten of werden het slachtoffer van ongevallen die hunne bestaanmiddelen verminderen?

Hoeveel zijn er overleden?

Verzoek om dezelfde cijfers te kennen voor 1902, in zooverre de geschriften tot hiertoe veroorloven?

ANTWOORD.

Het getal militairen beneden den rang van officier, na afkeuring ontslagen, wegens ongeneesbare ziekten of aandoeningen, ten gevolge van gevaren of overdadigen dienst, die de gegadigden ongeschikt maken tot den wapenhandel, zonder dat zij nochtans niet meer in staat zijn in hun bestaan te voorzien, bedraagt :

488 in het jaar 1901 en

418 in het jaar 1902.

132 militairen in werkdadigen dienst stierven in 1901 (91 in de hospitalen, 21 in de kazernen of in garnizoensplaatsen, 20 met verlof wegens ziekte).

De statistiek der sterfte in 1902 is nog niet opgemaakt.

VRAAG.

17. — Hoeveel militairen beneden den rang van officier werden in 1901, ten gevolge van den dienst :

- a) Slachtoffer van erge ongevallen;
- b) Aangetast door ongeneesbare ziekten;
- c) Hoeveel zijn er gestorven?

ANTWOORD.

Hierbij twee opgaven (blz. 32 en 33).

Voor ieder hunner, of, in de derde onderstelling, voor ieders familie opgeven welke som werd toegekend, aanduidende of zij werd gegeven als onderstand, ineens uitbetaald, als geregelde vergoeding, gedurende zeker getal jaren te vernieuwen, dan wel als bepaald pensioen.

Verzoek om dezelfde cijfers te kennen, voor 1902, in zooverre de geschriften tot hiertoe veroorloven.

VRAAG.

18. — Welke voorstellen denkt het Departement van Oorlog aan de Kamers te doen, om op vollediger wijze voor militairen de schade te vergoeden, die zij lijden, wanneer zij onder dienst eene ongeneesbare ziekte opdoen of het slachtoffer van een ongeval worden.

Welke maatregelen zal het voorstellen tot vergoeding der familiën van militairen, overleden aan de gevolgen van eene van beide hierboven aangeduide oorzaken?

ANTWOORD.

Vooralsnu heeft het Departement van Oorlog aan de Kamers geene voorstellen te doen over het vergoeden van schade, aan militairen en hunne familie toegebracht door ziekten of ongevallen, waarvan eerstgemelden onder dienst het slachtoffer zijn.

Het geeft der Middenafdeeling in bedenking dat sedert 1891 de onderstand, aan militairen of hunne familie verstrekt, onophoudend toenam. Voor het dienstjaar 1891 werd daaraan 32,700 frank besteed, en voor het jongste gesloten dienstjaar 1901, 147,952 frank.

*Getallen-tabel der militairen beneden den graad van officier die 't slachtoffer
waren van erge ongevallen, aan den dienst te wijten.*

(In die opgave zijn begrepen de militairen die buiten staat werden verklaard om in hun
onderhoud te voorzien, ten gevolge van dienstomstandigheden, door de commissiën van
tegen-onderzoek als « ongevallen » beschouwd.)

Algeheel getal.	TOEGEKENDE SOMMEN.			Opmerkingen.
	Voorloopig pensioen ⁽¹⁾	Jaarlijksche renten en lijfrenten ⁽²⁾		
In 1901: 47	14 van 342 frank. 2 van 410 — 1 van 426 — 1 van 480 — 2 van 560 — 1 van 581 — 1 van 637 — 1 van 707 — 1 van 754 — 24	2 van 342 frank. 2 van 345 — 3 van 349 — 1 van 480 — 2 van 574 — 1 van 602 — 1 van 612 — 1 van 627 — 16	1 van 689 frank. 1 van 731 — 1 van 754 — 1 van 759 — 1 van 840 — 1 van 988 — 1 van 989 — 7	⁽¹⁾ Die pensioenen, voor een jaar toegekend aan militairen aangedaan door eene krankheid die beteren kan (meesttijds longtering en chronische luchtpijpontsteking) en die de belanghebbenden tijdelijk buiten staat stelt in hun onderhoud te voorzien, kunnen hernieuwd worden ingeval de redenen tot die vergelding door een geneeskundig onderzoek worden vastgesteld. ⁽²⁾ De belanghebbenden lijden aan ongeneesbare krankheden of kwalen die hen buiten staat stellen in hun onderhoud te voorzien.
		25		
In 1902: 43	6 van 342 frank 1 van 410 — 1 van 426 — 2 van 480 — 1 van 627 — 11	4 van 342 frank. 6 van 345 — 1 van 359 — 1 van 404 — 1 van 417 — 1 van 426 — 1 van 433 — 1 van 459 — 1 van 480 — 1 van 563 — 1 van 567 — 19	3 van 581 frank. 1 van 582 — 1 van 602 — 1 van 626 — 1 van 680 — 1 van 685 — 1 van 693 — 1 van 700 — 1 van 759 — 1 van 874 — 1 van 918 — 13	
		32		

Getallen-tabel der militairen beneden den graad van officier, die getroffen werden door ongeneesbare ziekten, aan den dienst te wijten.

(In deze opgave zijn begrepen, de militairen die ongeschikt werden verklaard voor den wapenhandel ten gevolge van kwalen, door de onderzoekscommissiën beschouwd als zijnde het gevolg van « vermoedenissen of gevaren » van den krijgsdienst.)

Algeheel totaal.	Heengezonden door afdanking ⁽¹⁾ met eene jaarlijks vernieuwbare vergoeding als hulpgeld.	JAARLIJSCHE RENTEN EN LIJFRENTEN ⁽²⁾ .				Opmerkingen.
In 1901 : 104	1 van 40 frank. 4 van 60 — 1 van 70 — 4 van 80 — 9 van 100 — 30 van 120 — 1 van 125 — 5 van 130 — 2 van 150 — 2 van 180 — 1 van 250 — 2 van 280 — 62	1 van 345 frank. 1 van 376 — 1 van 414 — 1 van 465 — 1 van 470 — 2 van 500 — 3 van 565 — 1 van 570 — 1 van 588 — 2 van 598 — 2 van 602 — 16	1 van 616 frank. 1 van 626 — 2 van 680 — 1 van 689 — 1 van 690 — 1 van 700 — 2 van 722 — 1 van 727 — 1 van 731 — 2 van 755 — 1 van 745 — 14	1 van 773 frank. 1 van 780 — 1 van 795 — 1 van 811 — 3 van 840 — 1 van 857 — 1 van 908 — 1 van 938 — 1 van 964 — 1 van 994 — 12	⁽¹⁾ Ongeschikt voor den dienst, doch niet buiten staat om in hun eigen onderhoud te voorzien. ⁽²⁾ De belanghebbenden worden beschouwd als buiten staat om in hun eigen onderhoud te voorzien.	
42						
In 1902 : 110	3 van 60 frank. 1 van 70 — 7 van 80 — 1 van 90 — 3 van 100 — 20 van 120 — 1 van 125 — 7 van 130 — 3 van 140 — 3 van 150 — 2 van 180 — 60	1 van 342 frank. 1 van 449 — 2 van 565 — 1 van 567 — 2 van 584 — 2 van 591 — 3 van 598 — 2 van 602 — 1 van 609 — 1 van 612 — 2 van 616 — 2 van 619 — 1 van 625 — 21	1 van 637 frank. 1 van 651 — 1 van 654 — 1 van 655 — 1 van 675 — 1 van 676 — 1 van 710 — 1 van 728 — 1 van 734 — 1 van 739 — 1 van 764 — 1 van 780 — 1 van 782 — 13	1 van 784 frank. 1 van 794 — 1 van 806 — 1 van 856 — 1 van 858 — 4 van 840 — 1 van 866 — 1 van 882 — 1 van 924 — 1 van 928 — 1 van 954 — 1 van 959 — 1 van 994 — 16		
50						

III.

Vragen over het gebruik van den tijd, welken de militairen onder het vaandel doorbrengen.

De erkende noodzakelijkheid om het schijfschieten uit te breiden, gaf aanleiding tot onderstaande vraag :

VRAAG.	ANTWOORD.
19. — In welke garnizoensplaatsen zijn er thans schietbanen?	1 ^o Garnizoensplaatsen, waar eene schietbaan voor het Mauser-geweer bestaat :
In welke niet?	Brugge, Brussel, Charleroi, Hoei, Luik.
Was het Departement van Oorlog niet van plan in alle garnizoensplaatsen schietbanen voor korten afstand in te richten?	2 ^o Garnizoenen die voor het Mauser-geweer gebruik maken van een schietveld of van de schietbaan in eene naburige garnizoensplaats :
Waarom werd daaraan geen gevolg gegeven?	Antwerpen : schietveld te Brasschaat;
	Aarlen : schietveld te Lagland;
	Vilvoorde : schietbaan te Brussel.
	3 ^o Garnizoensplaatsen waar eene schietbaan voor Albini-geweren en dergelijke wapenen voor het leger beschikbaar is :
	Aath, Bouillon, Dendermonde, Dinant, Doornik, Ieperen, Meehelen, Namen, Nijvel, Sint-Nicolaas, Verviers.
	4 ^o Garnizoensplaatsen waar thans geene schietbaan voor het leger is :
	Aalst, Bergen (1), Beveren-Waas, Contich, Diest (1), Hasselt, Kortrijk, Leuven (1), Lier, Mariembourg, Meenen, Oostende, Oudenaarde, Philippeville, Sint-Bernard, Sint-Truiden, Waver.
	(1) Eerlang wordt eene schietbaan voor het leger geopend.
	De onlangs gebouwde kazernen op den Kattenberg, te Gent, en Prins Albert, te Brussel, hebben schietbanen voor korten afstand. 't Zou te veel kosten, ze in alle kazernen op te richten. Men zoekt naar middelen om de kosten te verminderen, door 't gebruiken van nieuwe amunitie, waarvan de kogels minder doordringende kracht zouden hebben als die welke in bovengenoemde schietbanen wordt gebezigd.

't Is ten hoogste wenschelijk dat de soldaten, naast den tijd, besteed aan volmaking van hunne krijgskunde, ook hun persoonlijk onderwijs kunnen genieten en uitbreiden, opdat hun verblijf onder het vaandel ze helpe om later eene burgerlijke betrekking te vinden.

Om dezen wensch te beantwoorden, kwamen de hoogeschool-compagnien tot stand, en, op een ander gebied, de leergangen voor boschteelt in de

regimentsscholen te Bouillon en te Diest, tot het opleiden van jongelingen als boschwachter.

Vermits er zekere schikkingen waren genomen, die lieten vreezen dat deze nuttige instellingen niet langer de diensten zouden kunnen bewijzen, die er van verwacht worden, vroeg de Middenafdeeling :

VRAAG.

20. — Welke schikkingen denkt het Departement te nemen, om meer uitbreiding te geven aan de leergangen voor boschteelt, bij sommige regimentsscholen?

Welk is het getal jongelingen thans tot die lessen toegelaten?

21. — Is het waar dat het Departement van plan is in 1903 af te schaffen het toegangsexamen voor de leergangen van boschteelt bij de twee regimentsscholen?

Hoe ware die maatregel uit te leggen?

Wat is er de oorzaak en de strekking van?

ANTWOORD.

De Regeering denkt geene uitbreiding te geven aan de leergangen voor boschteelt te Bouillon en Diest; de bestaande inrichting wordt behouden.

Jaarlijks mogen hoogstens vijftien leerlingen de lessen van boschteelt, zoo te Diest als te Bouillon, volgen.

't Is ook hoogst wenschelijk dat de militairen gebruik maken van den tijd welken zij onder de wapens doorbrengen, om ingewijd te worden in het onderzoek der maatschappelijke vraagstukken en inzonderheid te leeren wat zij nuttig kunnen onthouden van voorzorg, mutualiteit, lijfrente, werkmanswoningen, met een woord, van de sociale wetten.

Met voldoening vernam de Middenafdeeling dat niet alleen het Departement van Oorlog niet tegen dergelijke studiën is, maar integendeel geneigd ze aan te moedigen, zooals blijkt uit het antwoord, op onderstaande vraag gegeven :

VRAAG.

22. — Kan de heer Minister geene maatregelen nemen om over maatschappelijke vraagstukken onderricht te doen geven in de Militaire school en in de legerkorpsen?

ANTWOORD.

Op het programma van het onderwijs ter Militaire school, omschreven door de wet van 18 Maart, komt de studie van maatschappelijke vraagstukken niet voor.

Niettemin worden sedert enkele jaren de verschillende bestanddeelen der krijgsopleiding beredeneerd aan de leerlingen onderwezen, opdat zij behoorlijk de zedelijke en maatschappelijke rol zouden kunnen vervullen, welke heden ten dage het deel eens officiers is.

Over het onderricht in maatschappelijke vraagstukken, bij de troepenkorpsen, werd den 22ⁿ December 1902 een ministerieele omzendbrief uitgevaardigd, waarvan een exemplaar hieraan is toegevoegd.

Ministerie van Oorlog.

Brussel, 22 December 1902.

1° ALGEMEEN BESTOOR

KRIJGSVERRICHTINGEN
en
ONDERRICHTING VAN 'T LEGER

2° afdeeling.

4° bureel.

Nr 52/20

Aan de Bevelhebbers : der legerafdeelingen ; — der cavalerie-afdeelingen ; aan den Inspecteur-generaal der genie ; aan den Inspecteur-generaal der artillerie ; aan den Voorzitter van het Studie-comiteit der vesting Antwerpen ; aan de Gouverneurs der versterkingen van Luik en Namen ; aan de Bevelhebbers : der infanterie- en der cavalerie-brigades ; — der artillerie van de legerafdeelingen ; — der vesting-artillerie ; aan alle korpsoversten van 't leger.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer U te verzoeken de aandacht der eenheidsoversten te willen vestigen op de volgende studiën wederzijds uitgegeven door den *Soldat belge* en het *Bulletin de la presse et de la bibliographie militaires* :

« Gesprekken over de weldaden van de levensverzekering, » door E. Maréchal en Van Heyst ;

« De maatschappelijke opleiding in 't leger, » door den infanterie-luitenant, adjunct bij den staf, Coucke.

Die studiën kunnen nuttig geraadpleegd worden om als onderwerp te dienen bij de gesprekken, welke de bevelhebbers van compagniën, escadrons en batterijen, moeten voeren met hunne soldaten, om bij dezen het besef hunner burgerlijke en militaire plichten op te wekken.

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

In een practisch opzicht, en om de militairen niet te berooven van de voordeelen, door de wet van 10 Mei aan leden van mutualiteiten verleend, vroeg de Middenafdeeling :

VRAAG.

23. — Ziet de heer Minister er bezwaar in, dat een militair lid is van eene mutualiteit zonder ander oogmerk dan pensioen te verschaffen?

ANTWOORD.

Militairen mogen deel uitmaken van door de wet erkende vereenigingen, die zich enkel inlaten met mutualiteit, ter uitsluiting van alle andere zaken.

Een lid der Middenafdeeling verlangde dat deze navraag zou doen naar de voorwaarden, waaronder soldaten optreden als figuranten in schouwburgen.

VRAAG.

24. — Krachtens welke reglementsbe-
ling worden soldaten als figuranten naar
schouwburgen gezonden?

Wordt die dienst hun opgelegd?

Welke vergelding krijgen zij daarvoor?

Op welk uur moeten zij in zulk geval
naar de kazerne terugkeeren. Veroorzaakt
dit eenen dienst voor de korporaals of voor
vele onderofficieren, die ze moeten verge-
zellen?

Wat krijgen laatstgemelden daarvoor?

ANTWOORD.

Soldaten mogen als figuranten in schouw-
burgen worden gebezigd, krachtens eenen
ministerieelen omzendbrief van 6 October
1847, waarvan een afschrift hieraan is toe-
gevoegd.

Zij zijn volkomen vrij om hunne mede-
werking te verleen.

De hun betaalde vergoeding verschilt;
doorgaans bedraagt zij 50 centiemen.

Een onderofficier leidt de soldaten naar
den schouwburg en brengt ze onmiddellijk
na de vertooning terug; meestijds krijgt hij
daarvoor 1 frank.

Brussel, 6 October 1847.

Omzendbrief, bevattende de bepalingen betreffende de militairen,
die in schouwburgen optreden.

De Minister van Oorlog,

Aan de luitenant-generaals bevelhebbers over grondgebiedsafdeelingen.

Gelief bekend te maken aan de verschillende overheden onder uw gebied,
de volgende bepalingen, door mij genomen voor de soldaten die gewoonlijk
in schouwburgen optreden :

1^o Geen militair mag men laten optreden in schouwburgen of openbare
schouwspelen, zonder bijzondere machtiging van den luitenant-generaal
bevelhebber over de grondgebiedsafdeeling.

2^o In garnizoensplaatsen waar geene grondgebiedsafdeeling ligt, mag deze
machtiging, doch enkel in dringend geval, worden verleend door den bevel-
hebber over de provincie, die er verslag van doet aan de hogere overheid.

3° Dergelijke machtiging wordt enkel toegestaan nadat men verzekerd is over den dienst waartoe de gevraagde manschappen zijn bestemd.

4° Acht de bevoegde overheid het gepast de vraag in te willigen, dan duiden de korps- of detachementshoofden de te leveren manschappen aan, onder hen die zich vrijwillig aanbieden en zonder dat de minste dwang mag uitgeoefend worden.

5° Een sergeant of wachtmeester begeleidt de manschappen en brengt ze naar de kazerne terug; hij mag evenwel nooit zelf in de vertooning optreden.

6° In geen geval en onder geen voorwendsel mag de onderofficier, belast met de bewaking dier manschappen, toelaten dat zij op het tooneel, in de renbaan, enz., optreden in de uniform van 't leger en met de nationale cocarde. Wilde men dat verbod overtreden, dan moet hij de manschappen terug naar de kazerne leiden en er verslag over opmaken.

N. B. — Een afschrift van deze onderrichting werd ter inlichting gestuurd aan de generaals bevelhebbers der infanterie- en cavalerieafdeelingen en aan de generaals inspecteurs, generaals der artillerie en der genie.

IV.

Onderscheidene punten betreffende de inrichting van 't leger, bevordering, enz.

VRAAG.

25. — Wil de heer Minister aan de Mid-denafdeeling een afschrift mededeelen van het koninklijk besluit dat de nieuwe samenstelling van 't leger opgeeft, daar de aan de Begrooting toegevoegde tabel dagteekent van vóór dat besluit?

ANTWOORD.

Hierbij een exemplaar der tabellen, toegevoegd aan het koninklijk besluit van 24 November 1902, dat de nieuwe samenstelling van 't leger op vredesvoet aanduidt.

VRAAG.

26. — Verzoek om voor ieder wapen het getal te doen kennen :

- 1° Der kolonels;
- 2° Der majoors;
- 3° Der bevelhebbers van compagniën, eskadrons of batterijen;
- 4° Der adjudanten-majoors der regimenten en bataljons, een onderscheid makende tuschen :
 - a) Hen die rechtstreeks uit de kaders komen ;
 - b) Hen die uit de Militaire school komen;
 - c) Hen die het brevet bezitten van adjunet bij den staf?

ANTWOORD.

Hierbij eene tabel met de gevraagde inlichtingen

WAPEN, GRAAD EN BEDIENING.		Uit de kaders komende.	Uit de Militaire school komende.	TOTALEN.	Adjuncten bij den staf.
Staf.	Kolonels	•	5	5	•
	Majors.	2	8	10	•
	Kapiteins commandanten	•	16	16	•
	2 ^{de} kapiteins.	•	4	4	•
Infanterie.	Kolonels	12	5	17	6
	Majors.	67	29	96	15
	Kapiteins commandanten	212	128	340	50
	2 ^{de} kapiteins.	175	61	234	26
	Kapiteins commandanten adjunct-majors.	7	11	18	15
	2 ^{de} kapiteins adjunct-majors.	51	9	60	2
Cavalerie.	Kolonels	5	5	8	1
	Majors.	6	10	16	2
	Kapiteins commandanten	26	50	56	10
	2 ^{de} kapiteins	25	15	40	6
	Kapiteins commandanten adjunct-majors.	2	4	6	2
	2 ^{de} kapiteins adjunct-majors.	5	1	6	•
Artillerie.	Kolonels	•	13	13	3
	Majors.	4	55	59	10
	Kapiteins commandanten	17	118	135	16
	2 ^{de} kapiteins.	7	35	40	8
	Kapiteins commandanten adjunct-majors.	•	8	8	4
	2 ^{de} kapiteins adjunct-majors.	1	7	8	4
Genie.	Kolonels	•	5	5	•
	Majors.	•	11	11	•
	Kapiteins commandanten	1	37	38	5
	2 ^{de} kapiteins.	1	28	29	1
	Kapiteins commandanten adjunct-majors.	•	1	1	•
	2 ^{de} kapiteins adjunct-majors.	•	2	2	•

VRAAG.

27. — Wil de heer Minister aan de Middenafdeeling de bijzonderheden mededeelen van het ontwerp tot herinrichting van den intendantedienst?

Vrijwaart dat ontwerp de vooruitzichten der jongelingen die met goed gevolg hun examen als onder-intendant aflegden?

ANTWOORD.

De nieuwe inrichting van den intendantedienst werd dervijze opgevat om het algemeen belang des legers en tevens, voor zooveel zij billijk zijn, de private belangen van het bestaande personeel, en van de officieren die bestemd zijn om er deel van uit te maken, te vrijwaren.

Hierbij een exemplaar van de koninklijke besluiten betreffende die herinrichting.

Ministerie van Oorlog.

Brussel, 31 December 1902.

1^o ALGEMEEN BESTUUR.

KRIEGSVERRICHTINGEN

en

ONDERRICHT DES LEGERES.

2^o bestuur.4^o bureel.N^o 69/4.

2 BIJLAGEN.

Aan alle militaire overheden.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer U toe te sturen :

1^o Een afschrift van het koninklijk besluit van 17 dezer, n^o 14385, betreffende de werving der beheersdiensten;

2^o Een afschrift van het koninklijk besluit van 17 December 1899, n^o 14389, tot wijziging van dit van 23 December 1899, n^o 13229, betreffende de examens, in de wapens en diensten opgelegd.

Als gevolg van voormeld koninklijk besluit n^o 14389, worden onderstaande wijzigingen toegebracht aan de ministerieele onderrichting van 1 Maart 1900, eerste algemeen bestuur, n^o 41/3 :

A. De benaming onder-intendant 2^o klasse vervangen door onder-intendant 3^o klasse.

B. Het hoofd, onmiddellijk staande onder « Titel III » vervangen door : « en examen B' ».

C. Na artikel 63, artikel 63^{bis} plaatsen. Voor het examen B' zijn er enkel geschreven proeven.

D. Toevoegen aan het hoofd van § 2, volgende op artikel 63^{bis} : « of aan examen B' ».

E. Inlasschen in den tekst :

a) Van artikel 64, na « het examen B » : « of B' »;

b) Van artikel 66, na « De jury's der examens B » : « en B' »;

c) Van artikel 69, na « en van onder-intendant 3^o klasse », de woorden : « Alsmede aan het examen van onder-intendant 1^o klasse, belast met het ambt van intendant ordonnateur ».

F. Toevoegen :

a) Aan 't slot van artikel 76 : « en aan het examen B' »;

b) Aan 't slot der verwijzing (1) onderaan den staat model 6, toegevoegd aan vorenbedoelde ministerieele onderrichting, de woorden : « of aan het examen B' van onder-intendant 1^o klasse, belast met het ambt van intendant ordonnateur ».

Anderzijds, dient de benaming onder-intendant 2° klasse insgelijks vervangen door « onder-intendant 3° klasse » in het hoofd der programma's, toegevoegd aan de ministerieele onderrichting van 1 Maart 1900, eerste algemeen bestuur, n° 41/5.

* * *

Het examen B', aan eerste kapiteins kwartiermeesters opgelegd bij koninklijk besluit van 17 dezer, n° 15385, voornoemd, voor 't verwerven van de betrekking van onder-intendant 1° klasse, belast met het ambt van intendant ordonnateur, loopt over onderstaande vakken :

A. Grondwettelijk recht en bestuursrecht van België :

Programma van het examen B, vereischt voor het verwerven van den graad van onder-intendant 3° klasse (toegevoegd aan de ministerieele onderrichting van 1 Maart 1900, eerste algemeen bestuur, n° 41/5).

B. Openbare financiën en aankopen :

De vakken, vermeld in het programma voor het examen B van onder-intendant, onder de rubrieken : openbare financiën — vorming der aankopen — vorm der aankopen — waarborgen, van de leveraars geëischt.

C. Militair beheer :

a) Boekhouding :

Boekhouding der korpsen : centraliseering — toestand tegenover de Schatkist. Boekhouding der instellingen onder toezicht der intendantie; wijze van beheer — inning der fondsen — bewijs in penningen en stoffen — afrekeningen.

b) Machtiging tot betalen en toezicht :

De vakken, vermeld op het programma voor het examen B van onder-intendant, tweede proef, titel III, § D, lid c.

MAATSTAF :

Grondwettelijk recht en bestuursrecht	15	
Openbare financiën en aankopen	30	
Militair beheer { Boekhouding	25	55
{ Machtiging tot betalen en toezicht	30	
TE ZAMEN. . . .		100

De Minister van Oorlog,
A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

N^o 14385.

LEOPOLD II, KONING DER BELGEN,

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juni 1836 op de wijze van bevordering in het leger;
Herzien Onze besluiten van 3 Juli 1894, n^o 11093, van 5 Augustus 1895,
n^o 11497, van 11 Mei 1897, n^o 12144, van 12 Juli 1899, n^o 13064;

Gezien Ons besluit van 23 December 1899, n^o 13229;

Gezien Ons besluit van 17 December 1902, n^o 14384;

Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

§ I. — WERVING VAN DEN DIENST DER INTENDANTIE.

ARTIKEL ÉÉN. — De werving van den dienst der intendantie geschiedt door middel van den graad van onderintendant der 3^e klasse. Éene plaats van intendant der 2^e klasse en drie plaatsen van onderintendant der 1^{ste} klasse worden echter voorbehouden aan de eerste kapiteins-kwartiermeesters die doen blijken hebben, in een examen, van de noodzakelijke kennissen om de hun in bovenvermelden dienst toegekende betrekking van intendant lastgever waar te nemen.

ART. 2. — De kandidaten tot de bediening van onderintendant der 3^e klasse moeten het karakter, het verstandsvermogen en de kracht van gestel hebben noodig voor den dienst van den intendant te velde.

ART. 3. — Elk jaar, wordt bij de aanduiding van de kandidaten, geroepen om de tweede proef af te leggen van het examen B ingesteld bij koninklijk besluit van 23 December 1899, n^o 13229, het derde van het getal der mogelijke toelatingen tot de tweede proef of van dat getal verminderd met eene of twee eenheden indien het niet verdeelbaar is door drie, voorbehouden aan de officieren der diensten van het beheer die voldaan hebben aan de eerste proef van gezegd examen.

ART. 4. — Al de officieren die voorgoed voldaan hebben aan het examen B van onderintendant worden gerangschikt op eene enkele lijst naar hunnen ouderdom van rang in den graad van onderluitenant, zonder rekening te houden met de zittijden of met de herkomst van de kandidaten.

ART. 5. — Mogen alleen tot onderintendanten der 3^e klasse worden benoemd de kandidaten die op deze lijst voorkomen en daarenboven twaalf jaar ouderdom in den rang van officier tellen.

ART. 6. — De benoemingen tot de openvallende bedieningen van onderintendanten der 3^e klasse geschieden volgens de orde der bij bovenvermeld artikel 4 bedoelde lijst, daarbij rekening houdende met de bepalingen van artikel 5.

ART. 7. — De officieren benoemd tot onderintendanten der 3^e klasse nemen ouderdom van rang op den dag hunner benoeming tot dezen graad.

§ II. — WERVING VAN DE REKENPLICHTIGE OFFICIËREN DER TROEPENKORPSSEN.

A. — *Officieren-betaelmeesters.*

ART. 8. — De werving van de officieren-betaelmeesters geschiedt door middel van den graad van onderluitenant.

ART. 9. — De openvallende bedieningen in dezen graad worden verleend ingevolge een examen, te weten :

Eene helft, aan de onderluitnants van alle wapens en aan de officieren van administratie der 4^e klasse;

Eene helft, aan de onderofficieren der troepenkorpsen.

Bij gebrek aan bekwame personen, mogen de openvallende bedieningen aan eene der soorten van kandidaten voorbehouden, aan de andere toegekend worden.

ART. 10. — De tot onderluitnants-betaelmeesters benoemde onderluitnants of officieren van administratie der 4^e klasse, nemen ouderdom van rang in hunne nieuwe bediening op den dag hunner toelating tot het kader van de rekenplichtige officieren der troepenkorpsen.

B. — *Kapiteins administrateurs van kleeding.*

ART. 11. — De werving der administrateurs van kleeding geschiedt door middel van den graad van tweede kapitein.

ART. 12. — De officieren die voldaan hebben aan het examen B van kapitein administrateur van kleeding, voorzien bij bovenbedoeld koninklijk besluit van 23 December 1899, worden gerangschikt op eene enkele lijst van hunnen ouderdom van rang in den graad van onderluitenant, zonder rekening te houden met de zittijden of met de herkomst der kandidaten.

ART. 13. — De openvallende bedieningen in het kader der administrateurs van kleeding worden verleend volgens de orde dezer lijst.

ART. 14. — De tot tweede kapiteins administrateurs van kleeding benoemde officieren nemen ouderdom van rang op den dag hunner benoeming tot dezen graad.

ART. 15. — De van het kader der officieren-betaelmeesters herkomstige kapiteins administrateurs van kleeding mogen uit den dienst der kleeding niet treden om opnieuw rang te nemen in gezegd kader der officieren-betaelmeesters.

C. — *Eerste kapiteins-kwartiermeesters.*

ART. 16. — De openvallende bedieningen in den graad van eerste kapitein-kwartiermeester worden verleend, bij keuze des Konings, aan de tweede kapiteins-betalemeesters die doen blijken hebben, in een examen, van de noodzakelijke kennissen om dezen graad te bekleeden.

§ III. — WERVING VAN DE OFFICIEREN VAN ADMINISTRATIE.

ART. 17. — De werving van de officieren van administratie geschiedt door middel van den graad van officier van administratie der 4^e klasse.

ART. 18. — De in dezen graad opgevallen bedieningen worden toegekend, ingevolge een examen, te weten :

Eene helft, aan de onderofficieren en aan de onderluitenanten van alle wapens ;

Eene helft, aan de onderofficieren van het bataljon van administratie.

Bij gebrek aan bekwame personen, mogen de openvallende bedieningen aan de eene dezer soorten candidaten voorbehouden, aan de andere verleend worden.

ART. 19. — De tot officieren van administratie der 4^e klasse benoemde officieren van alle wapens, nemen ouderdom van rang in hunne nieuwe bediening op den dag hunner toelating tot het bataljon van administratie.

§ IV. — OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 20. — De bepalingen van de artikelen 4, 5 en 6 van het tegenwoordig besluit zullen niet worden toegepast aan de candidaten onderintendanten der 3^e klasse die aan het examen voldaan hebben of zullen voldoen gedurende de zittingen 1901 en 1902.

Deze candidaten zullen gerangschikt worden, per zitting, op afzonderlijke lijsten, naar hunnen huidige graad en, in elken graad, naar hunnen ouderdom van rang.

Zij zullen tot onderintendant der 3^e klasse mogen benoemd worden zonder de bij voormeld artikel 5 vereischte twaalf jaar ouderdom in den rang van officier te tellen; de openvallende bedieningen zullen hun verleend worden volgens de orde der zittingen en de rangschikking der lijst van elken zitting.

ART. 21. — De huidige eerste of tweede kapiteins administrateurs van kleeding die voortkomen van het kader der officieren-betalemeesters, mogen mededingen tot de werving der eerste kapiteins-kwartiermeesters, na te doen blijken hebben, in een examen, van de noodzakelijke kennissen om dezen laatsten graad te bekleeden.

§ V. — ALGEMEENE BESCHIKKINGEN.

ART. 22. — In tijd van oorlog, mag van voorgaande regelen afgeweken worden in de gevallen voorzien bij artikel 5 der wet van 16 Juni 1836, op de wijze van bevordering in het leger.

ART. 23. — Al de vroegere beschikkingen betreffende de werving van de diensten van 's legers beheer zijn ingetrokken.

ART. 24. — Onze Minister van Oorlog is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Laken, den 17ⁿ December 1902.

(get.) **LEOPOLD.**

Van 's Konings wege :

De Minister van Oorlog,

(get.) COUSEBANT D'ALKEMADE.

Voor eensluidend afschrift :

*De Kolonel, algemeen Bestuurder van de krijgsverrichtingen
en van het onderricht des legers,*

J. DUCARNE.

N^o 14389.

LEOPOLD II, KONING DER BELGEN,

Aan allen tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien Onze besluiten dato heden, n^o 14384 en 14385, wederzijds betreffende de samenstelling van het personeel der intendantie en de werving der beherddiensten van het leger ;

Herzien Ons besluit van 23 December 1899, n^o 13229, betreffende de examens A en B, opgelegd in de wapens en diensten ;

Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

EERSTE ARTIKEL.

Onderstaande wijzigingen worden toegebracht aan Ons hierboven herinnerd besluit van 23 December :

A. De benaming onder-intendant 2^e klasse wordt vervangen door onder-intendant 3^e klasse.

B. Achter artikel 2 invoegen : « Examen B' ».

ART. 2^{bis}. — Een examen gezegd « Examen B' » wordt geëischt van de eerste kapiteins-kwartiermeesters voor het verkrijgen van de hun voorbehouden ambten van onder-intendant 1^o klasse, belast met het ambt van intendant ordonnateur.

C. Het tweede lid van het artikel vervangen door :

De andere examens B, alsmede het examen B', mogen in geene reeksen worden verdeeld.

D. Littera C van artikel 9 wordt ingetrokken.

E. Het hoofd, volgend op artikel 12, vervangen door :

Examens B, examen B' en geschiktheidsproeven.

F. Het 2^o en 3^o van artikel 13 vervangen door :

2^o Voor 't verkrijgen van den graad van eersten kapitein-kwartiermeester :

Aan de luitenanten en tweede kapiteins betalers ;

3^o Voor 't verkrijgen van den graad van kapitein kleedingbeheerder :

Aan de luitenanten en tweede kapiteins betalers, aan de luitenanten en kapiteins van elk wapen, aan de officiers van administratie 3^o of 2^d klasse, met minstens twaalf jaar officiersgraad op 1 Mei van het jaar dat zij worden voorgesteld als kapitein kleedingbeheerder.

G. Na artikel 13 laten volgen :

ART. 13^{bis}. — De machtiging tot het afleggen van het examen B' wordt uitsluitend verleend aan de eerste kapiteins-kwartiermeesters. Doch dezen mogen tot de proef maar worden toegelaten wanneer ten hunnen voordeele een voorstel werd gedaan voor het ambt van onder-intendant 1^o klasse, belast met het ambt van intendant-ordonnateur.

H. Artikel 16 vervangen door :

Onze Minister van Oorlog beslist over de voorstellen, nader aangeduid in het laatste lid van artikel 13, alsmede in artikel 13^{bis}, voor het toelaten van de candidaten tot ambten bij de beheersdiensten.

I. In den tekst van artikel 20, na : « een of ander dier examens B », inlasschen de woorden : « hetzij examen B' ».

J. In het hoofd dat volgt op artikel 23 en in den tekst van artikel 24, na examens B, wederzijds inlasschen de woorden : « Examen B' » en « tot het examen B' ».

K. In de tabel onder artikel 24 :

1^o Bijvoegen in de kolom « leden », ten opzichte der jury van het examen B voor het verkrijgen van den graad van eersten kapitein kwartiermeester, enz. : Een hoofdofficier der infanterie.

2^o Inschrijven in de kolom « aanmerkingen » voor dezelfde jury :

Een der onder-intendanten 1^o klasse zit niet voor de examens B van kleedingbeheerder; hij wordt in deze commissie vervangen door den hoofd-officier der infanterie.

Deze zit niet voor de examens van eersten kapitein-kwartiermeester.

3^o De benaming : « Examen B voor het verkrijgen van den graad van onder-intendant 3^o klasse » vervangen door : « Examen B en examen B' voor den dienst der intendantie ».

4^o Het woord « onder-intendant », voorkomende in de samenstelling der jury voor gemeld examen, vervangen door « onder-intendant 1^o klasse ».

L. Invoegen na artikel 32 :

ART. 32^{bis}. — De eerste of tweede kapiteins, die thans kleedingbeheerder zijn en voortkomen van de officieren betalers, zijn gemachtigd het examen B af te leggen, tot het verkrijgen van den graad van eersten kapitein-kwartiermeester.

ART. 2.

Onze Minister van Oorlog is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Laken, den 17^e December 1902.

(get.) **LEOPOLD.**

Van 's Konings wege :

De Minister van Oorlog,

(get) COUSEBANT D'ALKEMADE.

Voor eensluidend afschrift :

*De Kolonel, algemeen Bestuurder
van de krijgsverrichtingen en van het onderricht des legers,*

J. DUCARNE.

VRAAG.

28. — Is er afgezien van het ontwerp tot eenmaking der jaarwedden?

ANTWOORD.

De Regeering verwijst naar het antwoord (waarvan hierbij een afschrift) gegeven aan de Middenafdeeling belast met het onderzoek der Begrooting van Oorlog voor 1900.

Uittreksel uit het verslag over de Begrooting van Oorlog voor 1900, opgemaakt door den heer H. Delvaux (n^o 103).

De lagere officieren der infanterie hebben eenige verwondering getoond, toen zij zagen dat op de Begrooting van Oorlog hunne jaarwedde niet met $\frac{1}{3}$ was verhoogd, maar slechts met $\frac{1}{6}$.

Ondervraagd door den Verslaggever der Middenafdeeling in 1899, had de achtbare Minister van Oorlog *ad interim* geantwoord :

ANTWOORD.

« De verhooging van de jaarwedde der officieren is gegrond op de jaarwedde der ondergeschikte officieren bij de vesting-artillerie en de genie. Zij is slechts van toepassing op de lagere jaarwedden dan die van deze officieren, 't is te zeggen op die van de infanterie en van sommige ondergeschikte diensten.

» Op de Begrooting voor 1899 is eene verhooging van jaarwedden uitgetrokken, overeenkomende met het derde van 't verschil tusschen het huidige en het ontworpen bedrag. »

Op zijne beurt verklaart thans de achtbare Minister :

ANTWOORD.

« Ter zitting van 18 Februari 1898 verklaarde de Minister van Oorlog *ad interim* dat het in zijne bedoeling lag de jaarwedde te verhoogen van de ondergeschikte officieren der infanterie, zonder ze evenwel te brengen op het juiste bedrag van die hunner ambtgenooten bij andere wapens.

» Worden de sommen, daartoe op de Begrooting voor het dienstjaar 1900 uitgetrokken, toegestaan, dan zal de jaarwedde der ondergeschikte officieren bij de infanterie en de hulpdiensten verhoogd worden met :

- » 300 frank voor de kapiteins commandanten of eerste kapiteins ;
- » 225 frank voor de tweede kapiteins ;
- » 250 frank voor de luitenanten ;
- » 200 frank voor de onderluitenanten.

» Zonder de toekomst te verbinden, zal de Regeering onderzoeken of het mogelijk is op dien weg voort te gaan. »

VRAAG.

29. — Acht de heer Minister niet billijk eene vergoeding toe te kennen aan de officieren, tijdens hun verblijf in het kamp, om ze te vergoeden voor de meerdere uitgaven, waartoe dat verblijf hen verplicht.

ANTWOORD.

Dat vraagstuk wordt onderzocht : de oplossing hangt vooral af van begrootingsredenen.

De heer Minister gaf gevolg aan den wensch der Middenafdeeling, door het nemen van de maatregelen, aangeduid in de hieraan toegevoegde stukken :

Brussel, 10 Februari 1903.

Ministerie van Oorlog.

6^e ALGEMEEN BESTUUR.

BEHEER EN DIENST
van den

VOORRAAD.

1^o bestuur.
1^o bureel. — 1^e sectie.

N^o 40.

1 BIJLAGE.

Aan den Voorzitter van het Studiecomiteit ter versterkte stelling Antwerpen; aan den Inspecteur generaal van de versterkingen en van het korps der genie; aan den Commandant : van de vesting-artillerie ter versterkte stelling Antwerpen; — van het 7^o regiment artillerie; — van het regiment der genie; aan de Beheerraden van het 7^o regiment artillerie en van het regiment der genie; aan de Intendanten ordonnateurs te Luik en te Antwerpen.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer U over te maken een exemplaar van het koninklijk besluit van 9 Februari 1903, n^o 14457, waarbij eene dagelijksche vergoeding van 60 centiemen wordt toegekend aan de officieren, onderofficieren, ambtenaren en beambten, in dienst aan de Nederschelde, en die, vóór den 1^{en} dezer maand, de vergoeding trokken, welke den leeftocht vertegenwoordigt.

De Minister van Oorlog,

Op bevel :

*De hoofd-intendant des legers,
Directeur generaal,*

E. BOON.

N^o 14437.

LEOPOLD II, KONING DER BELGEN,

Aan allen tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 1 Januari 1899, n^o 12826, waarbij worden bepaald de jaarwedde, de soldij en andere toelagen van het personeel des legers en het korps der gendarmerie ;

Gezien Ons besluit van 9 Februari 1903, n^o 14436, waarbij te beginnen met dezelfde maand wordt ingetrokken de vergoeding die den leeftocht vertegenwoordigt ;

Aangezien de officieren, sommige onderofficieren, de ambtenaren en beambten des legers, welke vóór dien datum bestendigen dienst deden ter Nederschelde, de vergoeding voor leeftocht ontvingen ;

Overwegende dat het billijk is het belang van bedoelde officieren, onderofficieren, ambtenaren en beambten te vrijwaren ;

Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

EERSTE ARTIKEL. — De officieren, onderofficieren, ambtenaren en beambten die vóór 1 Februari 1903 bestendigen dienst ter Nederschelde deden en daarvoor vergoeding wegens leeftocht genoten, hebben, te rekenen van dien datum en voor al den tijd dat zij met dezen dienst belast blijven, recht op eene dagelijksche vergoeding van 60 centiemen.

ART. 2. — Onze Minister van Oorlog is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Laken, den 9ⁿ Februari 1903.

(get.) LEOPOLD.

Van 's Konings wege :

De Minister van Oorlog,

(get.) COUSEBANT D'ALKEMADE.

Voor gelijkvormig afschrift :

*De Hoofd-intendant des legers,
Algemeen bestuurder van het beheer,
E. BOON.*

Ministerie van Oorlog.

Brussel, 11 Maart 1903.

6^o ALGEMEEN BESTUUR.

BEHEER EN DIENST
van den
VOORRAAD.

1^o bestuur.
1^o bureel. — 1^o sectie.

N^o 40.

Aan den Voorzitter van het Studiecomiteit ter versterkte stelling Antwerpen; aan den General-majoor commandant der vesting-artillerie ter versterkte stelling Antwerpen; aan den Luitenant-generaal inspecteur generaal van de versterkingen en van het korps der genie; aan de commandanten van het 7^o regiment artillerie en van het regiment der genie; aan de Beheerraden van het 7^o regiment artillerie en van het regiment der genie; aan de Intendanten ordonnateurs te Luik en te Antwerpen; aan de Rekenkamer.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer U te berichten dat de dagelijksche vergoeding van 60 centiemen, voorzien bij 't koninklijk besluit van 9 Februari 1903, n^o 14437, welke het personeel ter Nederschelde geniet, om dezelfde reden in dezelfde voorwaarden verschuldigd is aan de officieren, onderofficieren, ambtenaren en beambten des legers in dienst ter forten Zwijndrecht, Kruibeke en Rupelmonde, die deswege leeflochtsvergoeding trokken.

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKENADE.

VRAAG.

30. — Hoe komt het dat de tweede kapitein ter bewapening, slechts 3,650 frank trekt bij de infanterie, en 4,400 frank bij de cavalerie, 5,900 frank bij de genie?

31. — Waarom kunnen de kapiteins ter bewapening geen eerste kapitein worden, terwijl die graad verleend wordt aan de officieren bij den kleedingsdienst?

VRAAG.

32. — Kan er van de officieren, bij ordemaatregel buiten werkdadigen dienst gesteld, niet gevergd worden dat zij geestesarbeid verrichten, al ware het afschriften maken of briefwisseling voeren, tegen eene bezoldiging, te nemen op de helft der jaarwedde die hun wordt afgetrokken?

VRAAG.

33. — Hoe staat het met de herinrichting van de artillerie, zoowel in 't opzicht der bewapening als van het kader?

Wil de heer Minister aan de Middenafdeeling het verslag van de Commissie tot herbewapening van de artillerie mededeelen?

ANTWOORD.

De officieren ter bewapening maken geen afzonderlijk kader uit, zooals de beheerders van den kleedingsdienst; zij behooren tot het wapen waarbij zij dienst doen en trekken de jaarwedde verbonden aan hunnen graad in dat wapen.

Evenmin als de adjudant-majoor, bij voorbeeld, kunnen zij bevordering bekomen terwijl zij hun ambt voort uitoefenen; doch niets belet, wanneer zij het niet meer vervullen, dat zij tot kapitein-bevelhebber worden bevorderd, mits zij daartoe de voorwaarden vervullen, die vereischt worden van de officieren van hunnen graad en hun wapen.

ANTWOORD.

Een officier, bij ordemaatregel buiten werkdadigen dienst gesteld, is van alle ambt geschorst, en levert onvoldoende waarborgen op om hem werkzaamheden te kunnen toevertrouwen, in verband met den dienst en in verhouding tot zijnen graad en zijne vakkennis.

De wet zou overigens niet toelaten aan eenen officier, bij ordemaatregel buiten werkdadigen dienst gesteld, eene bezoldiging toe te kennen, genomen op het gedeelte der jaarwedde waarvan hij beroofd is.

ANTWOORD.

Wat het nieuw materieel der veld-artillerie en het bekendmaken van het verslag der Commissie tot herbewapening betreft, verwijst de Regeering naar hare antwoorden (waarbij hierbij een afschrift) op 16 December 1902 en 3 Februari 1903 gegeven in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

De wijzigingen aan de inrichting van de veld-artillerie toe te brengen, liggen ter studie.

Voor de vesting-artillerie, is de nieuwe

inrichting opgegeven in de tabellen, toegevoegd aan het koninklijk besluit van 24 November 1902 (zie antwoord op vraag n^o 22).

Vergadering van 16 December 1902 (blz. 234).

Antwoord op de vraag van den heer Trasenster betreffende de nieuwe bewapening van de veld-artillerie.

De heer luitenant-generaal Cousebant d'Alkemade, *Minister van Oorlog*. — De processen-verbaal der Commissie tot nieuwe bewapening der veld-artillerie zijn mij toegekomen; zij zijn niet bestemd om openbaar te worden gemaakt. Ik heb aan de Commissie gevraagd er een verslag bij te voegen.

Het onwrikbaar affuit Cockerill-Nordenfeldt werd niet verworpen; het zal opnieuw beproefd worden terzelfder tijd als andere affuiten, die door dezelfde fabriek en door vreemde firma's worden geleverd.

De Regeering, die zich tot grondbeginsel heeft gesteld in de ruimste mate 's lands nijverheid te bevorderen, zou haar, in zooverre de belangen van 's lands verdediging gevrijwaard zijn, met genoegen het nieuwe materieel der veldartillerie laten vervaardigen.

Vergadering van 3 Februari 1903 (blz. 396).

Antwoord op de vraag van den heer Hymans over het afkondigen van het verslag der Commissie voor de herwapening van de veld-artillerie.

De heer luitenant-generaal Cousebant d'Alkemade, *Minister van Oorlog*. — Dit verslag werd mij overgemaakt, doch ik acht het niet te kunnen afkondigen.

De voorafgaande proefnemingen voor het aannemen van een nieuw materieel voor de bereden batterijen en de batterijen te paard zijn niet afgelopen. Als 't oogenblik gekomen is om bepaalde voorstellen aan de Kamer te doen, zal de Regeering haar alle noodige inlichtingen geven.

Vele leden van Kamer en Senaat, hebben mij, gezien de goede faam van 's lands nijverheid, om inlichtingen gevraagd over de waarde van het materieel Cockerill-Nordenfeldt. Van nu af aan acht ik het dus nuttig hun te zeggen dat het metaal van het kanon Cockerill-Nordenfeldt opmerkenswaardig taai is en dat het juiste schot en de sluiting van het stuk niets te wenschen overlaten. Dit kanon strekt de werkplaatsen Cockerill tot eer.

Het affuit van het onwrikbaar model doorstond met goed gevolg lange en moeilijke proeven, waaruit bleek dat het zeer stevig is.

Doch de affuiten van het deformatie-stelsel werden onlangs verbeterd en

bezitten bijzondere hoedanigheden van tactischen aard, waarop overal de aandacht gevestigd werd.

Bijgevolg heeft de Regeering, zich aansluitend bij het gevoelen van de meerderheid der Commissie, noodzakelijk geoordeeld de proefnemingen voort te zetten. Zij zal vergelijkende proeven met beide stelsels doen nemen.

VRAAG.

34. — Is het waar dat het Ministerie van Oorlog onlangs twee nieuwe bataljons der genie en reserve-bataljons heeft tot stand gebracht?

Krachtens welke wet?

ANTWOORD.

De nieuwe inrichting van het leger op vredesvoet, zooals die voortvloeit uit het koninklijk besluit van 24 November 1902, n^o 14353, voorziet het vormen van een nieuw reserve-bataljon bij elk regiment der linie, der jagers te voet, der grenadiers, der karabiniers en der genie, alsmede het splitsen van het 3^e bataljon der genie in twee gemengde bataljons, ieder twee werkdadige compagniën en twee reserve-compagniën behelzende.

Daartoe was geene wet noodig, vermits het geschiedde zonder vermeerdering van het getal officieren. Artikel 4 der inrichtingswet van 16 Augustus 1873 zegt dat « de inwendige inrichting der korpsen bij koninklijk besluit wordt geregeld ».

VRAAG.

35. — Is de toestand van het personeel bij het Landkaart-instituut geregeld?

Is het waar dat er teekenaars, etsers, steendrukkers, als tijdelijk zijn ingeschreven na vijftien en twintig jaar dienst?

ANTWOORD.

De werklieden bestemd om de militairen te vervangen, die aan het Landkaart-instituut zijn verbonden, worden eerst bestendig benoemd na bewijs van bekwaamheid te hebben geleverd.

De tijdelijke beambten bij het Instituut hebben eene even bestendige betrekking als de zes bestendige beambten; evenals zij, hebben zij recht op pensioen en zijn zij aangesloten bij de Kas van weduwen en wezen.

De benoeming tot *bestendig beambte* moet beschouwd worden als het toekennen van eenen hooger grad aan verdienstelijke en zeer oude tijdelijke beambten.

De oudste tijdelijke beambten tellen meer dan vijf en twintig jaar dienst.

VRAAG.

56. — Zou de heer Minister van Oorlog er bezwaar in vinden den toestand der militaire apothekers te verbeteren, door het invoeren van de drie volgende hervormingen :

1^o Aan de apothekers 2^{de} klasse de jaarwedde toekennen gelijkstaande met die der geneesheeren en paardenartsen ;

2^o Het getal apothekers 2^{de} klasse verminderen en dit der apothekers 1^{ste} klasse vermeerderen ;

3^o Ze tot burgerlijke ambtenaren maken, zonder gelijkstelling van graad, welke door niets is gewettigd?

ANTWOORD.

Bij het indienen, op 20 Januari 1898, van een wetsontwerp tot herinrichting van het personeel der hulpdiensten van 't leger, verklaarde de Regeering dat zij rekening had gehouden met het herhaald aandringen van de Kamers, ten voordeele van de apothekers en paardenartsen bij 't leger.

De Middenafdeeling was van gevoelen dat de voorstellen betreffende de apothekers eenigszins dienden uitgebreid, en de Regeering stemde daarin toe, uit hoofde van de persoonlijke belangen dier ambtenaren.

Sedert gaf geene enkele omstandigheid aanleiding tot eene nieuwe verbetering van den toestand der apothekers, en in dat opzicht ware eene vermeerdering van het getal apothekers 1^{ste} klasse niet uit te leggen.

Trekken de apothekers 2^{de} klasse niet dezelfde jaarwedde als de bataljons-geneesheeren 1^{ste} klasse en de paardenartsen 1^{ste} klasse, die denzelfden rang bij het leger bekleeden als zij, dan is 't omdat de paardenartsen bereiden zijn, dat de geneesheeren dit grootendeels ook kunnen wezen en dat in elk geval geneesheeren en paardenartsen onderhevig zijn aan veel verplaatsingen, naar aanleiding van schiet- en andere oefeningen, van welke verplaatsingen de apothekers vrij zijn.

Wat het gelijkstellen van de apothekers betreft, het steunt op dezelfde redenen als dit van de andere gelijkgestelde ambtenaren bij 't leger die met het eigenlijk militaire personeel in aanraking komen.

Dat gelijkstellen is een algemeen gebruik. Wordt het nut er van door sommigen betwist, dan is 't om redenen van rangorde, waarin de private belangen der gelijkgestellten niets te zien hebben.

V.

Militaire gebouwen.

VRAAG.

37. — Hoe verre zijn de werken gezet der nieuwe Militaire school?

Wat verwekt dat lang vertragen van die werken?

Kunnen zij niet sneller doorgezet worden?

ANTWOORD.

De tot hiertoe uitgevoerde werken begripen :

1^o De grondvesten, het zwaar werk der vier blokken voor de promotie der Militaire school en der drie blokken voor de promotie der Opleidingsschool; de regenputten, de riolen en de kwartieren der scholen;

2^o De Rijsschool;

3^o De grondvesten en het zwaar werk der Krijgsschool;

4^o De grondvesten en het zwaar werk van het cavalerie-kwartier.

De werken kunnen ijverig voortgezet worden in 1903 met het krediet van 5 miljoen frank, op de Buitengewone Begrooting van 1902 uitgetrokken.

VRAAG.

38. — Behelst het krediet van 3 miljoen 280,000 frank onder artikel 37 gevraagd voor 't verbeteren van de kazerneering, de som van 264,000 frank, in 1897 noodig bevonden voor de werken tot vergrooting, geschiktmaking en verbetering aan de Rijsschool te Ieperen?

Zoo ja, wanneer denkt het Departement die werken aan te vangen? Zoo neen, is de Regeering voornemens een bijkrediet te vragen?

Is men er toe besloten de Rijsschool te Ieperen te behouden en is er voorgoed afgezien van hare verplaatsing?

ANTWOORD.

Het krediet voor 1903 gevraagd tot verbetering van de kazerneering, voorziet niet de werken die in 1897 noodig werden bevonden voor het vergrooten, enz., der Rijsschool te Ieperen.

Er zijn immers veel andere meer dringende werken, namelijk het voltrekken van sedert jaren aan den gang zijnde werken en die bij gemis van toereikende kredieten niet snel konden voortgezet worden.

De Regeering vraagt thans geen krediet hoegenaamd voor die werken.

Geene beslissing werd genomen over het verplaatsen of het behouden der school te Ieperen.

VRAAG.

39. — Waarom wordt het onderhoud van de militaire gebouwen in alle garni-

ANTWOORD.

Zooals alle eenigszins belangrijke werken, worden de gewone onderhoudswerken

zoensplaatsen niet openbaar aanbesteed per plakbrief, zooals de andere aanbestedingen van het Ministerie van Oorlog? Heeft dit Ministerie het voordeel niet ondervonden van die ruime bekendmaking der aanbestedingen?

der gebouwen en der vestingen openbaar aanbesteed door middel van het *Staatsblad*, en van vakbladen zooals de *Ligue de l'Industrie et du Bâtiment*, de *Chronique des Travaux publics*, den *Moniteur des Intérêts matériels* en het *Bulletin commercial*.

Sedert jaren wordt de aanbesteding niet meer door plakbrieven bekend gemaakt, omdat er bevonden werd dat dit stelsel geen nut opleverde in verhouding tot de kosten, door die plakbrieven veroorzaakt.

Er dient overigens opgemerkt dat de in de zaak betrokken diensthooften alle ondernemers die gewoonlijk deelnemen aan de aanbestedingen voor rekening van den Staat, van deze aanbestedingen onderrichten.

VRAAG.

40. — Waarom kiest de genie maar eenen enkelen aannemer per garnizoensplaats voor de onderhoudswerken, in stede van eenen verschillenden aannemer voor ieder soort van werk : metsel-, timmerwerk, slotmakerij, enz.?

ANTWOORD.

De gewone onderhoudswerken geschieden tegen bordereel-prijzen, omdat in 't begin des jaars de hoeveelheid noch de bijzondere aard van elk uit te voeren werk bepaald kan worden.

De ondernemingen voor onderhoudswerken bestaan slechts uit allerlei kleinen arbeid, uit te voeren naarmate er schade onstaat : zooals het inzetten van gebroken ruiten, het hernieuwen van sleutels en het herstellen van sloten, huisgerief, het vermaken der goten, het witten der zalen, enz., enz.

Het ware dus volstrekt onmogelijk, op 't oogenblik der aanbestedingen, zelfs benaderend de sommen te ramen die aan elk soort van werk te besteden zijn.

Door bedoelde werken aan eenen enkelen aannemer per garnizoensplaats toe te vertrouwen, kan men die ondernemingen gewichtiger maken, wat meer mededinging verwekt en betere voorwaarden voor den Staat; zoo leverde het onderhoud, onlangs voor 1903 aanbesteed, tot 36 % afslag op.

Er dient overigens opgemerkt dat het meerendeel der aannemers die gewoonlijk mededingen voor de onderhoudswerken, bijzonderlijk zijn toegerust voor dat soort

VRAAG.

41. — Welke inzichten koestert het Ministerie voor de inrichtingen der Pupillenschool te Aalst en de Rijschool?

ANTWOORD.

van werk en dat zij de werklieden der verschillende ambachten, die zij behoeven, bij de hand hebben.

Van verplaatsing der Pupillenschool is geen spraak. De meest dringende verbeteringswerken werden in 1902 uitgevoerd en de andere worden thans onderzocht.

Voor de Rijschool, zie antwoord op de vraag n^o 37.

VI.

Paarden en rijtuigen.

VRAAG.

42. — Waarom worden de paarden, voor de artillerie benodigd, niet uitsluitend gekozen onder de inlandsche paarden?

ANTWOORD.

De rijpaarden der artillerie, evenals die der cavalerie, komen meestal uit den vreemde, omdat men er niet genoeg fokt binnen het land.

De trekpaarden zijn al inlandsche paarden, uitgezonderd die der vier batterijen te paard.

Daar deze batterijen bestemd zijn om de cavalerie te vergezellen en te ondersteunen, moeten zij trekpaarden hebben die even bloedig, stevig, krachtig en vlug zijn als de paarden van dat wapen en zij moeten dus van hetzelfde ras wezen.

VRAAG.

43. — Hoe wordt verdeeld het krediet van 10,000 frank, uitgetrokken onder littera *b* van artikel 29, voor premiën, te verleenen voor den aankoop van in België geboren en gekweekte paarden?

Dat krediet schijnt gering, in verhouding tot dit van 1,007,850 frank, voor het hernieuwen der paarden uitgetrokken. Dient het niet verhoogd?

ANTWOORD.

Het krediet van 10,000 frank, onder littera *b* van artikel 29 der Begrooting uitgetrokken, werd voorzien om in voorkomend geval premiën van 50 frank toe te kennen aan de verkoopers van rijpaarden binnen België geboren en gekweekt.

Sedert twee jaar, werd geen enkel dier paarden aangeboden bij de regimentscommissiën voor het hernieuwen der paarden, en bedoeld krediet werd met instemming der Kamers overgebracht naar een ander artikel der Begrooting.

Daaruit volgt dat de uitgetrokken som vooralsnu niet dient verhoogd.

VRAAG.

44. — Zullen de nieuw ingerichte bataljons niet meer rijtuigen vergen?

ANTWOORD.

De nieuw ingerichte bataljons zullen geene aanleiding geven tot het verm eerdere van het getal rijtuigen.

Eene nieuwe indeeling van den trein en een ruimer gebruik van ons steeds meer en meer uitgebreid spoorwegennet voor het proviandeeren der troepen, zullen ons veldleger beter laten verplaatsen.

UITGEBRACHTE STEMMINGEN.

De Begrooting in haar geheel werd als volgt door de Afdeelingen bejegend :

	Ja	Neen.	Oonthoudingen.
1 ^e Afdeeling . . .	7	3	1
2 ^e — . . .	7	10	0
3 ^e — . . .	5	1	2
4 ^e — . . .	7	2	0
5 ^e — . . .	13	1	0
6 ^e — . . .	12	1	1
	<u>51</u>	<u>18</u>	<u>4</u>

De Middenafdeeling nam de Begrooting aan met eenparigheid van stemmen min ééne.

De Verslaggever,
HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

